

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2005-2006

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2006

Table des matières

<i>Tableaux sommaires</i>	<i>Page</i>
Introduction au Budget supplémentaire des dépenses	7
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	38
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2005-2006	44
Annexes proposées au projet de loi de crédits	46
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	69
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	72
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	80
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	88
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	93
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	121
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	134
Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses	138
Ministères et organismes	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Ministère	146
Agence canadienne de développement international	149
Centre de recherches pour le développement international	151
Commission mixte internationale	151
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)	
Ministère	153
Corporation commerciale canadienne	154
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	154
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	157
Commission canadienne des affaires polaires	163
Commission des revendications particulières des Indiens	163
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	165
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	168
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA	
Ministère	171
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	174
Agence canadienne d'inspection des aliments	176
Commission canadienne des grains	177
ANCIENS COMBATTANTS	179
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	182
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	185
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	187
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	189
École de la fonction publique du Canada	191
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	192
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	195
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	196
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	196
Commissaire aux langues officielles	197
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	197
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	200
Comité des griefs des Forces canadiennes	204
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	204
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	206
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	209
ENVIRONNEMENT	
Ministère	213
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions	216
Agence canadienne d'évaluation environnementale	216
Agence Parcs Canada	217
FINANCES	
Ministère	222
Vérificateur général	223
Tribunal canadien du commerce extérieur	223
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	224

Table des matières

Ministères et organismes

GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....	226
INDUSTRIE	
Ministère.....	230
Agence spatiale canadienne.....	233
Commission canadienne du tourisme.....	233
Tribunal de la concurrence.....	234
Conseil national de recherches du Canada.....	235
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	237
Conseil de recherches en sciences humaines.....	238
Statistique Canada.....	239
JUSTICE	
Ministère.....	242
Commission canadienne des droits de la personne.....	244
Tribunal canadien des droits de la personne.....	244
Commissaire à la magistrature fédérale.....	245
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	245
Commission du droit du Canada.....	246
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	246
Cour suprême du Canada.....	247
PARLEMENT	
Sénat.....	249
Chambre des communes.....	249
Conseiller sénatorial en éthique.....	249
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	254
Conseil des Arts du Canada.....	258
Société Radio-Canada.....	258
Musée canadien des civilisations.....	259
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	259
Bibliothèque et Archives du Canada.....	260
Société du Centre national des Arts.....	261
Commission des champs de bataille nationaux.....	261
Commission de la capitale nationale.....	261
Office national du film.....	262
Musée national des sciences et de la technologie.....	262
Commission de la fonction publique.....	263
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	263
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	264
Téléfilm Canada.....	264
PÊCHES ET OCÉANS.....	266
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	272
Conseil canadien des relations industrielles.....	276
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	276
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	277
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	277
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	280
Énergie atomique du Canada limitée.....	282
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	282
Office national de l'énergie.....	283
Administration du pipe-line du Nord.....	283
SANTÉ	
Ministère.....	286
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.....	289
Instituts de recherche en santé du Canada.....	290
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	291
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	291
Agence de santé publique du Canada.....	292

Table des matières

Ministères et organismes

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....	296
Agence des services frontaliers du Canada	298
Service canadien du renseignement de sécurité	299
Service correctionnel.....	299
Commission nationale des libérations conditionnelles	300
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	300
Bureau de l'enquêteur correctionnel	301
Gendarmerie royale du Canada	302
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	303
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	303
TRANSPORTS	
Ministère.....	305
Office des transports du Canada.....	308
Tribunal d'appel des transports du Canada	308
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	310

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses se compose de trois sections distinctes :

1. *Introduction au Budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel du Budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et société d'État. La section d'introduction définit le contexte du Budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble de ses divers éléments.

Au cours du dernier exercice, d'importantes modifications ont été apportées au Budget supplémentaire des dépenses afin d'en accroître la transparence et la concordance avec les autres documents du budget. Voici les principales caractéristiques de cette nouvelle présentation qui fût adoptée pour le Budget supplémentaire des dépenses (A) : tableau sommaire ministériel avant la section concernant chaque ministère, présentation des besoins bruts en financement de chaque organisation et description des fonds disponibles pour compenser les nouvelles dépenses prévues. En outre, l'introduction et les tableaux sommaires de ce budget supplémentaire des dépenses avaient été améliorés grâce à l'ajout d'un bilan des dépenses prévues établissant un rapprochement avec le total des budgets des dépenses à ce jour; ainsi que de sommaires des principaux postes demandés, des dépenses par article courant, des initiatives horizontales, des postes de 1 \$ inclus dans le Budget supplémentaire et des transferts entre organisations, et des modifications apportées depuis le dépôt du Budget principal des dépenses qui étaient exprimées dans ce budget supplémentaire des dépenses.

Le présent budget supplémentaire des dépenses poursuit sur cette lancée en améliorant certains des renseignements présentés pour la première fois dans le dernier document et en introduisant quelques éléments nouveaux. Plus particulièrement, un tableau a été ajouté à la page de chaque organisation pour tenir compte de tous les virements et transferts entre crédits, dont une description complète du virement ou du transfert. Ces opérations sont résumées dans la section intitulée *Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses* et repris dans la colonne des transferts de la section *Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses*.

L'amélioration des budgets supplémentaires des dépenses est considérée comme un processus itératif s'inscrivant dans l'objectif global du gouvernement d'accroître sa reddition de comptes au Parlement en améliorant les mécanismes de rapport sur le rendement et l'information financière.

Objectif et renseignements généraux

Les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant le projet de loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt du projet de loi.

Le Budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du Budget principal des dépenses. Il renferme aussi de l'information à jour au sujet des changements importants dans les coûts prévus de grands postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes : transferts de fonds entre crédits, radiations de dettes, garanties de prêt, création ou augmentation de subventions et modification du libellé de crédits.

¹ L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Normalement, deux budgets supplémentaires des dépenses sont publiés chaque année. Une lettre est attribuée à chacun dans l'ordre (A, B, C, etc.). Le premier budget supplémentaire des dépenses habituel ou ordinaire est déposé à la fin d'octobre et le document final, à la fin de février. Selon le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, un autre budget supplémentaire des dépenses peut être déposé au cours de la période de l'octroi des crédits qui se termine en juin.

Autorisations de dépenser

Le Budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses budgétaires incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations;
- les paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du Budget supplémentaire des dépenses (en milliards de dollars)

	Budgétaire	Non-budgétaire	Total
Crédits approuvés	6,9 \$	0,1 \$	7,0 \$
Pouvoirs législatifs	6,3 \$	0,2 \$	6,5 \$
Total	13,2 \$	0,3 \$	13,5 \$

Le Budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le plus récent budget ou la plus récente mise à jour économique et financière du ministre des Finances. Aux fins du présent budget supplémentaire des dépenses et de l'actuel exercice, le Budget fédéral de février 2005 constitue le document de référence le plus récent.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2005-2006, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements dus au passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2005-2006, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année; et
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées au ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget – Février 2005			196,4 \$
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses, 2005-2006*	186,1 \$		
Budget supplémentaire des dépenses (A), 2005-2006	13,2 \$	199,3 \$	
<i>Ajustements:</i>			
Dépenses imputées à des exercices antérieurs	(1,7) \$		
Dépenses de programmes non encore imputées et autres rajustements	(1,2) \$	(2,9) \$	196,4 \$
Net			0 \$

* Comprend 165,4 millions de dollars pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada et 31 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada provenant des crédits permanents de l'exercice 2004-2005.

Aperçu des principaux changements apportés aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des dépenses budgétaires totales (votées et législatives) qui ont une incidence sur l'augmentation de 13,2 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 6,9 milliards de dollars attribuable en grande partie aux initiatives clés suivantes :

a) Principales initiatives horizontales (3,0 milliards de dollars)

Report de fonds inutilisés du budget de fonctionnement (954,2 millions de dollars)

Le présent Budget supplémentaire des dépenses inclut une demande totale de 954,2 millions de dollars provenant de 95 ministères et organismes désireux d'inscrire dans leur budget supplémentaire des dépenses respectif un poste pour inscrire le report de fonds de leur budget de fonctionnement.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Avec l'introduction du concept de budget de fonctionnement en avril 1993, tous les ministères et organismes dépendants des crédits votés et assujettis au contrôle du Conseil du Trésor ont pu présenter une demande de report de fonds de fonctionnement. En février 1994, le Conseil du Trésor a autorisé une majoration de 5 % du montant maximal qui pouvait être reporté à la suite de l'annonce faite dans le Budget fédéral de 1994.

Rajustements de la rémunération -- Transferts aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux (854,2 millions de dollars)

Fonds pour compenser les ministères, organismes et sociétés d'État qui dépendent de crédits votés des répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements apportés aux conditions d'emploi ou de service. Les coûts résultent des conventions collectives conclues et d'autres rajustements connexes des modalités et des conditions d'emploi ou de service effectués entre le 1^{er} août 2004 et le 31 juillet 2005.

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique relativement aux investissements dans les projets d'infrastructure publique conçus pour améliorer la qualité de vie des collectivités urbaines et rurales (197,8 millions de dollars)

Dans les budgets de 2001 et de 2003, on avait réservé une somme totale de 4 milliards de dollars pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS), relativement aux projets stratégiques de grande envergure destinés à améliorer la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes et à promouvoir l'essor économique du Canada. Grâce au programme du FCIS, les collectivités ciblées bénéficieront d'un réseau autoroutier et ferroviaire plus sécuritaire et plus efficient, d'un accroissement du tourisme, d'un meilleur accès à un approvisionnement en eau propre et salubre. Il améliorera également leur accès en direct aux principaux services.

Du montant total demandé dans ce budget supplémentaire des dépenses pour le FCIS, Infrastructure Canada requière *196,8 millions de dollars*. D'autres partenaires fédéraux de la prestation demandent le million de dollars additionnel.

Initiatives de sécurité publique (Politique sur la sécurité nationale) (163,0 millions de dollars)

Depuis le Budget fédéral de 2001, le gouvernement a annoncé un financement additionnel d'environ 9,4 milliards de dollars pour les initiatives de sécurité publique et de lutte au terrorisme, dont les initiatives annoncées dans le cadre de la Politique sur la sécurité nationale du Canada, diffusée en 2004, et d'environ 1 milliard de dollars pour les mesures de sécurité annoncées dans le Budget fédéral de 2005. Les niveaux précis d'investissement annoncés depuis le dépôt du Budget fédéral de 2001 s'établissent de la manière suivante :

- Budget fédéral de 2001 : 7,7 milliards de dollars
- Budget fédéral de 2003 : 0,1 milliard de dollars
- Budget fédéral de 2004 : 0,6 milliard de dollars
- Budget fédéral de 2005 : 1,0 milliard de dollars
9,4 milliards de dollars

Les investissements au titre de la sécurité publique appuient trois intérêts nationaux principaux :

- protéger le Canada et les Canadiens, au pays et à l'étranger;
- s'assurer que le Canada n'est pas une source pour des menaces visant nos alliés;
- contribuer à la sécurité internationale.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Quatorze ministères demandent en tout *163,0 millions de dollars* dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour mettre en place les initiatives conçues pour améliorer la sécurité publique. Ces initiatives appuient les domaines d'action annoncés dans la Politique sur la sécurité nationale, dont la sécurité maritime, la sécurité frontalière, la sécurité internationale, la sécurité des communications et de la technologie, ainsi que la protection civile, la protection de l'infrastructure essentielle et la protection des réfugiés.

Initiatives pour appuyer la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation de services multimodes (Gouvernement en direct) (148,4 millions de dollars)

Dans le Budget fédéral de 2000, on avait cerné *160 millions de dollars* sur deux ans pour concevoir et lancer l'initiative Gouvernement en direct (GED). Dans la Mise à jour économique de mai 2001, l'affectation d'un autre montant de *120 millions de dollars* a été annoncée pour la mise en œuvre du GED. Dans le Budget fédéral de 2001, on a précisé qu'un autre montant de *600 millions de dollars* serait affecté à la mise en œuvre de la stratégie du GED avant 2005, soit un montant total de *880 millions de dollars*. La grande partie de ce montant a déjà été allouée.

L'initiative du GED a pour but d'utiliser les technologies de l'information et des communications pour d'offrir aux Canadiens un accès amélioré à des services de qualité, intégrés et axés sur les citoyens, en tout temps, en tout lieu et dans la langue officielle de leur choix. D'ici la fin de 2005, 130 des services les plus fréquemment utilisés seront entièrement accessibles en direct.

L'infrastructure nécessaire est fournie par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), sous la forme de la Voie de communication protégée, un outil important de la plus vaste initiative du GED. La Voie de communication protégée assure la gamme des services qui permet aux ministères fédéraux de mettre en œuvre les programmes grâce auxquels les particuliers et les entreprises au Canada, de même que les fonctionnaires, pourront effectuer des opérations par moyen électronique dans un environnement sûr et fiable, et accéder aux renseignements et aux services du gouvernement du Canada d'une manière qui répond à leurs besoins.

Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, on demande en tout *148,4 millions de dollars* en 2005-2006. La somme de *24,2 millions de dollars* est destinée aux projets et aux initiatives pour lesquels des fonds ont été réservés pour 2005-2006. Le solde, soit *124,2 millions de dollars*, doit servir à financer le fonctionnement de l'infrastructure de la Voie de communication protégée en cours d'exercice, soit 2005-2006.

Le financement de l'initiative du GED s'achèvera à la fin de 2005-2006. On s'attend des ministères qu'ils puissent continuer d'offrir les initiatives du GED au-delà de 2005-2006 en se servant de leurs niveaux de référence respectifs.

Fonds pour promouvoir la paix et la stabilité dans des États en déroute et fragiles comme l'Afghanistan, Haïti et le Soudan (Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde) (119,5 millions de dollars)

Dans le Budget fédéral de 2005, on a annoncé un montant de *100 millions de dollars* par année, pendant cinq ans à compter de 2005-2006 destiné au Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde. Ce fonds était également mentionné dans l'énoncé de politique internationale du Canada, *Fierté et influence : notre rôle dans le monde*. Au printemps 2005, les fonds pour 2005-2006 ont été approuvés et alloués à diverses initiatives au Soudan, en Afghanistan et à Haïti, ainsi que pour appuyer le processus de paix au Moyen-Orient et les opérations de maintien de la paix dans le monde, lesquelles devaient être administrées par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Affaires étrangères) par l'intermédiaire du Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Affaires étrangères) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) demandent *119,5 millions de dollars* dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour des activités reliées aux efforts de maintien de la paix déployés par le Canada au Soudan, en Afghanistan, à Haïti, dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient et des opérations de maintien de la paix dans le monde.

Activités visant à atténuer l'impact de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (102,9 millions de dollars)

Entre mai et décembre 2003, deux cas d'ESB découverts en Amérique du Nord (un au Canada et l'autre, aux États-Unis) ont durement touché l'industrie bovine canadienne.

En réponse à la crise de l'ESB, le gouvernement du Canada a jusqu'à présent engagé plus de *2 milliards de dollars* dans l'industrie du bétail. Ces fonds s'ajoutent à ceux qui sont déjà fournis aux programmes existants pour stabiliser le revenu agricole.

Le présent budget supplémentaire des dépenses prévoit des fonds supplémentaires de *102,9 millions de dollars* pour que le gouvernement fédéral continue de donner suite à la crise de l'ESB. Les fonds sont répartis entre les ministères et organismes suivants :

- *63,7 millions de dollars* à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour renforcer les activités de commercialisation axées sur la science et le soutien afin de maximiser les possibilités du bœuf canadien de regagner des parts du marché et pour aider la capacité d'abattage au pays à répondre à la demande;
- *33,1 millions de dollars* à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour accroître la capacité d'abattage au pays et renforcer les restrictions visant les aliments pour animaux au Canada;
- *5,4 millions de dollars* à Santé Canada pour l'évaluation des risques pour la santé humaine que présentent les produits dérivés du bœuf;
- *0,8 million dollars* à l'Agence de santé publique du Canada pour mener une recherche scientifique ciblée sur l'ESB et les autres formes d'encéphalopathie spongiforme transmissible (EST).

Fonds pour promouvoir l'avancement socio-économique par le financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation d'initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (89,0 millions de dollars)

Dans le Budget fédéral de 2005, le gouvernement a annoncé des fonds additionnels pour trois conseils subventionnaires fédéraux, soit le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Les fonds versés aux conseils subventionnaires serviront à promouvoir l'avancement socio-économique par le financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation d'initiatives.

Ces fonds appuient, depuis six ans, les coûts directs et indirects de la recherche dans les universités, les collèges et les hôpitaux de recherche canadiens, fournis par le gouvernement du Canada par l'intermédiaire des trois conseils subventionnaires.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Des fonds directs sont accordés par les conseils subventionnaires sur une base concurrentielle, et une partie des coûts indirects associés aux investissements fédéraux directs dans la recherche universitaire est absorbée par le programme des Coûts indirects qu'administre le CRSH au nom des trois conseils subventionnaires.

Du montant total de *89,0 millions de dollars*, la somme de *32 millions de dollars* est allouée au CRSNG, la somme de *31 millions de dollars* aux IRSC et la somme de *26 millions de dollars* au CRSH.

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés (85,2 millions de dollars)

Il s'agit du troisième volet de la mise en œuvre du Plan d'action accéléré pour les lieux fédéraux contaminés (PACLFC). Ce plan fournit un mécanisme de gestion à long terme des sites contaminés fédéraux et une approche pangouvernementale intégrée pour gérer les risques et restaurer les sites qui comportent de graves risques pour la santé et l'environnement. Il vise à réduire et à éliminer, d'ici 25 ans, toute responsabilité financière fédérale relativement aux sites contaminés.

Les fonds de *3,5 milliards de dollars* ont été réservés dans le Budget fédéral de 2004, pour être étalés sur dix ans (à compter de 2005-2006). Le financement antérieur de *175 millions de dollars* avait été prévu dans le Budget fédéral de 2003 pour amorcer le programme.

Quatorze ministères demandent *85,2 millions de dollars* dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour l'évaluation des projets, la gestion du programme, la restauration et l'entretien de sites contaminés fédéraux, de même que pour le recours aux conseils d'experts dans ce domaine.

Entre autres projets qui sont menés :

- Assainissement ou gestion des risques de contamination de l'aquifère d'eau potable de la base des Forces canadiennes de Valcartier par le ministère de la Défense nationale.
- Entretien de la mine Giant située près de Yellowknife (T.-N.-O.) par Affaires indiennes et du Nord Canada. Il y aura également des études techniques et l'évaluation environnementale d'un projet de nettoyage du site.
- Assainissement par Transports Canada du port public de Bushell, où des déversements accidentels d'hydrocarbures ont contaminé le sol, les sédiments et les eaux souterraines.

Fonds pour les programmes publicitaires du gouvernement (68,9 millions de dollars)

Les ministères et les organismes demandent *68,9 millions de dollars* dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour des campagnes de publicité gouvernementale comme la campagne antitabac de Santé Canada, la campagne de recrutement du ministère de la Défense nationale, et la campagne du défi d'une tonne de Ressources naturelles Canada, qui vise à sensibiliser le public aux changements climatiques, et des avis publics locaux afin de transmettre de l'information factuelle au public. Vingt-quatre ministères et organisme demandent aussi *8,2 millions de dollars* pour placer ces avis publics dans des médias canadiens.

Fonds pour la tenue au Canada de la première réunion des parties au Protocole de Kyoto, parallèlement à la onzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (66,4 millions de dollars)

Le Canada sera l'hôte de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (dont la première réunion des parties au Protocole de Kyoto et la onzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) à Montréal du 28 novembre au 6 décembre 2005.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Environnement Canada, en sa qualité de ministère responsable de parrainer de la Conférence, utilisera ces fonds pour couvrir les coûts associés à ses obligations, dont la planification et la tenue de l'événement, et pour appuyer la formulation et la promotion des énoncés de politique du Canada qui seront exposés à la Conférence et lors des événements qui auront lieu en parallèle (45,2 millions de dollars).

Sécurité publique et Protection civile Canada couvrira les coûts liés à la sécurité assumés par les provinces, les territoires et les municipalités (20 millions de dollars), Santé Canada fournira des soins de santé d'urgence (0,9 millions de dollars) et Industrie Canada établira un pavillon du Canada qui montrera le rôle que joue le gouvernement fédéral pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter (0,3 millions de dollars).

Fonds pour réduire l'arriéré des demandes d'immigration et de citoyenneté et soutenir un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler à l'extérieur des campus (60,5 millions de dollars)

Citoyenneté et Immigration, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, l'Agence des services frontaliers du Canada, la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité, le ministère de la Justice et les Services administratifs des tribunaux judiciaires demandent tous des fonds visant à réduire les arriérés des demandes d'immigration et de citoyenneté et à appuyer un programme permettant à des étudiants de l'étranger de travailler en dehors des campus.

Alors que la plus grande part des fonds est demandée par Citoyenneté et Immigration (54,2 millions de dollars), chaque ministère partenaire qui recevra des fonds jouera un rôle unique tout au long des étapes du traitement des demandes de citoyenneté et d'immigration, notamment au chapitre du traitement accéléré des demandes de parents et de grands-parents parrainés ou de la confirmation de la citoyenneté.

Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (Loi sur la modernisation de la fonction publique) (58,4 millions de dollars)

La *Loi sur la modernisation de la fonction publique* (LMFP) a reçu la sanction royale le 7 novembre 2003. Cette loi apporte des changements au cadre législatif de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique. Le présent budget supplémentaire des dépenses demande un financement de *58,4 millions de dollars* principalement pour l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (AGRHFPC) (13,8 millions de dollars); la Commission de la fonction publique du Canada (CFP) (9,0 millions de dollars) et l'École de la fonction publique du Canada (ÉFPC) (7,7 millions de dollars). Le solde est demandé par 24 ministères et organismes afin qu'ils combent les besoins critiques dans leur contexte respectif en ce qui a trait à la mise en œuvre de la LMFP.

Par exemple : des programmes de cours et des activités d'apprentissage axées sur la LMFP pour assurer que les fonctionnaires, les ministères et les organismes ont les connaissances nécessaires sur les exigences de la LMFP aux fins de sa mise en œuvre; l'élaboration et la mise en place des politiques; la création de mécanismes internes de gestion informelle de conflits, les questions liées aux problèmes internes de capacité critique, plus particulièrement pour soutenir les spécialistes et les gestionnaires des RH; et l'appui aux nouvelles fonctions découlant de la LMFP.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

b) Principales initiatives spécifiques (1,8 milliard de dollars)

Fonds additionnels pour le ministère de la Défense nationale pour accroître la viabilité opérationnelle (1,1 milliard de dollars – excluant le montant du report de son budget de fonctionnement)

Le Budget fédéral de 2005 prévoyait injecter jusqu'à 12,8 milliards de dollars sur cinq ans dans le budget de la Défense. Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, le ministère de la Défense nationale demande l'autorisation de dépenser pour les principales ptes suivants :

- ***Fonds pour remettre en état une infrastructure vieillissante, acheter les fournitures essentielles, améliorer les soins de santé destinés aux militaires et accroître la formation en matière de disponibilité militaire (418,6 millions de dollars)***

Les Forces canadiennes ont donné suite à un grand nombre de demandes émanant du gouvernement ces dernières années et on s'attend que ces demandes continuent de croître, compte tenu du climat d'instabilité mondial. C'est pourquoi le MDN doit composer avec de graves lacunes pour soutenir les opérations des Forces canadiennes, afin d'atteindre les objectifs nationaux et internationaux actuels et futurs en matière de défense et de sécurité.

Ces fonds visent à combler les lacunes opérationnelles suivantes au titre de la viabilité :

- formation en matière de disponibilité militaire;
 - soins médicaux destinés aux militaires;
 - pénuries de fournitures essentielles et remise en état;
 - infrastructure vieillissante.
- ***Augmentations de la solde et des indemnités des membres des Forces canadiennes, y compris les médecins et dentistes militaires, les officiers supérieurs et les juges militaires (322,1 millions de dollars)***

Ces fonds serviront à majorer la solde et les indemnités des membres de Forces canadiennes. Du montant total, la somme de 312 millions de dollars servira à couvrir les augmentations de la solde des membres suivants des Forces canadiennes : les militaires du rang, les officiers (y compris les pilotes) jusqu'au grade de lieutenant-colonel et les médecins et dentistes militaires qui ont le grade de lieutenant ou de sous-lieutenant. Un montant additionnel de 7,4 millions de dollars sera affecté à des augmentations précises de la solde et des indemnités des médecins et dentistes militaires, les sommes de 3,1 millions de dollars et de 73 mille dollars aux officiers supérieurs et aux juges militaires respectivement.

Il faut retenir que les augmentations de la solde des Forces canadiennes sont calculées d'après des modèles de comparabilité avec le taux de rémunération de la fonction publique mis au point en 1971 et qu'une nouvelle méthodologie visant à simplifier ces modèles et à créer de nouveaux repères est en voie d'élaboration. Toutefois, on ne compte pas que la mise en œuvre complète d'une nouvelle méthodologie puisse se faire avant le 1^{er} avril 2006.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- ***Fonds pour appuyer le rôle de leader des Forces canadiennes en Afghanistan (278,3 millions de dollars)***

Ces fonds couvriront les coûts supplémentaires des opérations du MDN et des FC en Afghanistan, y compris un nouveau déploiement des troupes dans la région de Kandahar. Ces fonds iront en majorité (268,6 millions de dollars) aux opérations et aux coûts d'entretien du déploiement, dont les indemnités salariales, les frais de transport et les autres coûts logistiques. Un petit élément d'immobilisation (9,7 millions de dollars) servira à couvrir les coûts liés à l'infrastructure du camp, comme les installations temporaires semblables à celles qui sont utilisées à Kaboul.

- ***Fonds pour recruter 5 000 membres réguliers et 3 000 réservistes des Forces canadiennes (71,9 millions de dollars)***

Le gouvernement s'est d'abord engagé à assurer cette expansion dans le discours du Trône de 2004. Les fonds destinés à cet objectif ont été annoncés dans le Budget fédéral de 2005, qui a prévu la mise de côté d'une somme de 3 milliards de dollars sur cinq ans à cette fin. Les 5 000 membres réguliers viendront appuyer l'armée.

Fonds additionnels à Industrie Canada (140 millions de dollars)

Les fonds demandés font partie d'une contribution remboursable (200 millions de dollars sur cinq ans) pour le projet Beacon entrepris par General Motors du Canada. Le projet Beacon représente un investissement stratégique dans la construction automobile, la recherche-développement et la modernisation des industries manufacturières au Canada, dans le cadre du Programme de projets stratégiques industriels.

Fonds additionnels au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Commerce international) (130,9 millions de dollars)

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Commerce international) demande l'équivalent en dollars canadiens de 110,1 millions \$US (environ 130,9 millions \$CAN), dans le présent budget supplémentaire des dépenses, afin d'annuler la dette de six pays (Cameroun, République du Congo, Madagascar, Rwanda, Tanzanie et Zambie) qui satisfont aux critères de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE).

Fonds additionnels à la Société Radio-Canada (86,0 millions de dollars)

Ces fonds serviront principalement pour renforcer la programmation d'émissions en anglais et en français à la télévision, à la radio et dans les nouveaux médias.

Fonds à l'appui de la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture (74,7 millions de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a lancé le Cadre stratégique pour l'agriculture en 2002. Ce cadre réunit cinq éléments clés : Gestion des risques de l'entreprise, Environnement, Qualité et innocuité des aliments, Renouveau, et Science et Innovation, afin d'aider l'agriculture au Canada à tirer parti au maximum des possibilités des marchés mondiaux. Agriculture et Agroalimentaire Canada a signé des ententes de mise en œuvre du cadre avec toutes les provinces et tous les territoires afin d'en atteindre les objectifs.

Le présent budget supplémentaire des dépenses inclut des fonds supplémentaires de 74,7 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Fonds additionnels à Patrimoine canadien (68,7 millions de dollars)

Les nouveaux fonds demandés, qui ont été annoncés dans le Budget fédéral de 2005, serviront à améliorer le développement du sport au Canada, l'excellence et la participation grâce à des investissements dans des secteurs comme la science du sport, l'équipement, la recherche, le développement professionnel et les possibilités d'entraînement et fourniront des fonds supplémentaires pour cibler les sports ayant le plus grand potentiel de remporter un succès à l'échelle internationale.

Fonds pour accroître la capacité opérationnelle de l'Agence des services frontaliers du Canada afin d'améliorer la sécurité aux frontières (66,6 millions de dollars)

Du montant total, la somme de 18,2 millions de dollars sera consacrée au renforcement de la présence de l'ASFC à la frontière et de sa capacité de gestion frontalière, dans le but de faciliter le mouvement des personnes et des marchandises qui entrent au Canada et qui en sortent, et de contribuer ainsi à la sécurité et à la prospérité économique de tous les Canadiens. Les fonds serviront au financement stratégique des activités à certains postes frontaliers clés et aux aéroports, ainsi que d'autres activités de manière que l'ASFC puisse s'adapter à l'accroissement du volume et de la complexité des opérations frontalières.

21,0 millions de dollars pour mettre en œuvre les recommandations d'une analyse du risque professionnel que l'Agence du revenu du Canada a commandée. Les fonds permettront de réduire le risque pour les agents travaillant seuls à certains points d'entrée, ainsi que d'améliorer les mesures d'urgence et le matériel, notamment les gilets pare-balles et les radios.

18,3 millions de dollars pour améliorer l'intégrité de l'infrastructure, le but étant d'appuyer une fonction de contrôleur moderne et une saine gestion financière. Ces fonds seront alloués dans divers domaines ministériels comme les finances, la comptabilité, les acquisitions, les communications et la gestion des biens et sont également nécessaires pour aider l'organisation à faire la transition pour devenir une agence.

9,1 millions de dollars pour agrandir les installations aéroportuaires de l'Aéroport international Pearson et pour permettre le contrôle d'un volume croissant de passagers aux lignes d'inspection primaire et secondaire et ce, dans le respect des normes de service en vigueur.

Fonds pour combler les déficits reliés aux coûts des services de police à contrat (Gendarmerie royale du Canada [GRC]) (60,0 millions de dollars)

La GRC fournit des services de police à contrat aux territoires, provinces, municipalités et collectivités autochtones, dans le cadre des accords de services de police d'une durée de vingt ans signés en 1992. Le financement de ces services à contrat a été à la merci de pressions depuis un certain nombre d'années à cause de l'obligation du gouvernement fédéral d'en partager les coûts en fonction de formules déterminées principalement par les partenaires aux accords. La somme de 60,0 millions de dollars qui est demandée dans le présent budget supplémentaire des dépenses viendra combler le déficit systémique du gouvernement fédéral qui s'est accumulé.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Fonds additionnels pour Énergie atomique du Canada Limitée (60,0 millions de dollars)

Dans le Budget fédéral de 2005, des fonds de 60,0 millions de dollars avaient été réservés pour 2005-2006 afin d'appuyer la recherche et le développement du produit, à couvrir les dépenses d'émission de licences et de gestion de l'installation liées au développement du réacteur avancé CANDU.

Le solde des dépenses budgétaires votées, environ 2,1 milliards de dollars, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

2. Augmentation des dépenses budgétaires législatives d'environ 6,3 milliards de dollars, en grande partie imputable aux changements suivants dans les prévisions budgétaires :

Révision des prévisions des paiements de transfert aux administrations provinciales et territoriales (5,8 milliards de dollars)

Conformément au Budget fédéral de 2005, le ministère des Finances prévoit une augmentation nette de 5 794 millions de dollars dans les transferts fédéraux-provinciaux-territoriaux pour 2005-2006 (passant de 32,6 milliards de dollars dans le Budget principal des dépenses à 38,4 milliards de dollars). Les paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux entrent dans d'autres catégories, comme Péréquation, Financement des territoires, Transfert canadien en matière de santé, Paiements aux territoires, Paiements compensatoires pour les programmes permanents, et Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes. Voici la ventilation des changements :

- Financement des territoires (2,0 milliards de dollars)

L'augmentation de 2,0 milliards de dollars au titre des paiements de transfert pour le Financement des territoires résulte de la réunion des premiers ministres tenue en octobre 2004, au terme de laquelle a été établi le nouveau Cadre de péréquation et du Programme de la formule de financement des territoires (FFT). Ce nouveau cadre a porté le financement de la FFT de 1,8 à 2,0 milliards de dollars pour 2005-2006. La nouvelle loi, incluse dans le projet de loi C-24 (qui a reçu la sanction royale le 10 mars 2005) a fait de ce programme un poste législatif, plutôt qu'un poste voté.

Le montant de 29,5 millions de dollars en paiements de transfert est le fruit de révisions du plafond d'indexation des gouvernements provinciaux-locaux. La loi visant à donner effet à ce changement était incluse dans le projet de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du Budget fédéral de 2005, et ce paiement pour 2005-2006 a été effectué en juillet 2004, avec un paiement de 28,5 millions de dollars pour 2004-2005.

- Transfert canadien en matière de santé (2,5 milliards de dollars)

L'augmentation de 2,5 milliards de dollars résulte du Plan décennal pour consolider les soins de santé. Les engagements pris à la réunion des premiers ministres tenue en septembre 2004 ont été inclus dans le projet de loi C-39, qui a reçu la sanction royale le 23 mars 2005.

- Péréquation (1,4 milliard de dollars)

Pour faire suite à la décision prise lors de la réunion des premiers ministres en octobre 2004, les critères d'admissibilité pour 2005-2006 seront fixés à des niveaux déterminés à l'avance et que le montant total des versements augmentera de 3,5 % par année jusqu'en 2013-2014. Ce changement a été autorisé avec l'adoption du projet de loi C-24, qui a reçu la sanction royale en mars 2005.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- **Péréquation - Paiements à la Nouvelle-Écosse (4,0 millions de dollars)**
Le montant de *4 millions de dollars* versé à la Nouvelle-Écosse correspond au montant que la province a reçu en 2005-2006 à la suite de la décision prise par le gouvernement du Canada de modifier les conditions de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers. Comme le précisait le Budget fédéral de 2004, l'entrée en vigueur de la disposition relative aux paiements de péréquation des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse a été reportée à 2000-2001. Ce changement reconnaît que l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse a été provoqué par un petit projet plutôt que par un projet d'envergure et que, par conséquent, les retombées considérables qui étaient attendues ne se sont jamais matérialisées.
- **Paiements compensatoires pour les programmes permanents (-108,9 millions de dollars)**
Ce rajustement de *108,9 millions de dollars* entre le Budget principal des dépenses de 2005-2006 et le Budget fédéral de 2005 représente une augmentation du montant à recouvrer du Québec et il est imputable à une augmentation de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi pour le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Les données seront mises à jour en octobre 2005, lorsque les données finales de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2003 et les nouvelles prévisions seront connues. Il faut noter que l'abattement d'impôt accordé au Québec est la somme du Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes et des Paiements compensatoires pour les programmes permanents.
- **Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (-21,0 millions de dollars)**
Comme pour les Paiements compensatoires pour les programmes permanents, cette augmentation du montant recouvré est imputable à une augmentation de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi pour le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Au cours des années 1970, le Québec a accepté de permettre au gouvernement fédéral de transférer la prestation directement aux parents, mais la valeur de cet abattement de 3 % devait être remboursée tous les ans.

Financement pour le Programme de transfert des fonds découlant de la taxe sur l'essence (Bureau de l'infrastructure du Canada) (600 millions de dollars)

Dans le Budget fédéral de 2005, on a annoncé la création de ce programme destiné à partager, au cours des cinq prochaines années, une partie des revenus fédéraux de *5 milliards de dollars* au titre de la taxe sur l'essence avec toutes les provinces, tous les territoires et les Premières nations. En voici la répartition : *600 millions de dollars* en 2005-2006, *600 millions de dollars* en 2006-2007, *800 millions de dollars* en 2007-2008, *1 milliard de dollars* en 2008-2009 et *2 milliards de dollars* en 2009-2010. La part équivalente des revenus de la taxe sur l'essence est de *1,5 cents* le litre en 2005-2006 et elle passera à *5 cents* le litre en 2009-2010. La première année de financement a été établie par une mesure législative contenue dans le projet de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 février 2005, lequel a reçu la sanction royale le 29 juin. C'est la première fois que des revenus fédéraux au titre de la taxe sur l'essence sont partagés avec d'autres paliers de gouvernement. Le Fonds de la taxe sur l'essence est une composante du nouveau pacte du gouvernement du Canada pour les villes et les collectivités qui vise à offrir à toutes les municipalités au Canada une source de financement stable et prévisible pour leur permettre de répondre à leurs besoins en matière d'infrastructure.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Contributions à l'appui de programmes de gestion du risque pour les entreprises en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) (273,5 millions de dollars)

Le ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire demande un financement additionnel de 273,5 millions de dollars pour leur Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Le PCSRA fusionne en un seul programme la stabilisation du revenu et la protection contre une baisse appréciable du revenu agricole et est offert à tous les fermiers admissibles, quels que soient leurs produits. Dans le cadre du PCSRA, les participants choisissent un niveau de protection pour leurs opérations, et les paiements du Programme sont versées lorsque la marge du participant pour l'année en cours sont en deçà de la marge de référence.

Programmes de sécurité du revenu : Prestations de sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti, indemnités (Développement social) (220,0 millions de dollars)

Au Canada, les Programmes de sécurité du revenu visent à fournir un soutien financier supplémentaire aux Canadiens avancés en âge. Il s'agit de trois programmes, soit la Sécurité de la vieillesse (SV), le Supplément de revenu garanti (SRG) et d'une indemnité.

Le présent budget supplémentaire des dépenses renferme des prévisions révisées des paiements que Développement social verse au titre de la sécurité du revenu, lesquelles traduisent une augmentation nette de 220 millions de dollars. Ce rajustement est surtout imputable à une augmentation du paiement mensuel moyen pour le Supplément de revenu garanti (SRG), à la suite du Budget fédéral de 2005, et de l'augmentation du nombre de bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse (SV). Ce rajustement tient aussi compte des changements apportés à l'indemnité. Plus précisément :

- les paiements au titre de la Sécurité de vieillesse représentent une augmentation nette de 112 millions de dollars imputable à une augmentation de 21 020 bénéficiaires;
- le taux mensuel moyen du SRG est rajusté à la hausse, passant de 340,43 \$ à 346,46 \$ (soit une augmentation de 6,03 \$), ce qui traduit une augmentation nette de 100 millions de dollars;
- le taux mensuel moyen de l'allocation est rajusté à la hausse pour passer de 393,18 \$ à 395,15 \$ (soit une augmentation de 1,97 \$), ce qui traduit une augmentation de 8 millions de dollars.

Subvention canadienne pour l'épargne-études (Ressources humaines et Développement des compétences) (75,0 millions de dollars)

L'augmentation des dépenses est liée aux subventions versées aux fiduciaires des Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) pour encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires. L'augmentation de 75 millions de dollars reflète les subventions supplémentaires qui ont été versées à la suite des améliorations annoncées dans le Budget fédéral de 2004 et une augmentation du nombre de subventions demandées.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Programme canadien de prêts aux étudiants (Ressources humaines et Développement des compétences) (55,1 millions de dollars)

Cette augmentation est en grande partie imputable à deux postes annoncés dans le Budget fédéral de 2004 qui touchent les paiements liés au régime de financement direct en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* : 34,3 millions de dollars pour mettre en place le nouveau programme de subvention pour l'accès aux études à compter d'août 2005; et 18,7 millions de dollars pour verser des paiements de transfert à la suite des mesures relatives à l'exemption d'intérêt pour améliorer celles qui ont trait à la gestion de la dette. Le solde de 2,1 millions de dollars a trait aux changements survenus dans la projection des coûts des bureaux de service et à l'augmentation du nombre de paiements à la suite des améliorations apportées à la méthode de prévision auxquelles a participé le Bureau de l'actuaire en chef.

Prévisions des frais de service la dette publique (-802,6 millions de dollars)

Le ministère des Finances révisé à la baisse d'environ 802,6 millions de dollars ses prévisions des frais de la dette publique, en raison des taux d'intérêt plus bas que prévus.

Le solde des dépenses budgétaires votées, environ 0,1 milliard de dollars, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Augmentation des dépenses non budgétaires votées de 102,5 millions de dollars, en grande partie imputable au poste suivant :

Financement à l'égard de contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de faire des investissements équivalents à ceux du secteur privé (100 millions de dollars)

On demande des fonds de 100 millions de dollars dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour permettre à l'Agence canadienne de développement international de verser des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique, conformément à l'article 3 de la *Loi sur le Fonds du Canada pour l'Afrique*.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, entériné par les chefs d'État du G8 au sommet de Kananaskis (Alberta) en juin 2002, a souligné l'importance critique d'un partenariat public-privé pour en arriver à un développement significatif et durable. Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars pour appairer les investissements du secteur privé au Fonds, dans un ratio minimal de 1:1. La contribution du gouvernement du Canada permettra de créer une réserve de nouveaux fonds (200 millions de dollars ou plus) aux fins d'investissement en Afrique.

4. Les dépenses législatives non-budgétaires devraient augmenter de 189,8 millions de dollars, principalement en raison du poste suivant :

Dépenses accrues au titre des prêts accordés en vertu du régime de financement direct du Programme canadien de prêts aux étudiants par suite du taux de remboursement plus élevé que prévu et des changements annoncés dans le Budget fédéral de 2004 (189,8 millions de dollars)

Le Programme canadien de prêts aux étudiants facilite l'accès aux études postsecondaires aux étudiants qui ont fait la preuve qu'ils avaient besoin d'une aide financière, en éliminant les obstacles financiers grâce à des prêts et à des subventions. Les prêts complètent les ressources financières provenant d'autres sources comme les gains d'emploi et les économies, les contributions des familles, les programmes d'aide aux étudiants et les programmes de bourses publics et privés.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Depuis sa création en 1964, le Programme canadien de prêts aux étudiants a été administré sous trois régimes différents : de 1964 à 1995, il a été administré par des institutions financières, et le gouvernement fédéral couvrait la totalité des prêts non remboursés; de 1995 à 2000, il a été administré par des institutions financières, auxquelles le gouvernement versait une prime de risque de 5 % pour qu'elles continuent d'assumer les risques associés au non-paiement; depuis août 2000, le gouvernement administre le programme en vertu d'un régime de financement direct.

Cette augmentation au titre des prêts accordés est imputable au régime de financement direct en vigueur.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2005-2006
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non-budgétaires³ incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budget des dépenses précédents » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le Budget principal des dépenses.

Les cinq colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en deux catégories : À voter⁴ et Législatifs⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des besoins budgétaires et non-budgétaires totaux pour 2005-2006.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2005-2006

Ce tableau présente le Budget principal des dépenses, le Budget supplémentaire des dépenses (A) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non-budgétaires par crédits votés et législatifs demandés.

² Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

³ Les dépenses non-budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

⁴ Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter le tableau de l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

⁵ Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne un aperçu de l'annexe du projet de loi de crédits. Tel que précisé plus haut, le Budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du Budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2006 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2007, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

Seuls les rajustements positifs des crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le Budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* - Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « Dépenses en capital » ou le crédit pour « subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les « Dépenses du Programme » sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* - On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit pour « Dépenses en capital » ou un crédit pour « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans les crédits pour « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* - Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 mille dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* - Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non-budgétaires* - En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non-budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État; et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* - Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au Budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. En outre, ce crédit sert à augmenter d'autres crédits pour absorber des coûts salariaux supplémentaires, tels que les indemnités de départ et les prestations de congé parental qui ne sont pas prévues dans le budget des dépenses ministériel.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit augmente d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit augmente les crédits du financement des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le CT et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts.
- (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits, par ministère.

La première section (colonne 1 « Numéro du crédit ») indique quel crédit est accru par le Budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise que le Budget supplémentaire des dépenses (A) a été utilisé pour augmenter le crédit.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

La deuxième section (colonne 2 « Montant brut ») indique le total des fonds demandés dans le Budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième section (colonnes 3 à 9, « Autorisations de dépenser disponibles ») représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Le Budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères contient de plus amples renseignements sur ces montants.

La dernière section (colonne 10 « Montant net ») indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les rajustements négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats comme un débit aux catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Des renseignements sont également fournis au sujet des revenus portés au crédit. Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les revenus tirés de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit (comme en fait foi le libellé du crédit). Ces sommes compensent les dépenses prévues à l'égard des articles courants 01 à 12, qui sont indiqués en chiffres bruts. Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payées par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues,

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

qui ne figuraient pas dans le Budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les ministères doivent satisfaire à un certain nombre de critères afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Comme l'autorisation des paiements sur la réserve pour éventualités est contenue dans le libellé du crédit 5 du CT, tous ces paiements doivent être rigoureusement conformes à ce libellé.
- En règle générale, on n'imputera pas de dépenses permanentes au crédit pour les besoins autres que les déficits au chapitre de la rémunération ou les primes accordées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Toutes les autres avances imputées au crédit pour éventualités doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au Budget des dépenses supplémentaire suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits y afférente est adoptée.
- Lorsque ces avances sont demandées pour faire face à un besoin financier, le Conseil du Trésor doit s'assurer que le paiement s'inscrit dans le cadre du mandat du ministère.
- Lorsqu'il effectue un transfert afin de fournir une autorisation de paiement, le Conseil du Trésor doit être convaincu qu'il existe une raison valable et suffisante pour laquelle le paiement doit être fait avant qu'il ait reçu l'approbation normale du Parlement.
- Des fonds suffisants doivent être disponibles dans le crédit 5 du CT.
- L'autorisation appropriée du ministère ne suffit pas pour couvrir les besoins existants et ceux de la nouvelle initiative (à l'exception des postes de subventions) jusqu'à la fin de la période visée par le crédit.
- Il doit exister un bénéficiaire valable et légalement constitué auquel la subvention doit être versée.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels plusieurs ministères demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne vise pas à présenter une liste exhaustive des initiatives horizontales menées par le gouvernement, mais il donne une bonne vue d'ensemble des questions relatives au présent budget supplémentaire des dépenses auxquelles plus d'un organisme est associé.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le Budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition actuelle de fonds ou du libellé actuel de crédits déjà approuvés dans le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un programme à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section vise deux objectifs. Premièrement, décrire les changements qui ont été apportés à l'organisation et à la structure gouvernementale, aux autorisations (crédits), à la présentation (structure, objectifs et description de secteurs d'activité des programmes) et aux autres présentations depuis le dépôt du Budget principal des dépenses de 2005-2006. Deuxièmement, expliquer en détail les crédits touchant des autorisations particulières qui se distinguent de ceux inclus dans le Budget principal des dépenses, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses mentionnées pour la première fois.

À la lumière de la décision rendue en 1981 par le président de la Chambre des communes, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que seules les précédentes lois de crédits soient modifiées par les budgets des dépenses, à l'exception des cas explicitement autorisés par une loi.

Le tableau se compose de deux sections :

1. les modifications concernant l'organisation et la structure du gouvernement;
2. les modifications dans les crédits et le libellé des crédits.

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères et organismes qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a six sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du Ministère;
2. explication des besoins;
3. transferts;
4. explication des fonds disponibles;
5. paiements de transfert (s'il y a lieu);
6. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

1. Sommaire du Ministère

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des précédents budgets des dépenses - Budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les virements entre crédits et les transferts entre organisations;

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- les nouvelles demandes nettes de financement dans le présent budget supplémentaire des dépenses;
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses. Aux termes de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lorsque le Parlement accorde une autorisation de dépenser, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) gère et contrôle, avec son Système de contrôle des affectations, les niveaux de financement des organisations visées. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés uniquement à titre d'information.

2. Explication des besoins

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau sommaire des postes horizontaux présenté au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Transferts

Cette nouvelle section sert à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme ou de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du Ministère à part des nouveaux crédits et ils apparaîtront aussi dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations (au début du présent budget supplémentaire des dépenses).

4. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le Budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans des affectations bloquées ou pour des affectations à des fins particulières pourraient être utilisées pour réduire les dépenses supplémentaires, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

La pratique de recourir aux sommes compensatoires n'est pas nouvelle. Leur inscription accompagnée d'une explication dans le Budget supplémentaire des dépenses vise cependant à accroître la transparence et à fournir davantage de renseignements. Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement d'un poste à un autre ou report de fonds d'un exercice à un autre dans une organisation, fonds libérés aux fins de réinvestissement dans les priorités du gouvernement fédéral à la suite d'un examen et réaffectation dictée par le Comité d'examen des dépenses du gouvernement. Les fonds de ce dernier groupe sont accessibles à la suite d'économies découlant :

- a) de l'identification par chaque ministère d'initiatives visant à améliorer son fonctionnement et de programmes qui pouvaient être réduits ou éliminés;
- b) de la rationalisation et de l'intégration des achats du gouvernement pour les rendre plus efficaces;
- c) d'une meilleure gestion des biens immobiliers par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

5. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par secteur d'activité.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, alors que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, il sert à informer.

6. Nouveaux grands projets d'immobilisations

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à au moins un million de dollars. L'information est présentée par secteur d'activité et par province (d'Est en Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la GRC.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- **Services de promotion** – Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- **Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition** – Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- **Services des relations publiques et des affaires publiques** – Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux. Les services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinion, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles sont également inclus ici.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de services d'informatique et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits à TPSGC pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement - avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 04.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 08 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 09.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage
 - provendes
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente
 - graines de semence
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur
 - uniformes et fourniment
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études
 - produits chimiques
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives
 - fournitures du service de nettoyage
 - bois et charbon
 - fournitures électriques
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 01 à 09).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les paiements faits par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à de nombreux organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas aussi limitées.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État.
- Paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'État, ce qui comprend les versements à des organismes tels que le Centre national des Arts.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2005-2006

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)		
Ministère	1 798 520 549	.....
Agence canadienne de développement international.....	2 769 019 970	7 109 563
Centre de recherches pour le développement international.....	116 086 000	.....
Commission mixte internationale.....	7 116 000	.....
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)		
Ministère	190 263 970	653 000 000
Corporation commerciale canadienne.....	16 399 000	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2 956 000	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	5 825 537 870	79 045 000
Commission canadienne des affaires polaires	967 000	.....
Commission des revendications particulières des Indiens.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	444 089 970	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	437 911 970	.....
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
Ministère	3 194 271 194	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	2 153 118 639	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	489 031 000	.....
Commission canadienne des grains	5 894 000	.....
ANCIENS COMBATTANTS	2 853 069 970	.....
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	793 978 000	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	833 923 547	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	111 996 000	.....
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	2 579 413 970	.....
École de la fonction publique du Canada	53 460 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	86 720 000	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	141 287 998	.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	6 316 000	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	27 602 000	.....
Commissaire aux langues officielles	18 365 000	.....
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 011 000	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	13 425 030 628	.....
Comité des griefs des Forces canadiennes.....	6 210 000	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	4 176 000	.....
DÉVELOPPEMENT SOCIAL.....	29 499 727 970	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	392 691 970	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère	835 225 970	.....
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions.....	.....	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	17 570 000	.....
Agence Parcs Canada.....	515 474 321	.....
FINANCES		
Ministère	69 944 898 970	108 923 001
Vérificateur général	71 801 000	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	9 552 000	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	30 682 000	.....
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	19 060 000	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transferts	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
3 382 000	159 576 653	.....	.....	.....	162 958 653	1 961 479 202	.....
(38 087 000)	128 893 016	.....	100 000 001	.....	190 806 017	2 859 825 986	107 109 564
.....	9 000 000	.....	.....	.....	9 000 000	125 086 000	.....
.....	346 909	.....	.....	.....	346 909	7 462 909	.....
357 100	172 898 604	.....	.....	.....	173 255 704	363 519 674	653 000 000
.....	(218 000)	.....	.....	.....	(218 000)	16 181 000	.....
.....	148 217	.....	.....	.....	148 217	3 104 217	.....
2 974 328	264 702 635	64 047 561	.....	.....	331 724 524	6 157 262 394	79 045 000
.....	18 238	.....	.....	.....	18 238	985 238	.....
.....	6 361 016	.....	.....	.....	6 361 016	6 361 016	.....
(5 682 824)	67 987 595	.....	.....	.....	62 304 771	506 394 741	.....
50 000	61 031 256	.....	.....	.....	61 081 256	498 993 226	.....
(3 000 000)	19 341 000	10 000 000	.....	.....	26 341 000	3 220 612 194	.....
376 400	137 746 278	306 062 000	.....	.....	444 184 678	2 597 303 317	.....
.....	77 175 657	.....	.....	.....	77 175 657	566 206 657	.....
.....	21 472 250	.....	.....	.....	21 472 250	27 366 250	.....
953 000	41 917 966	.....	.....	.....	42 870 966	2 895 940 936	.....
.....	279 828 040	600 000 000	2 492 001	.....	882 320 041	1 673 806 040	2 492 001
113 211 326	168 515 467	.....	.....	.....	281 726 793	1 115 650 340	.....
.....	8 629 350	.....	.....	.....	8 629 350	120 625 350	.....
(1 151 925)	866 732 415	.....	.....	.....	865 580 490	3 444 994 460	.....
145 000	22 342 301	22 632 208	.....	.....	45 119 509	98 579 509	.....
(8 931 675)	14 014 240	.....	.....	.....	5 082 565	91 802 565	.....
.....	35 227 737	.....	.....	.....	35 227 737	176 515 735	.....
.....	(10 000)	.....	.....	.....	(10 000)	6 306 000	.....
.....	2 330 452	.....	.....	.....	2 330 452	29 932 452	.....
.....	794 200	.....	.....	.....	794 200	19 159 200	.....
.....	498 782	.....	.....	.....	498 782	5 509 782	.....
1 001 882	1 320 234 284	.....	.....	.....	1 321 236 166	14 746 266 794	.....
.....	373 050	.....	.....	.....	373 050	6 583 050	.....
(759 000)	(10 000)	.....	.....	.....	(769 000)	3 407 000	.....
4 872 000	53 746 447	220 000 000	.....	.....	278 618 447	29 778 346 417	.....
(1 053 000)	38 387 490	.....	.....	.....	37 334 490	430 026 460	.....
(14 054 850)	100 798 098	.....	.....	.....	86 743 248	921 969 218	.....
.....	9 375 300	.....	.....	.....	9 375 300	9 375 300	.....
464 400	974 946	.....	.....	.....	1 439 346	19 009 346	.....
1 618 158	25 008 820	.....	.....	.....	26 626 978	542 101 299	.....
35 057 000	3	4 994 627 000	.....	.....	5 029 684 003	74 974 582 973	108 923 001
.....	3 083 500	.....	.....	.....	3 083 500	74 884 500	.....
.....	474 650	.....	.....	.....	474 650	10 026 650	.....
.....	2 334 875	.....	.....	.....	2 334 875	33 016 875	.....
.....	482 795	.....	.....	.....	482 795	19 542 795	.....

* Voir la note au bas de la page 43.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
INDUSTRIE		
Ministère	1 330 994 970	800 000
Agence spatiale canadienne	341 614 000	.....
Commission canadienne du tourisme	78 823 000	.....
Tribunal de la concurrence.....	1 634 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	641 696 000	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	829 232 000	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	547 284 000	.....
Statistique Canada.....	510 706 000	.....
JUSTICE		
Ministère	924 864 970	.....
Commission canadienne des droits de la personne.....	22 380 000	.....
Tribunal canadien des droits de la personne	4 698 000	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	351 731 000	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	53 536 000	.....
Commission du droit du Canada.....	3 142 000	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	10 209 000	.....
Cour suprême du Canada.....	27 153 000	.....
PARLEMENT		
Sénat.....	80 605 450	.....
Chambre des communes	383 220 690	.....
Conseiller sénatorial en éthique .....	.....	.....
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1 118 041 970	10 000
Conseil des Arts du Canada	150 173 250	.....
Société Radio-Canada.....	982 414 000	.....
Musée canadien des civilisations.....	58 698 000	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	5 696 001	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	92 894 000	.....
Société du Centre national des Arts	31 224 000	.....
Commission des champs de bataille nationaux	8 711 000	.....
Commission de la capitale nationale	88 557 000	.....
Office national du film.....	62 948 000	.....
Musée national des sciences et de la technologie.....	24 446 000	.....
Commission de la fonction publique	88 527 000	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	10 570 000	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	23 403 000	.....
Téléfilm Canada.....	123 874 000	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 440 051 970	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère	2 186 505 940	1 040 800 000
Conseil canadien des relations industrielles	11 906 000	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 224 712 000	(199 622 000)
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	1 827 000	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	4 540 000	.....
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère	1 085 630 970	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	98 838 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	66 330 000	.....
Office national de l'énergie	38 286 000	.....
Administration du pipe-line du Nord.....	1 355 000	.....
SANTÉ		
Ministère	2 855 685 000	.....
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée .....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	776 848 000	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 391 000	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	4 373 000	.....
Agence de santé publique du Canada	423 119 000	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transfert	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter*	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
421 900	267 556 694	(25 960 000)	.....	.....	242 018 594	1 573 013 564	800 000
.....	10 727 359	.....	.....	.....	10 727 359	352 341 359	.....
.....	25 000 000	.....	.....	.....	25 000 000	103 823 000	.....
200 000	73 750	.....	.....	.....	273 750	1 907 750	.....
5 600 000	81 492 234	.....	.....	.....	87 092 234	728 788 234	.....
.....	34 412 758	.....	.....	.....	34 412 758	863 644 758	.....
868 750	26 660 750	.....	.....	.....	27 529 500	574 813 500	.....
2 845 523	42 070 563	.....	.....	.....	44 916 086	555 622 086	.....
.....	90 947 665	.....	.....	.....	90 947 665	1 015 812 635	.....
.....	(20 000)	.....	.....	.....	(20 000)	22 360 000	.....
.....	178 644	.....	.....	.....	178 644	4 876 644	.....
.....	524 000	.....	.....	.....	524 000	352 255 000	.....
525 000	9 645 283	.....	.....	.....	10 170 283	63 706 283	.....
.....	135 666	.....	.....	.....	135 666	3 277 666	.....
.....	6 265 737	.....	.....	.....	6 265 737	16 474 737	.....
.....	1 750 150	.....	.....	.....	1 750 150	28 903 150	.....
.....	1 449 600	.....	.....	.....	1 449 600	82 055 050	.....
.....	7 795 201	3 050 125	.....	.....	10 845 326	394 066 016	.....
.....	843 600	.....	.....	.....	843 600	843 600	.....
(20 079 572)	226 050 620	.....	.....	.....	205 971 048	1 324 013 018	10 000
1 651 013	1	.....	.....	.....	1 651 014	151 824 264	.....
2 000 000	86 000 000	.....	.....	.....	88 000 000	1 070 414 000	.....
1 616 310	1	.....	.....	.....	1 616 311	60 314 311	.....
.....	1 881 600	.....	.....	.....	1 881 600	7 577 601	.....
5 968 821	10 179 856	.....	.....	.....	16 148 677	109 042 677	.....
975 800	1	.....	.....	.....	975 801	32 199 801	.....
.....	135 033	.....	.....	.....	135 033	8 846 033	.....
.....	8 000 000	.....	.....	.....	8 000 000	96 557 000	.....
2 195 000	2 551 182	.....	.....	.....	4 746 182	67 694 182	.....
470 000	1 489 000	.....	.....	.....	1 959 000	26 405 000	.....
(145 000)	12 863 365	.....	.....	.....	12 718 365	101 245 365	.....
.....	3 266 150	.....	.....	.....	3 266 150	13 836 150	.....
447 184	561 151	.....	.....	.....	1 008 335	24 411 335	.....
475 000	1	.....	.....	.....	475 001	124 349 001	.....
1 222 096	149 866 776	.....	.....	.....	151 088 872	1 591 140 842	.....
(108 631 594)	168 506 096	139 119 000	.....	189 790 000	388 783 502	2 385 499 442	1 230 590 000
.....	509 650	.....	.....	.....	509 650	12 415 650	.....
(3 427 000)	2 194 500	.....	.....	.....	(1 232 500)	2 223 479 500	(199 622 000)
.....	83 250	.....	.....	.....	83 250	1 910 250	.....
.....	50 029	.....	.....	.....	50 029	4 590 029	.....
(6 398 000)	64 383 113	.....	.....	.....	57 985 113	1 143 616 083	.....
.....	60 000 000	.....	.....	.....	60 000 000	158 838 000	.....
.....	12 296 159	.....	.....	.....	12 296 159	78 626 159	.....
.....	813 500	.....	.....	.....	813 500	39 099 500	.....
.....	62 600	.....	.....	.....	62 600	1 417 600	.....
(9 186 029)	228 585 400	.....	.....	.....	219 399 371	3 075 084 371	.....
.....	1 580 400	.....	.....	.....	1 580 400	1 580 400	.....
1 380 000	36 280 880	.....	.....	.....	37 660 880	814 508 880	.....
.....	236 997	.....	.....	.....	236 997	3 627 997	.....
1 650 000	216 800	.....	.....	.....	1 866 800	6 239 800	.....
3 814 371	70 638 552	.....	.....	.....	74 452 923	497 571 923	.....

* Voir la note au bas de la page 43.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non-budgétaire
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère	430 817 970	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 021 744 000	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	292 092 000	.....
Service correctionnel	1 597 238 000	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	31 767 000	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	121 070 000	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	2 919 000	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	1 863 286 880	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	879 000	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	4 685 000	.....
TRANSPORTS		
Ministère	1 492 578 970	.....
Office des transports du Canada	24 383 000	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 303 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses	2 483 684 970	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	561 005 001	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	16 158 719 000	.....
Total des budgets des dépenses	186 059 700 418	1 690 065 564

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada et l'Agence Parcs Canada qui ont été votés en 2004-2005 et qui seront dépensés en 2005-2006.

Le 14 juin 2005, conformément à la décision du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, le crédit 25 du Conseil privé a été réduit de 40 000 \$. Le montant du « Budgets des dépenses précédents » a donc été rajusté pour rendre compte de cette décision.

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	<i>Transfert</i>	Budgétaire		Non-budgétaire		<i>Total</i>	<i>Budgétaire</i>	<i>Non- budgétaire</i>
		<i>À voter*</i>	<i>Législatifs</i>	<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
19 975 000	70 558 584	.....	.....	.....	90 533 584	521 351 554	.....
5 100 893	187 301 418	.....	.....	.....	192 402 311	1 214 146 311	.....
.....	61 498 150	.....	.....	.....	61 498 150	353 590 150	.....
(35 000)	45 048 048	.....	.....	.....	45 013 048	1 642 251 048	.....
.....	14 536 367	.....	.....	.....	14 536 367	46 303 367	.....
.....	31 928 750	.....	.....	.....	31 928 750	152 998 750	.....
.....	207 900	.....	.....	.....	207 900	3 126 900	.....
(163 758)	216 285 200	.....	.....	.....	216 121 442	2 079 408 322	.....
.....	38 450	.....	.....	.....	38 450	917 450	.....
.....	2 087 154	.....	.....	.....	2 087 154	6 772 154	.....
(7 171 688)	200 768 889	.....	.....	.....	193 597 201	1 686 176 171	.....
2 182 000	1 120 260	.....	.....	.....	3 302 260	27 685 260	.....
.....	58 650	.....	.....	.....	58 650	1 361 650	.....
1 910 660	156 590 905	6 960 020	.....	.....	165 461 585	2 649 146 555	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	561 005 001	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 158 719 000	.....
.....	6 867 387 574	6 340 537 914	102 492 002	189 790 000	13 500 207 490	199 267 625 906	1 982 347 566	

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2005-2006

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Budgétaire			Non-budgétaire			Total
<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>	<i>Total</i>	<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>	<i>Total</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
66 246 253 712	119 813 446 706	186 059 700 418	84 455 003	1 605 610 561	1 690 065 564	187 749 765 982
6 867 387 574	6 340 537 914	13 207 925 488	102 492 002	189 790 000	292 282 002	13 500 207 490
73 113 641 286	126 153 984 620	199 267 625 906	186 947 005	1 795 400 561	1 982 347 566	201 249 973 472

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada et l'Agence Parcs Canada qui ont été votés en 2004-2005 et qui seront dépensés en 2005-2006.

Le 14 juin 2005, conformément à la décision du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, le crédit 25 du Conseil privé a été réduit de 40 000 \$. Le montant du « Budgets des dépenses précédents » a donc été rajusté pour rendre compte de cette décision.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)</p> <p>MINISTÈRE</p>		
1a	<p>Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) et de 352 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>	93 332 879	
5a	<p>Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 891 831 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..</p>	15 693 774	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, consister en de versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à 642 872 579 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 425 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) et de 530 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	50 550 000	
			159 576 653
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
15a	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement .	9 724 450	
20a	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses.....	119 168 566	
L25a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 163 331 434 \$ (193 500 000 \$ - 30 168 566 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
L35a	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	100 000 000	
			228 893 017
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
40a	Versements au Centre de recherches pour le développement international		9 000 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (<i>fin</i>)		
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
45a	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		346 909
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)		
	MINISTÈRE		
1a	Commerce international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 998 604	
5a	Commerce international – Contributions	21 000 000	
7a	Commerce international – Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 000 000 \$US (soit l'équivalent à 130 900 000 \$CAN au taux de change de 1,19 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants : République du Cameroun 3 194 000 \$; République démocratique du Congo 1 670 000 \$; République de Madagascar 31 500 000 \$; République du Rwanda 4 362 000 \$; République-Unie de Tanzanie 62 775 000 \$; République de Zambie 27 399 000 \$.....	130 900 000	
			172 898 604
	SECRÉTARIAT DE L'ALÉNA, SECTION CANADIENNE		
15a	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – Dépenses du Programme		148 217
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 052 785 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 10 000 \$ du crédit 95 (Industrie) et de 10 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 496 196	
5a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital.....	1 986 500	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 489 854 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 089 600 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) et de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	172 863 778	
15a	Paiements à la Société canadienne des postes	13 300 000	
20a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	3 681 161	
25a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	17 375 000	
			264 702 635
	COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES		
40a	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme		18 238
	COMMISSION DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES DES INDIENS		
41a	Commission des revendications particulières des Indiens – Dépenses du Programme ...		6 361 016
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement	9 582 495	
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 397 176 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	58 405 100	
			67 987 595
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 438 256	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE (suite et fin)		
	MINISTÈRE (suite et fin)		
5a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	56 593 000	
			61 031 256
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	63 583 078	
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	563 200	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 401 400 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	73 600 000	
			137 746 278
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement	66 618 691	
35a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	10 556 966	
			77 175 657
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....		21 472 250
	ANCIENS COMBATTANTS		
1a	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 505 871	
5a	Anciens combattants – Dépenses en capital.....	1 665 000	
10a	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions..	2 000 001	
15a	Anciens combattants – Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement.....	747 094	
			41 917 966

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA			
1a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 391 000 \$ du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 845 260	
5a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	273 982 778	
7a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital dont, étant entendu, le paiement d'une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre – Pour autoriser le virement de de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	1	
9a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 325 000 \$ du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	1	
L11a	Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.....	2 492 000	
L13a	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.....	1	
			282 320 041
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE			
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 438 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	103 406 467	
5a	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 193 483 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 116 800 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 215 969 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	65 109 000	
			168 515 467
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA			
10a	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		8 629 350

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 269 000 \$ du crédit 10 (Conseil du Trésor), de 47 075 \$ du crédit 30 (Conseil du Trésor), de 25 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 25 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 25 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	13 977 415	
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes.....	854 155 000	868 132 415
	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
25a	École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 145 000 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 342 301
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
30a	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 298 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 014 240
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme.....		35 227 737
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
10a	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		2 330 452
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
20a	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme		794 200

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ <i>(suite et fin)</i>		
	TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE		
25a	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme ...	.....	498 782
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 759 000 \$ du crédit 20 (Défense nationale) et de 164 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 279 383 705	
3a	Défense nationale – Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	1	
4a	Défense nationale – Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$	1	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 4 400 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	40 096 203	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	754 374	
			1 320 234 284
	COMITÉ DES GRIEFS DES FORCES CANADIENNES		
15a	Comité des griefs des Forces canadiennes – Dépenses du Programme .....	.....	373 050
	DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	Développement social – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 686 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	39 121 447	
5a	Développement social – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 10 (Industrie), 100 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 40 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 625 000	
			53 746 447

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement ...	5 898 240	
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 272 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	32 489 250	
			38 387 490
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 070 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 567 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	95 868 758	
5a	Environnement – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 389 100	
10a	Environnement – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 056 100 \$ du crédit 1 (Environnement), de 12 500 \$ du crédit 15 (Environnement), de 6 250 \$ du crédit 20 (Environnement), de 300 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles), de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 540 240	
			100 798 098
	AGENCE CANADIENNE POUR L'INCITATION À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS		
12a	Agence des incitations à la réduction des émissions du Canada – Dépenses du Programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> .....	.....	9 375 300
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 309 900 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	974 946

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 627 050 \$ du crédit 10 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006 ...</i>	1	
5a	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 143 000 \$ du crédit 10 (Finances) et de 35 057 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006.....</i>	1	
12a	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada le paiement d'au plus 90 % des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2003-2004</i>	1	
			3
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
20a	Vérificateur général – Dépenses du Programme		3 083 500
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
25a	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme		474 650
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
30a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme		2 334 875
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1a	Gouverneur général – Dépenses du Programme		482 795
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 269 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	64 751 194	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (suite)		
	MINISTÈRE (suite et fin)		
5a	Industrie – Dépenses en capital	16 013 500	
10a	Industrie – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 300 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 160 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 70 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	186 792 000	267 556 694
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25a	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement.....	8 944 359	
30a	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital.....	1 783 000	10 727 359
	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
40a	Commission canadienne du tourisme – Dépenses du Programme		25 000 000
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45a	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		73 750
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
55a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	43 980 234	
60a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	8 712 000	
65a	Conseil national de recherches du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	28 800 000	81 492 234
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	3 012 758	
75a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	31 400 000	34 412 758

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (fin)		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 908 150	
85a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 348 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	24 752 600	
			26 660 750
	STATISTIQUE CANADA		
95a	Statistique Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 055 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 500 000 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		42 070 563
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement.....	54 033 250	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 517 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	36 914 415	
			90 947 665
	TRIBUNAL CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
15a	Tribunal canadien des droits de la personne – Dépenses du Programme.....		178 644
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20a	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement.....	312 250	
25a	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement.....	211 750	
			524 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30a	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 525 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		9 645 283
	COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
35a	Commission du droit du Canada – Dépenses du Programme		135 666
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	122 837	
45a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement et contributions	6 142 900	
			6 265 737
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50a	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme.....		1 750 150
	PARLEMENT		
	SÉNAT		
1a	Sénat – Dépenses du Programme		1 449 600
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5a	Chambre des communes – Dépenses du Programme.....		7 795 201
	CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
17a	Conseiller sénatorial en éthique – Dépenses du Programme.....		843 600

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement	26 043 578	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	200 007 042	
			226 050 620
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
15a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 44 013 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 607 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>		1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	80 000 000	
30a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	6 000 000	
			86 000 000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 62 060 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant : a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ; b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....		1 881 600

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite)</i>		
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
50a	Bibliothèque et archives du Canada – Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 968 821 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 179 856
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
55a	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 610 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 365 800 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>		1
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
60a	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme		135 033
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
65a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	3 500 000	
70a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	4 500 000	
			8 000 000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
75a	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 875 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 320 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 551 182
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
90a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 489 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>fin</i>)		
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95a	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours de l'exercice, afin de compenser les dépenses encourues durant l'exercice pour la prestation de services d'évaluation et de counselling et l'offre de produits connexes		12 863 365
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
100a	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme		3 266 150
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
110a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	561 150	
115a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 227 184 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> ...	1	561 151
	TÉLÉFILM CANADA		
120a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 475 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 303 096 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 1 033 100 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	104 938 276	
5a	Pêches et Océans – Dépenses en capital	13 500 000	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 326 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	31 428 500	149 866 776

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 032 600 \$ du crédit 30 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 095 730	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 927 000 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 8 150 000 \$ du crédit 35 (Conseil du Trésor), de 704 126 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 254 680 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 50 000 \$ du crédit 1 (Développement social) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	113 410 365	
7a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits no 2 pour 2005-2006</i>	1	
			168 506 096
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES		
10a	Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme		509 650
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15a	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		2 194 500
	TRIBUNAL CANADIEN DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ARTISTES-PRODUCTEURS		
20a	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs – Dépenses du Programme		83 250
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
25a	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme		50 029

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère.....	63 875 143	
10a	Ressources naturelles – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 185 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	507 970	
			64 383 113
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		60 000 000
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20a	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme.....		12 296 159
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
30a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme.....		813 500
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
35a	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....		62 600
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 30 000 \$ du crédit 30 (Santé) et de 850 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	150 543 043	
5a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	78 042 357	
			228 585 400
	AGENCE CANADIENNE DE CONTRÔLE DE LA PROCRÉATION ASSISTÉE		
7a	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – Dépenses du Programme ...		1 580 400

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
10a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	3 340 880	
15a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 30 (Santé) et de 1 355 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	32 940 000	36 280 880
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
20a	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme		236 997
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25a	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 650 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..		216 800
	AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
30a	Agence de santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 886 175 \$ du crédit 1 (Santé) et de 5 310 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	47 853 853	
35a	Agence de santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 298 196 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	22 784 699	70 638 552
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 24 691 314 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 20 000 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	49 515 676	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Contributions.....	21 042 908	70 558 584

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite)</i>		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada), de 1 967 893 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 133 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	183 290 568	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	4 010 850	
			187 301 418
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
35a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....	.....	61 498 150
	SERVICE CORRECTIONNEL		
40a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement.....	44 642 439	
45a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital.....	405 609	
			45 048 048
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
50a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme.....	.....	14 536 367
	BUREAU DU CANADA SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES		
55a	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Dépenses du Programme .....	.....	31 928 750
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
60a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....	.....	207 900
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	192 660 827	
70a	Application de la loi – Dépenses en capital.....	23 624 373	
			216 285 200

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(fin)</i>		
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
80a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		38 450
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
85a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		2 087 154
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 451 412 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	88 605 889	
5a	Transports – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 155 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 830 000	
10a	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	63 533 000	
20a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	45 700 000	
			201 668 889
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
35a	Office des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 182 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 120 260
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
40a	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme		58 650

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 141 560 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 574 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 125 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile), de 91 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 54 000 \$ du crédit 1 (Développement social), de 45 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 36 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 35 000 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile), de 30 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 25 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 22 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 21 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 21 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	161 511 905	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 308 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	1	161 511 906
			6 941 008 757

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
	MINISTÈRE		
1a	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	18 341 000	
5a	Agence des douanes et du revenu du Canada – Contributions.....	1 000 000	
			19 341 000
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
20a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 863 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 531 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 230 408 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		25 008 820
			44 349 820

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	28 073 426
Subventions au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 974 135
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA	
Ministère	
Versements d'allocations spéciales pour enfants	10 000 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	273 462 000
Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	27 600 000
Fonds spécial de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	
Financement du Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence	600 000 000
CONSEIL DU TRÉSOR	
École de la fonction publique du Canada	
Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	22 632 208
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	112 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	100 000 000
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	8 000 000
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	(799 000 000)
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 390 000 000
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	6 000 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 500 000 000)
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(21 000 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(108 873 000)
Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse	4 000 000
Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 029 500 000
INDUSTRIE	
Ministère	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	(26 190 000)
Obligations contractées pour des paiements de garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	230 000
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	3 050 125
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	12 231 000
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	9 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	5 692 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	2 789 000
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	34 398 000
Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	(430 000 000)
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	505 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	9 000 000
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire)	189 790 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 960 020
Total	6 530 327 914

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme	Numéro du crédit	Montant brut
(en milliers de dollars)		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)		
Ministère	1a	94 933
	5a	17 494
	10a	53 480
Agence canadienne de développement international.....	15a	10 014
	20a	248 864
	L25a	.....
	L35a	100 000
Centre de recherches pour le développement international	40a	9 000
Commission mixte internationale	45a	367
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)		
Ministère	1a	22 579
	5a	21 000
	7a	130 900
Corporation commerciale canadienne.....	10a	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	15a	148
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	1a	76 556
	5a	1 987
	10a	184 619
	15a	13 300
	20a	3 681
	25a	17 375
Commission canadienne des affaires polaires	40a	18
Commission des revendications particulières des Indiens.....	41a	6 361
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
	1a	9 733
	5a	62 851
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	1a	5 358
	5a	62 893
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
Ministère	1a	55 211
	5a	1 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	1a	64 944
	5a	563
	10a	98 200
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30a	70 649
	35a	10 557
Commission canadienne des grains	40a	22 072
ANCIENS COMBATTANTS		
	1a	42 206
	5a	1 665
	10a	2 004
	15a	747
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA.....		
	1a	5 885
	5a	274 138
	7a	.....
	9a	.....
	L11a	2 492
	L13a	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	1a	106 839
	5a	65 109
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	10a	8 709
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	1a	14 167
	10a	.....
	15a	854 155
École de la fonction publique du Canada	25a	22 943
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	30a	22 594
	35a	.....

	Moins : Autorisations de dépenser disponibles							Montant net**
	<i>Économies au chapitre de l'examen des dépenses</i>					Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	Initiatives ministérielles	Approvisionnement	Gestion des biens	Prestation des services	Total partiel*			
1 070	530	.....	.....	1 600	.....	1 600	93 333
.....	1 800	.....	.....	1 800	.....	1 800	15 694
2 930	.....	.....	.....	2 930	.....	2 930	50 550
.....	290	.....	.....	290	.....	290	9 724
.....	.....	.....	.....	.....	129 695	129 695	119 169
.....	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 000
.....	20	.....	.....	20	.....	20	347
1 400	180	.....	.....	1 580	.....	1 580	20 999
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	21 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	130 900
218	.....	.....	.....	218	.....	218	(218)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	148
20 000	1 060	.....	.....	21 060	.....	21 060	55 496
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 987
.....	.....	.....	.....	.....	11 756	11 756	172 863
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	13 300
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 681
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	17 375
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 361
.....	60	.....	.....	60	90	150	9 583
4 446	.....	.....	.....	4 446	.....	4 446	58 405
700	130	.....	.....	830	90	920	4 438
6 300	.....	.....	.....	6 300	.....	6 300	56 593
35 100	1 680	.....	.....	36 780	90	36 870	18 341
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 000
400	960	.....	.....	1 360	.....	1 360	63 584
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	563
24 600	.....	.....	.....	24 600	.....	24 600	73 600
3 600	430	.....	.....	4 030	.....	4 030	66 619
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10 557
550	50	.....	.....	600	.....	600	21 472
3 200	1 410	.....	.....	4 610	90	4 700	37 506
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 665
.....	.....	.....	.....	.....	4	4	2 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	747
.....	40	.....	.....	40	.....	40	5 845
.....	.....	.....	.....	.....	155	155	273 983
.....	
.....	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 492
.....	
1 200	930	.....	.....	2 130	1 303	3 433	103 406
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	65 109
.....	80	.....	.....	80	.....	80	8 629
.....	190	.....	.....	190	.....	190	13 977
1 400	.....	.....	.....	1 400	.....	1 400	(1 400)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	854 155
500	100	.....	.....	600	.....	600	22 343
500	80	.....	.....	580	.....	580	22 014
8 000	.....	.....	.....	8 000	.....	8 000	(8 000)

* Voir la note au bas de la page 79.

** Voir la note au bas de la page 79.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme	Numéro du crédit	Montant brut
(en milliers de dollars)		
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	1a	37 548
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5a	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	10a	2 370
Commissaire aux langues officielles	20a	814
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	25a	509
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	1a	1 333 104
	3a	.....
	4a	.....
	5a	40 097
	10a	1 547
Comité des griefs des Forces canadiennes.....	15a	383
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	20a	.....
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
	1a	39 742
	5a	14 625
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
	1a	6 258
	5a	35 339
ENVIRONNEMENT		
Ministère	1a	119 009
	5a	3 389
	10a	1 540
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions.....	12a	9 375
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15a	1 025
Agence Parcs Canada.....	20a	31 937
FINANCES		
Ministère	1a	11 747
	5a	16 143
	10a	.....
	12a	.....
Vérificateur général	20a	3 144
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	25a	485
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	30a	2 815
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
	1a	813
INDUSTRIE		
Ministère	1a	65 751
	5a	16 014
	10a	200 992
Agence spatiale canadienne	25a	9 534
	30a	1 783
Commission canadienne du tourisme	40a	25 000
Tribunal de la concurrence.....	45a	74
Conseil national de recherches du Canada.....	55a	44 560
	60a	8 712
	65a	28 800
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70a	3 063
	75a	31 400
Conseil de recherches en sciences humaines	80a	1 928
	85a	24 753
Statistique Canada.....	95a	42 530
JUSTICE		
Ministère	1a	56 724
	5a	47 144
Commission canadienne des droits de la personne.....	10a	.....
Tribunal canadien des droits de la personne	15a	189
Commissaire à la magistrature fédérale.....	20a	412
	25a	212
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30a	9 695
Commission du droit du Canada.....	35a	146

	Moins : Autorisations de dépenser disponibles							Montant net**
	<i>Économies au chapitre de l'examen des dépenses</i>					Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	Initiatives ministérielles	Approvisionnement	Gestion des biens	Prestation des services	Total partiel*			
2 100	220	.....	.....	2 320	.....	2 320	35 228
.....	10	.....	.....	10	.....	10	(10)
.....	40	.....	.....	40	.....	40	2 330
.....	20	.....	.....	20	.....	20	794
.....	10	.....	.....	10	.....	10	499
34 000	19 720	.....	.....	53 720	.....	53 720	1 279 384
.....	
.....	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	40 097
.....	.....	.....	.....	.....	793	793	754
.....	10	.....	.....	10	.....	10	373
.....	10	.....	.....	10	.....	10	(10)
.....	621	.....	.....	621	.....	621	39 121
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 625
200	70	.....	.....	270	90	360	5 898
2 850	.....	.....	.....	2 850	.....	2 850	32 489
4 300	970	.....	.....	5 270	17 870	23 140	95 869
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 389
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 540
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 375
50	.....	.....	.....	50	.....	50	975
.....	700	.....	.....	700	6 228	6 928	25 009
.....	120	.....	.....	120	11 627	11 747	.....
.....	.....	.....	.....	.....	16 143	16 143	.....
.....	
.....	60	.....	.....	60	.....	60	3 084
.....	10	.....	.....	10	.....	10	475
400	80	.....	.....	480	.....	480	2 335
300	30	.....	.....	330	.....	330	483
.....	1 000	.....	.....	1 000	.....	1 000	64 751
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 014
14 200	.....	.....	.....	14 200	.....	14 200	186 792
.....	590	.....	.....	590	.....	590	8 944
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 783
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	25 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	74
.....	580	.....	.....	580	.....	580	43 980
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 712
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	28 800
.....	50	.....	.....	50	.....	50	3 013
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	31 400
.....	20	.....	.....	20	.....	20	1 908
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	24 753
.....	460	.....	.....	460	.....	460	42 070
2 000	670	.....	.....	2 670	20	2 690	54 034
10 230	.....	.....	.....	10 230	.....	10 230	36 914
.....	20	.....	.....	20	.....	20	(20)
.....	10	.....	.....	10	.....	10	179
.....	100	.....	.....	100	.....	100	312
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	212
.....	50	.....	.....	50	.....	50	9 645
.....	10	.....	.....	10	.....	10	136

* Voir la note au bas de la page 79.

** Voir la note au bas de la page 79.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme	Numéro du crédit	Montant brut
(en milliers de dollars)		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40a	128
Cour suprême du Canada	45a	6 158
PARLEMENT	50a	1 780
Sénat	1a	1 450
Chambre des communes	5a	7 795
Conseiller sénatorial en éthique	17a	844
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1a	28 569
Conseil des Arts du Canada	5a	214 007
Société Radio-Canada	15a	.....
Musée canadien des civilisations	20a	80 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	30a	6 000
Bibliothèque et Archives du Canada	35a	.....
Société du Centre national des Arts	45a	1 882
Commission des champs de bataille nationaux	50a	10 915
Commission de la capitale nationale	55a	.....
Office national du film	60a	145
Musée national des sciences et de la technologie	65a	3 500
Commission de la fonction publique	70a	4 500
Commission des relations de travail dans la fonction publique	75a	2 661
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	90a	1 489
Téléfilm Canada	95a	12 943
PÊCHES ET OCÉANS	100a	3 276
1a	110a	581
5a	115a	.....
10a	120a	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	1a	114 903
Ministère	5a	13 500
Conseil canadien des relations industrielles	7a	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	10a	42 304
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1a	56 182
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5a	113 410
RESSOURCES NATURELLES	7a	.....
Ministère	10a	520
Énergie atomique du Canada limitée	15a	8 195
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20a	83
Office national de l'énergie	25a	60
Administration du pipe-line du Nord	1a	65 735
SANTÉ	10a	25 998
Ministère	15a	60 000
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	20a	12 366
Instituts de recherche en santé du Canada	30a	844
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	35a	63
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1a	163 040
Agence de santé publique du Canada	5a	85 637
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	7a	1 580
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	10a	3 401
Agence de santé publique du Canada	15a	32 940
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	20a	237
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	25a	217
Agence de santé publique du Canada	30a	51 792
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	35a	22 785

	Moins : Autorisations de dépenser disponibles							Montant net**
	<i>Économies au chapitre de l'examen des dépenses</i>					Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	Initiatives ministérielles	Approvisionnement	Gestion des biens	Prestation des services	Total partiel*			
.....	5	.....	.....	.....	5	.....	5	123
.....	15	.....	.....	.....	15	.....	15	6 143
.....	30	.....	.....	.....	30	.....	30	1 750
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 450
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 795
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	844
2 000	400	.....	.....	.....	2 400	125	2 525	26 044
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 000	14 000	200 007
.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	80 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 000
.....
.....	110	.....	.....	.....	110	625	735	1 882
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10 180
.....	10	.....	.....	.....	10	.....	10	135
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 500
.....	110	.....	.....	.....	110	.....	110	2 551
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 489
.....	80	.....	.....	.....	80	.....	80	12 863
.....	10	.....	.....	.....	10	.....	10	3 266
.....	20	.....	.....	.....	20	.....	20	561
.....
.....
7 774	2 190	.....	.....	.....	9 964	.....	9 964	104 939
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	13 500
10 876	.....	.....	.....	.....	10 876	.....	10 876	31 428
.....	402	.....	.....	.....	402	684	1 086	55 096
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	113 410
.....
.....	10	.....	.....	.....	10	.....	10	510
6 000	.....	.....	.....	.....	6 000	.....	6 000	2 195
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	83
.....	10	.....	.....	.....	10	.....	10	50
1 000	860	.....	.....	.....	1 860	.....	1 860	63 875
25 490	.....	.....	.....	.....	25 490	.....	25 490	508
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000
.....	70	.....	.....	.....	70	.....	70	12 296
.....	30	.....	.....	.....	30	.....	30	814
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	63
8 957	3 540	.....	.....	.....	12 497	.....	12 497	150 543
7 495	.....	.....	.....	.....	7 495	100	7 595	78 042
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 580
.....	60	.....	.....	.....	60	.....	60	3 341
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	32 940
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	237
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	217
3 548	390	.....	.....	.....	3 938	.....	3 938	47 854
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	22 785

* Voir la note au bas de la page 79.

** Voir la note au bas de la page 79.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme	Numéro du crédit	Montant brut
(en milliers de dollars)		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère	1a	49 596
	5a	21 043
Agence des services frontaliers du Canada.....	10a	185 770
	15a	4 011
Service canadien du renseignement de sécurité.....	35a	61 498
Service correctionnel	40a	46 262
	45a	406
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	50a	14 566
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	55a	33 529
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	60a	208
Gendarmerie royale du Canada.....	65a	196 370
	70a	23 624
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	80a	38
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	85a	2 087
TRANSPORTS		
Ministère	1a	94 049
	5a	3 830
	10a	63 663
	15a	.....
	20a	45 700
Office des transports du Canada	35a	1 140
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	40a	59
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....		
	1a	224 992
	5a	45 079
Total.....		7 615 469

Rajustements :

Prestation des services – Sera reflété dans les prochains budgets des dépenses

Économies déjà incluses dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006 :
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Initiatives qui n'affectent pas les crédits votés dans les organisations suivantes :
Agence canadienne de développement international
Développement social
Finances
Ressources humaines et Développement des compétences
Autres (15 organisations)

Économies au chapitre de l'examen des dépenses

	Moins : Autorisations de dépenser disponibles							Montant net**
	<i>Économies au chapitre de l'examen des dépenses</i>					Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	Initiatives ministérielles	Approvisionnement	Gestion des biens	Prestation des services	Total partiel**			
.....	80	.....	.....	80	.....	80	49 516
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	21 043
1 700	780	.....	.....	2 480	.....	2 480	183 290
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 011
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	61 498
.....	1 620	.....	.....	1 620	.....	1 620	44 642
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	406
.....	30	.....	.....	30	.....	30	14 536
1 600	.....	.....	.....	1 600	.....	1 600	31 929
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	208
1 009	2 700	.....	.....	3 709	.....	3 709	192 661
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	23 624
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	38
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 087
4 463	980	.....	.....	5 443	.....	5 443	88 606
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 830
.....	.....	.....	.....	.....	.....	130	63 533
900	.....	.....	.....	900	.....	900	(900)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	45 700
.....	20	.....	.....	20	.....	20	1 120
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	59
8 000	5 480	50 000	.....	63 480	.....	63 480	161 512
.....	.....	50 000	.....	50 000	.....	50 000	(4 921)
277 556	56 323	100 000	.....	433 879	211 708	645 587	6 969 882
				265 000				
		50 000						
40 910				40 910				
1 400				1 400				
6 000	1 848			7 848				
11 200	69			11 269				
	760			760				
337 066	59 000	150 000	265 000	811 066				

*Exclue les économies en avantages sociaux de 26 millions de dollars

** Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Ce chiffre ne correspond pas aux figures du tableau Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses parce qu'il a été arrondi.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)					
Ministère	6 612	21 448	4 663	27 212	19 284
Agence canadienne de développement international	.....	2 790	650	5 173	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	.....	151	36	100	.....
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)					
Ministère	352	1 117	254	20 127	411
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	42	33	.....	73	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	8 741	8 021	1 629	60 421	2 239
Commission canadienne des affaires polaires	.....	18	.....	.....	.....
Commission des revendications particulières des Indiens	3 322	928	364	1 182	375
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	6 952	460	426	1 375	160
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	532	1 072	1 030	2 026	200
Agence des douanes et du revenu du Canada					
Ministère	31 902	5 003	158	2 214	284
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	6 245	10 832	2 178	22 968	1 203
Agence canadienne d'inspection des aliments	20 452	9 771	4 010	18 234	741
Commission canadienne des grains	.....	7 270	273	2 343	6 797
Anciens combattants	11 127	2 210	2 300	26 000	825
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	4 982	3 424	4 542	1 096
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	25 158	8 511	2 819	38 903	1 796
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	2 182	768	.....	5 191	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	855 034	990	429	8 657	198
École de la fonction publique du Canada	20 086	2 244	1 137	16 862	1 303
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	10 425	927	623	6 031	329

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
3 767	7 482	5 488	15 898	57 435	.....	.....	6 330	162 959
800	601	.....	.....	210 777	.....	.....	129 985	90 806
.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 000	.....	9 000
.....	30	.....	50	.....	.....	.....	20	347
90	.....	.....	585	21 000	.....	130 900	1 580	173 256
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	218	(218)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	148
2 179	12 896	.....	.....	277 976	.....	.....	42 377	331 725
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18
20	118	.....	39	.....	.....	13	.....	6 361
30	115	.....	215	57 168	.....	.....	4 596	62 305
.....	100	800	.....	62 541	.....	.....	7 220	61 081
2 756	1 246	.....	2 764	11 000	.....	5 884	36 870	26 341
6 534	13 010	209	354	404 663	.....	1 949	25 960	444 185
2 000	4 602	10 350	10 964	.....	.....	82	4 030	77 176
767	3 750	.....	.....	.....	.....	872	600	21 472
.....	1 144	1 665	.....	2 004	.....	300	4 704	42 871
693	2 731	.....	1 808	840 422	.....	20 325	195	879 828
5 843	6 523	.....	13 809	180 017	.....	1 780	3 433	281 726
367	201	.....	.....	.....	.....	.....	80	8 629
388	1 399	.....	.....	75	.....	.....	1 590	865 580
319	979	.....	2 790	.....	.....	.....	600	45 120
102	711	.....	1 160	(8 150)	.....	1 504	8 580	5 082

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Conseil privé					
Ministère	4 296	2 652	2 962	20 500	2 059
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	434	716	85	924	81
Commissaire aux langues officielles	.....	173	69	421	21
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	78	.....	.....	431	.....
Défense nationale					
Ministère	416 243	90 954	10 203	97 820	28 600
Comité des griefs des Forces canadiennes	.....	37	.....	197	112
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	(450)	(37)	(33)	(132)	(59)
Développement social	7 410	1 767	8 546	18 768	3 362
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 971	1 200	730	1 900	.....
Environnement					
Ministère	17 569	17 362	2 076	34 094	7 131
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions	494	94	11	205	39
Agence canadienne d'évaluation environnementale	171	194	46	783	39
Agence Parcs Canada	1 730	752	2 083	4 223	.....
Finances					
Ministère	.....	2 773	278	6 063	126
Vérificateur général	.....	1 500	.....	1 644	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	.....	200	15	100	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	265	.....	.....	1 379	.....
Gouverneur général	.....	207	73	345	.....
Industrie					
Ministère	11 325	11 562	1 820	41 127	683
Agence spatiale canadienne	37	.....	.....	9 497	.....
Commission canadienne du tourisme	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal de la concurrence	.....	75	75	74	.....
Conseil national de recherches du Canada	9 204	6 254	1 264	11 214	1 020
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 203	422	167	1 114	31
Conseil de recherches en sciences humaines	662	303	96	608	28
Statistique Canada	11 380	4 973	3 529	2 402	645

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
908	980	.....	1 529	1 647	.....	15	2 320	35 228
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	(10)
46	84	.....	.....	.....	.....	.....	40	2 330
9	75	.....	46	.....	.....	.....	20	794
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	499
227 581	233 859	12 365	253 576	4 548	.....	.....	54 513	1 321 236
37	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	373
.....	(48)	.....	.....	.....	.....	.....	10	(769)
499	377	.....	1 901	234 915	.....	1 694	621	278 618
.....	457	.....	.....	34 286	.....	.....	3 210	37 334
3 196	8 935	36	12 179	3 775	.....	3 530	23 140	86 743
17	49	.....	66	.....	.....	8 400	.....	9 375
5	96	.....	.....	155	.....	.....	50	1 439
1 366	1 310	13 091	.....	9 000	.....	.....	6 928	26 627
199	2 308	.....	.....	5 844 827	(799 000)	.....	27 890	5 029 684
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	60	3 084
20	70	.....	80	.....	.....	.....	10	475
.....	243	.....	928	.....	.....	.....	480	2 335
.....	182	.....	6	.....	.....	.....	330	483
3 168	2 482	93	9 239	175 587	.....	133	15 200	242 019
.....	.....	.....	1 783	.....	.....	.....	590	10 727
.....	.....	.....	.....	.....	.....	25 000	.....	25 000
.....	50	.....	.....	.....	.....	.....	.....	274
2 181	13 165	8 100	5 612	29 550	.....	108	580	87 092
69	57	.....	.....	31 400	.....	.....	50	34 413
52	28	.....	172	25 601	.....	.....	20	27 530
2 456	19 547	.....	444	.....	.....	.....	460	44 916

* Voir la note au bas de la page 87.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Justice					
Ministère	19 961	4 649	1 584	16 524	1 301
Commission canadienne des droits de la personne	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal canadien des droits de la personne	.....	25	.....	156	8
Commissaire à la magistrature fédérale	.....	26	15	567	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 228	1 317	166	3 897	285
Commission du droit du Canada	.....	.....	.....	146	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	3 575	421	57	1 184	31
Cour suprême du Canada	.....	.....	.....	192	.....
Parlement					
Sénat	136	1 131	.....	172	.....
Chambre des communes	4 635	2 482	.....	376	320
Conseiller sénatorial en éthique	532	14	.....	56	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	6 938	1 445	742	2 804	414
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	600	352	630	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	288	440	467	7 164	182
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	.....	.....	4 856	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	3 085	1 139	395	6 843	96
Commission des relations de travail dans la fonction publique	.....	300	100	2 350	150
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	666	.....	135	.....
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	22 104	13 569	2 212	23 478	1 852
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	16 091	4 330	9 689	8 944	2 332
Conseil canadien des relations industrielles	.....	30	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	.....	.....	.....	83	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	.....	.....	.....	60	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
538	1 273	170	1 867	55 661	.....	340	12 920	90 948
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20	(20)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	179
.....	16	.....	.....	.....	.....	.....	100	524
558	939	.....	830	.....	.....	.....	50	10 170
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	136
294	198	.....	.....	500	.....	26	20	6 266
145	145	773	525	.....	.....	.....	30	1 750
.....	.....	.....	11	.....	.....	.....	.....	1 450
739	695	.....	1 590	8	.....	.....	.....	10 845
66	15	.....	161	.....	.....	.....	.....	844
104	510	.....	268	209 251	.....	20	16 525	205 971
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 651	.....	1 651
.....	.....	.....	.....	.....	.....	88 000	.....	88 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 616	.....	1 616
.....	.....	.....	300	.....	.....	.....	.....	1 882
828	2 540	.....	3 408	1 330	.....	237	735	16 149
.....	.....	.....	.....	.....	.....	976	.....	976
.....	145	.....	.....	.....	.....	.....	10	135
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 000	.....	8 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	110	4 746
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 959	.....	1 959
288	214	.....	708	.....	.....	30	80	12 718
50	126	.....	200	.....	.....	.....	10	3 266
.....	.....	.....	.....	227	.....	.....	20	1 008
.....	.....	.....	.....	.....	.....	475	.....	475
9 304	38 689	10 830	6 751	43 140	.....	.....	20 840	151 089
258	2 842	.....	1 291	154 143	.....	160	1 086	198 994
150	150	.....	190	.....	.....	.....	10	510
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 768	6 000	(1 232)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	83
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	50

* Voir la note au bas de la page 87.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources naturelles					
Ministère	1 104	4 296	270	40 688	2 576
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 470	2 114	126	3 665	178
Office national de l'énergie	.....	344	100	.....	100
Administration du pipe-line du Nord	.....	.....	.....	63	.....
Santé					
Ministère	26 039	17 797	15 653	43 165	1 895
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	114	200	20	509	18
Instituts de recherche en santé du Canada	1 416	1 026	240	1 078	65
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	.....	30	25	85	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	742	127	95	744	10
Agence de santé publique du Canada	13 942	4 282	820	18 870	1 579
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	10 127	.....	.....	84 135	.....
Agence des services frontaliers du Canada	50 722	15 675	1 733	57 088	3 613
Service canadien du renseignement de sécurité	6 818	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	7 302	698	107	25 431	507
Commission nationale des libérations conditionnelles	6 083	3 059	235	3 534	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	.....	1 000	500	1 750	279
Bureau de l'enquêteur correctionnel	.....	.....	.....	208	.....
Gendarmerie royale du Canada	40 281	35 160	411	47 072	15 095
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	.....	.....	.....	38	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	875	243	.....	708	.....
Transports					
Ministère	5 053	6 068	2 998	23 193	637
Office des transports du Canada	.....	203	226	2 382	156
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	19	.....	32	3
Travaux publics et Services gouvernementaux	14 619	683	14 769	201 799	(3 058)
Total pour tous les ministères et organismes	1 762 466	359 287	119 461	1 157 333	111 783

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
938	1 574	.....	2 120	30 883	.....	886	27 350	57 985
.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000	.....	60 000
280	139	.....	1 394	.....	.....	.....	70	12 296
.....	.....	.....	300	.....	.....	.....	30	814
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	63
4 014	41 525	.....	8 138	80 708	.....	557	20 092	219 399
.....	719	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 580
3	59	.....	109	33 720	.....	5	60	37 661
.....	13	.....	.....	.....	.....	84	.....	237
30	89	.....	30	.....	.....	.....	.....	1 867
4 310	17 208	.....	.....	16 458	.....	922	3 938	74 453
.....	.....	.....	.....	(3 648)	.....	.....	80	90 534
11 546	10 388	.....	42 099	.....	.....	2 018	2 480	192 402
.....	.....	.....	.....	.....	.....	54 680	.....	61 498
1 700	10 361	406	.....	.....	.....	121	1 620	45 013
742	177	.....	736	.....	.....	.....	30	14 536
.....	.....	.....	.....	.....	.....	30 000	1 600	31 929
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	208
15 448	23 213	4 825	35 694	.....	.....	2 631	3 709	216 121
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	38
.....	131	.....	130	.....	.....	.....	.....	2 087
3 252	2 819	733	3 252	63 663	.....	88 402	6 473	193 597
56	108	.....	191	.....	.....	.....	20	3 302
.....	5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	59
(6)	1 205	48 387	86	.....	.....	458	113 480	165 462
324 099	500 174	118 321	450 376	9 198 263	(799 000)	560 511	655 148	13 207 926

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payés par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui n'étaient pas prévues dans le Budget principal des dépenses et doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Niveau initial	750 000 000 \$
-----------------------	-----------------------

Moins: Postes qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor et sont inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses :

Ministère ou organisme	(dollars)
------------------------	-----------

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Agence canadienne de développement international

Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé

Les modalités et conditions pour les contributions liées au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique ont été approuvées en février 2005, mais trop tard pour que les fonds requis en vue des paiements soient inclus au Budget principal des dépenses. Le versement de 29 millions de dollars par l'Agence canadienne de développement international au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique était considéré comme urgent, puisque ce versement devait être fait en avril 2005, afin que des tiers y investissent également. Des retards dans le versement des fonds à investir par le gouvernement du Canada auraient pu causer la perte d'investissements correspondants clés de la part d'investisseurs institutionnels.

29 000 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Financement pour l'entente conclue avec la Première nation Deh Cho énonçant des directives pour les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance sous le processus Deh Cho et le règlement en collaboration des questions non réglées liées au projet de construction d'un gazoduc dans la vallée du Mackenzie

Le mandat de négociation d'une entente avec la Première nation Deh Cho a seulement été approuvé par le gouvernement en avril 2005, longtemps après le dépôt du Budget principal des dépenses de 2005-2006 au Parlement. En vertu de l'entente portant règlement finalement conclue avec la Première nation Deh Cho, le paiement devait être effectué dans les 90 jours suivant la signature de l'entente. Par conséquent, le paiement devait être versé avant l'approbation du Budget supplémentaire des dépenses en décembre 2005. La conclusion de l'entente portant règlement a éliminé un obstacle à l'avancement des travaux dans le cadre du projet de construction d'un gazoduc dans la vallée du Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest.

5 000 000

Fonds en vue de la mise en œuvre et de l'appui d'initiatives reliées à l'expansion et à l'extension de la Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain

Même si l'on a annoncé des fonds additionnels devant servir à l'expansion de la Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain par la création de projets dans d'autres villes et l'amélioration des projets en cours, ces fonds n'ont pas été approuvés à temps pour être inclus dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. La totalité des crédits fournis dans le Budget principal des dépenses dans les crédits de fonctionnement et de contributions attribués pour le Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et Indiens non inscrits étaient insuffisants pour permettre au Bureau de prendre des engagements à la suite des négociations avec les provinces. L'autorisation d'engager des dépenses additionnelles avant l'adoption du projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006, prévue en décembre, était considérée comme urgente, car sinon le Bureau aurait été obligé d'interrompre des projets et les bénéficiaires de contributions auraient eu à congédier du personnel.

7 418 000

Fonds provisoires en réponse à la suite de décision de la Cour suprême dans le jugement *R. c. Powley* à l'appui des activités de recherche, des discussions multilatérales et de l'amélioration des capacités des organisations métisses

Dans le budget de 2005, on réservait des fonds pour une initiative de deux ans en réponse à la décision de la Cour suprême dans l'affaire *R. c. Powley*. De nouveau, ces fonds n'ont pas été inclus dans le Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006, en raison du moment de sa présentation. Les fonds fournis au Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits dans le Budget principal des dépenses étaient insuffisants pour gérer les activités qui devaient être entreprises avant l'automne, notamment celles liées à la récolte. En raison de cela, on estimait qu'il était urgent d'éviter des délais dans la mise en œuvre de ces programmes.

8 724 639

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne des grains

Fonds à assurer la salubrité et la qualité des grains

Il s'agit d'une annonce faite dans le budget de 2005 qui n'a pas été incluse dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Ce poste était considéré comme urgent puisque la Commission canadienne des grains manquait de liquidités pour financer ses opérations au delà du mois d'août 2005 et, par conséquent, ne pouvait attendre jusqu'à l'obtention d'une autorisation additionnelle de dépenser par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses (A) en décembre 2005.

21 000 000

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Ministère

Fonds pour une contribution financière relative à un accord d'aide conclue entre le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) et la Société du Vieux Port de Montréal Incorporée

Les fonds additionnels approuvés pour cette société d'État n'ont pas été inclus dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Ces fonds additionnels étaient nécessaires pour défrayer les coûts d'exploitation durant la saison la plus occupée, c'est à dire du printemps à l'automne de 2005 et, par conséquent, bien avant que l'on puisse obtenir l'autorisation d'engager des dépenses supplémentaires par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006 en décembre. On a approuvé l'accès au crédit Éventualités du gouvernement pour permettre au Bureau de l'infrastructure de verser une contribution dans le cadre d'une entente d'aide financière conclue entre le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) et la Société du Vieux Port de Montréal Incorporée, afin que celle-ci dispose de suffisamment de fonds pour défrayer ses coûts opérationnels.

16 325 000

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Ministère

Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles afin d'améliorer l'accès à l'information et à la culture littéraire pour les Canadiens incapables de lire des documents imprimés

L'engagement initial consistant à fournir des fonds à l'Institut canadien pour les aveugles (INCA) a été annoncé dans le budget de 2003. Le budget de 2005 fournissait une subvention unique additionnelle de 6 millions de dollars au cours de 2005-2006 afin d'aider l'INCA à numériser sa collection d'audiocassettes analogiques et à offrir ses services de bibliothèque à des Canadiens et Canadiennes à travers le pays. Comme d'autres annonces faites dans le budget de 2005, cette subvention n'a pas été incluse dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Or, l'INCA avait pris des engagements pour mettre en œuvre l'initiative à compter d'avril. L'accès au crédit Éventualités du gouvernement était considéré comme urgent afin de fournir à l'INCA une subvention de 4,6 millions de dollars devant lui permettre de défrayer les dépenses qu'il s'était engagé à faire dans le cadre de l'initiative jusqu'en décembre 2005, lorsqu'on pouvait demander l'autorisation d'utiliser le montant total de 6 millions de dollars par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses (A).

4 600 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organismes

(dollars)

JUSTICE

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Financement pour respecter les obligations et exécuter le mandat prévu en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE)

On a approuvé l'attribution de fonds au Commissariat à la protection de la vie privée pour une deuxième année consécutive afin de lui fournir les ressources dont il a besoin pour remplir son mandat. Ces fonds n'ont pas été fournis dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. On a approuvé l'accès au crédit Éventualités du gouvernement pour lui fournir suffisamment de fonds afin de défrayer les coûts de fonctionnement liés à la LPRPDE jusqu'à ce qu'une autorisation de dépenser des fonds additionnels pouvait être demandée par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses en décembre.

2 900 000

PARLEMENT

Conseiller sénatorial en éthique

Fonds pour la création et l'exécution des fonctions opérationnelles du poste de Commissaire à l'éthique du Sénat

Le poste de Conseiller sénatorial en éthique a été créé en vertu du décret C.P. 2005-0273, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2005. Malheureusement, il était trop tard pour inclure les fonds requis dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006. Étant donné que le Conseiller sénatorial en éthique a besoin de fonds pour faire fonctionner son bureau jusqu'à l'approbation du projet de loi de crédits du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2005-2006, on a approuvé l'accès au crédit Éventualités du gouvernement.

775 000

TRANSPORTS

Ministère

Conclusion d'une entente de règlement négociée avec l'Administration portuaire de Toronto

Suite à la décision de la Ville de Toronto de ne pas appuyer la construction d'un pont fixe reliant la terre ferme et l'aéroport du centre ville de Toronto, le gouvernement du Canada a négocié la conclusion d'une entente de règlement avec l'Administration portuaire de Toronto. Pour limiter les responsabilités, le paiement était requis au moment de la conclusion de l'entente et avant l'approbation de la totalité des crédits dans le Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006. Vu que la nécessité de cette entente et le moment de sa conclusion n'étaient pas prévus, il a fallu attribuer des fonds additionnels, du fait que Transports ne pouvait verser le paiement en se servant des fonds approuvés à titre de crédits provisoires par rapport au Budget principal des dépenses.

35 000 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organismes

(dollars)

TRANSPORTS

Ministère

Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement

L'attribution de fonds additionnels s'élevant à 45,7 millions de dollars à Marine Atlantique a été annoncée à titre de mesure temporaire pour compenser son déficit d'exploitation prévu en 2005-2006. Depuis 1999, le coût des opérations est supérieur aux revenus, en partie à cause de l'augmentation des prix du combustible. Les 32 millions de dollars attribués serviront à financer les opérations jusqu'en décembre 2005. On considérait que l'accès au crédit Éventualités du gouvernement était urgent, étant donné que la société d'État n'aurait pas pu continuer à faire fonctionner ses deux traversiers entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador sans les fonds additionnels.

32 000 000

Total des postes qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor 162 742 639

Solde courant 587 257 361 \$

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada

(Ces fonds seront octroyés aux provinces et aux territoires qui collaborent avec le gouvernement fédéral à des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) conformément aux priorités de leur administration. Les projets comprennent la construction de centres de production de biodiesel, la collecte et la conversion des gaz d'enfouissement, la conversion aux chauffe-eau alimentés au gaz naturel dans les foyers et le déplacement de l'électricité produite à l'aide de combustibles fossiles dans les communautés des Premières nations et les localités isolées.)

Environnement	1 185
Ressources naturelles	23 433
Total	24 618

Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)

(Les activités devant être financées dans le cadre de cette initiative incluent l'accroissement de la capacité d'abattage intérieure, le renforcement des restrictions sur les moulées animales imposées par le Canada, l'amélioration de l'évaluation des risques posés par les produits dérivés du bœuf pour la santé humaine et l'intensification de la recherche scientifique ciblée sur l'ESB et l'encéphalopathie spongiforme transmissible (EST).)

Agence canadienne d'inspection des aliments	33 050
Agence canadienne de la santé publique	774
Agriculture et Agroalimentaire	63 655
Santé	5 403
Total	102 882

Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement

(Ces économies seront réalisées en utilisant le pouvoir d'achat du gouvernement pour obtenir de meilleurs prix, en modernisant les marchés de services de voyages du gouvernement et en rationalisant les services administratifs.) Pour plus d'information sur le ministère, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Pour les montants par organisation, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles

(Ces économies seront réalisées grâce aux gains de productivité au titre des programmes et de l'administration et à l'élimination et la réduction de programmes.) Pour plus d'information sur le ministère, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Pour les montants par organisation, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Fonds pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils fédéraux régionaux

(Ces fonds appuieront les travaux des conseils fédéraux régionaux visant l'établissement d'une approche intégrée d'élaboration et de prestation de programmes et de services fédéraux dans les régions, de gestion des initiatives horizontales, de communication interministérielle et de coopération en ce qui a trait aux priorités globales.)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	402
Travaux publics et Services gouvernementaux	349
Total	751

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir

(Ces fonds appuieront la rénovation des logements actuels et la construction de nouveaux logements à but non lucratif et aux prix du marché, ainsi que le consentement de prêts directs.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	31 876
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8 000
Total	39 876

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds appuieront la prestation de logements sociaux aux familles à faible revenu au Nunavut, la reconstruction de segments d'autoroute dans les Territoires du Nord-Ouest, la construction de stations d'épuration des eaux usées à Dartmouth et Herring Cove (Nouvelle-Écosse) et la construction d'un passage ferroviaire inférieur à Kenaston (Manitoba).)

Bureau de l'infrastructure du Canada	196 823
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	31
Industrie	143
Société canadienne d'hypothèques et de logement	195
Transports	565
Total	197 757

Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah

(Ces fonds appuieront la réalisation de l'évaluation environnementale liée à ce projet et assureront le soutien en matière de conseils techniques, de communication et de litiges.)

Agence canadienne d'évaluation environnementale	310
Environnement	1 722
Santé	999
Total	3 031

Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique

(Ces fonds permettront de financer des initiatives comme l'amélioration de la surveillance et de l'application des lois en mer, de l'intervention diplomatique et de la planification de la gouvernance internationale des pêches.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	1 199
Pêches et Océans	17 927
Total	19 126

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme)

(Ces fonds appuient des initiatives telles que : la stratégie d'accueil pour les collectivités, qui, surtout, favorise l'établissement de liens entre les nouveaux arrivants et les Canadiens grâce à des programmes de mentorat des pairs chez les jeunes; la Stratégie pour un milieu de travail sans racisme, qui aide à éliminer les obstacles à la mobilité ascendante des membres des minorités visibles et des Autochtones; l'Initiative visant la création d'institutions inclusives, qui tente de favoriser la création de partenariats solides entre les ministères fédéraux et divers groupes communautaires ethnoculturels afin de s'assurer que les politiques et les programmes reflètent les besoins d'une population de plus en plus multiculturelle; l'initiative visant à contrecarrer les crimes motivés par la haine sur Internet, qui vise à lutter contre la distribution de propagande haineuse.)

Citoyenneté et Immigration	2 937
Justice	1 271
Patrimoine canadien	1 679
Ressources humains et du Développement des compétences	1 967
Total	7 854

Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes)

(Ces fonds seront utilisés pour des projets visant à prévenir ou à réduire l'introduction non intentionnelle d'espèces étrangères envahissantes; d'améliorer la détection précoce grâce à une surveillance nationale accrue; d'accroître les capacités d'intervention rapide; de sensibiliser davantage le public aux méthodes de prévention ou de réduction du nombre d'introductions.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	3 619
Environnement	1 000
Pêches et Océans	4 000
Ressources naturelles	1 814
Total	10 433

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées

(Ces fonds soutiendront le recrutement de membres de groupes de minorités visibles et de groupes autochtones dans la fonction publique fédérale, la prestation de l'expérience de travail et d'une formation axée sur les compétences dans un organisme central et dans un ministère responsable aux membres de groupes désignés visés par l'équité en matière d'emploi, l'enseignement de compétences gouvernementales et en matière de leadership aux membres de groupes visés par l'équité en matière d'emploi, la prestation d'une formation linguistique, l'élaboration de modules et d'activités de formation sur la diversité devant être inclus dans le programme d'apprentissage de base pour gestionnaires et à des fins ministérielles, ainsi que la mise à niveau et le développement d'un site Web comportant un ensemble de noms de personnes qui sont membres de groupes visés par l'équité en matière d'emploi et qui désirent participer à des jurys de sélection en vue de concours pour décrocher un emploi dans la fonction publique.)

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	797
Agriculture et Agroalimentaire	171
Citoyenneté et Immigration	150
Conseil privé	534
École de la fonction publique du Canada	402
Gendarmerie royale du Canada	1 196
Travaux publics et Services gouvernementaux	168
Total	3 418

Fonds à l'appui des activités entourant les célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005

(Ces ressources soutiendront les célébrations organisées dans les deux capitales provinciales lors de la Fête du Canada, les activités liées au centenaire devant coïncider avec les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux d'été du Canada de 2005 à Regina et les projets d'immobilisations commémoratifs qui généreront des retombées socio-économiques durables pour le développement communautaire et la durabilité en Alberta et en Saskatchewan.)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	12 848
Patrimoine canadien	6 600
Total	19 448

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery)

(Les fonds affectés à cette initiative touchent la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission Gomery et des ressources pour aider les ministères à appuyer les travaux de cette dernière et du conseiller juridique spécial pour le recouvrement des fonds.)

Conseil privé	16 965
Justice	1 717
Travaux publics et Services gouvernementaux	6 672
Total	25 354

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar

(Les fonds consacrés à cette initiative touchent la mise sur pied et le fonctionnement continu de la Commission, ainsi que des ressources pour permettre aux ministères d'appuyer les travaux de la Commission.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	1 136
Agence des services frontaliers du Canada	273
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	33
Conseil privé	9 652
Gendarmerie royale du Canada	2 148
Justice	4 113
Sécurité publique et Protection civile	240
Total	17 595

Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

(Ces fonds soutiennent des projets de numérisation qui protégeront et préserveront des éléments à grande valeur historique, comme des émissions de la Société Radio-Canada, les principales collections bibliographiques et archivistiques de Bibliothèque et Archives du Canada et environ 250 films de l'Office national du film.)

Agence Parcs Canada	351
Anciens combattants	975
Bibliothèque et Archives du Canada	5 209
Musée canadien des civilisations	1 554
Musée national des sciences et de la technologie	148
Office national du film	1 875
Patrimoine canadien	10 000
Société du Centre national des Arts	600
Société Radio-Canada	2 000
Statistique Canada	356
Total	23 068

Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique

(Ces fonds reflètent la contribution du gouvernement à un fonds de dotation pour des programmes de sport et aux coûts d'évaluations environnementales, de consultations de design et de construction des différents lieux de compétition, y compris le coût d'acquisition de matériel pour un réseau de surveillance de la météo qui facilitera l'établissement de prévisions météorologiques pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.)

Environnement	3 147
Patrimoine canadien	39 171
Total	42 318

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime)

(Ces fonds appuient les nombreux projets prévus dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime, qui est conçue pour organiser, coordonner et inspirer les efforts locaux en matière de prévention du crime, dont le Fonds d'action en prévention du crime, le Fonds de développement des recherches et des connaissances et le Fonds d'aide à la police, aux services correctionnels et aux collectivités.)

Gendarmerie royale du Canada	645
Sécurité publique et Protection civile	27 177
Total	27 822

Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale

(Ces fonds contribueront à l'accroissement de la capacité et à donner un meilleur accès à du financement aux petites et moyennes entreprises qui utilisent leurs surplus pour atteindre des objectifs sociaux et communautaires.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	7 991
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 725
Industrie	9 371
Total	19 087

Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une éventuelle pandémie de grippe et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins

(Ces fonds soutiendront le développement, la production et la mise à l'essai, par un fournisseur national, d'un prototype de vaccin basé sur une variante génétiquement modifiée de H5N1 (grippe aviaire).)

Agence canadienne de la santé publique	6 417
Santé	1 168
Total	7 585

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne

(Ces fonds représentent un transfert de ressources des ministères et organismes utilisateurs à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, afin de permettre au ministère de coordonner l'élimination des biens excédentaires de l'État pour leur compte.)

Agriculture et Agroalimentaire	25
Affaires indiennes et du Nord canadien	21
Anciens combattants	22
Défense nationale	1 142
Développement social	54
Environnement	36
Gendarmerie royale du Canada	125
Industrie	45
Pêches et Océans	91
Ressources naturelles	21
Service correctionnel	35
Transports	30
Travaux publics et Services gouvernementaux	518
Total	2 165

Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans)

(Ces fonds soutiendront l'identification des secteurs à valeur écologique et biologique importante et la cartographie du fond marin dans la mer de Beaufort, sur la côte nord du Pacifique, dans le golfe du Saint-Laurent, dans la Plate-forme Scotian et dans la baie de Plaisance/Grands Bancs; la consultation des parties touchées; l'élaboration de lignes directrices précises pour l'identification, la sélection et la gestion des zones de protection marines.)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 000
Agence Parcs Canada	170
Conseil national de recherches du Canada	100
Environnement	1 101
Pêches et Océans	7 025
Ressources naturelles	1 978
Transports	2 400
Total	13 774

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds seront utilisés pour établir le programme et pour soutenir les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces participants concernant la sélection, l'évaluation et l'approbation des projets et de répondre aux besoins en matière de systèmes du Fonds.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	194
Agence de promotion économique du Canada atlantique	349
Bureau de l'infrastructure du Canada	27 582
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	972
Industrie	2 351
Total	31 448

Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador

(Ces fonds appuient les activités des nouveaux conseils chargés de la mise en œuvre des conditions de l'Accord, qui a établi le gouvernement régional Nunatsiavut, de la gestion des pêches et d'une étude sur la récolte menée par les Inuits.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	4 664
Agence Parcs Canada	25
Environnement	23
Pêches et Océans	267
Total	4 979

Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada

(Les initiatives financées dans le cadre de ces investissements comprennent la création d'un système de télédétection et de cartographie de la partie nord de la côte du Labrador; la mise au point d'outils de prévision et de détection du brouillard; une campagne nationale de sensibilisation à la sécurité nautique et la consommation d'alcool; la mise au point d'outils de cartographie et de visualisation pour la gestion de la recherche; le Programme canadien d'exercice de simulation en recherche et sauvetage au sol.)

Agence Parcs Canada	230
Environnement	851
Gendarmerie royale du Canada	313
Pêches et Océans	1 303
Transports	451
Total	3 148

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces ressources sont destinées aux campagnes et initiatives publicitaires du gouvernement comme : les campagnes sur la fumée secondaire du tabac et la lutte contre le tabagisme; le Défi d'une tonne sur la réduction des gaz à effet de serre; les Obligations d'épargne du Canada; les campagnes de recrutement des Forces canadiennes; les services fiscaux électroniques; les avis publics comme les avis d'ouverture et de fermeture de la pêche récréative, la publicité portant sur des événements à la Biosphère de Montréal et sur d'autres expositions du gouvernement fédéral, et des annonces concernant des consultations publiques relatives aux espèces qu'il convient de protéger en vertu de la Loi sur les espèces en péril; pour des événements tels que le centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan et l'anniversaire du Jour de la Victoire en Europe; les campagnes de sensibilisation aux grossesses saines, à la planification personnelle en prévision de situations d'urgence, à la conduite prudente, à l'entrepreneuriat, à l'acquisition continue du savoir grâce à des études postsecondaires, et aux services offerts aux personnes handicapées, aux aînés et aux enfants.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	40
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	175
Affaires indiennes et du Nord canadien	75
Agence canadienne de la santé publique	750
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	21
Agence de promotion économique du Canada atlantique	227
Agence des douanes et du revenu du Canada	3 100
Agence des services frontaliers du Canada	654
Agence Parcs Canada	1 121
Agriculture et Agroalimentaire	1 390
Anciens combattants	400
Bureau de l'infrastructure du Canada	5
Commission canadienne des grains	110
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	222
Conseil national de recherches du Canada	746
Défense nationale	8 000
Développement social	4 380
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	687
Environnement	35
Finances	5 000
Industrie	3 794
Justice	2 600
Office des transports du Canada	32
Patrimoine canadien	804
Pêches et Océans	252
Ressources humains et du Développement des compétences	7 194
Ressources naturelles	5 997
Santé	13 200
Sécurité publique et Protection civile	5 500
Statistique Canada	45
Transports	2 121
Travaux publics et Services gouvernementaux	225
Total	68 902

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises

(Ces fonds appuieront la mise en œuvre de la stratégie de réglementation intelligente, y compris la conception et la mise au point du Système d'élaboration et de mise en œuvre des règlements, en vue d'améliorer la coordination et la coopération à l'échelle fédérale, nationale et internationale et de mettre à jour et de publier un rapport sur les mesures et les plans en matière de réglementation et au lancement d'un site Web consolidé sur la réglementation fédérale.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	81
Agence canadienne d'évaluation environnementale	81
Agence canadienne d'inspection des aliments	325
Agence des services frontaliers du Canada	81
Agriculture et Agroalimentaire	162
Conseil privé	2 299
Environnement	81
Industrie	122
Justice	162
Pêches et Océans	81
Ressources humains et du Développement des compétences	92
Ressources naturelles	81
Santé	81
Transports	162
Total	3 891

Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada

(Ces fonds établiront le Musée du portrait dans l'ancienne ambassade des États-Unis à Ottawa et permettront de procéder aux travaux de rénovation et d'expansion et d'aménager les expositions.)

Bibliothèque et Archives du Canada	2 184
Travaux publics et Services gouvernementaux	6 000
Total	8 184

Fonds destinés à renforcer et à améliorer la présence du gouvernement du Canada dans les régions, par l'augmentation des capacités des ministres régionaux concernés

(Ces fonds permettront d'accroître la présence du gouvernement fédéral dans les régions, contribuant ainsi à l'élaboration de politiques nationales, selon une perspective régionale, améliorant la gestion horizontale et l'intégration de politiques et de programmes, et améliorant la capacité du gouvernement du Canada à répondre à des questions régionales.)

Conseil privé	306
Ressources humains et du Développement des compétences	77
Total	383

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production

(Ces fonds appuieront les entreprises à forte intensité de capital qui produisent des textiles pour le secteur traditionnel du vêtement afin qu'elles puissent convertir du matériel désuet et moderniser les machines et les installations.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	5 110
Industrie	4 074
Total	9 184

Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel

(Ces fonds seront utilisés pour mener des études de faisabilité, qui examineront les possibilités et les options en vue de faire diminuer les doublons et la fragmentation des services administratifs dans l'ensemble du gouvernement par la mise en œuvre de services communs et de normes communes.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	400
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	425
Finances	775
Ressources naturelles	400
Santé	400
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 475
Total	7 875

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Ces fonds offriront du soutien financier à des initiatives comme les suivantes : le concours national de rédaction et de réalisation de nouvelles pour les écrivains et les réalisateurs; l'amélioration du potentiel de l'industrie cinématographique au sein des communautés minoritaires francophones et anglophones en Ontario, dans les Prairies, en Acadie, dans le Nord canadien et au Québec; plusieurs projets touchant des problèmes de santé au Nouveau-Brunswick; des projets d'alphabétisation en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon et à Terre-Neuve-et-Labrador; l'aide au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba pour soutenir les jeunes francophones et le développement économique des milieux ruraux francophones; l'intégration des nouveaux arrivants francophones dans les collectivités canadiennes; le soutien d'une stratégie sur les pêches pour les collectivités anglophones sur la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent.)

Agence canadienne de la santé publique	298
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	257
Agriculture et Agroalimentaire	401
Citoyenneté et Immigration	216
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	227
Conseil des Arts du Canada	800
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	242
Industrie	210
Office national du film	320
Pêches et Océans	110
Ressources humains et du Développement des compétences	255
Société du Centre national des Arts	266
Téléfilm Canada	475
Total	4 077

Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes

(Ces fonds soutiendront les projets suivants : la création d'un bureau national pour les victimes d'actes criminels; l'élaboration et la mise en œuvre de l'Initiative intégrée police/libération conditionnelle et de la Stratégie globale en matière de soins de santé mentale; la coordination à l'échelle nationale des problèmes de santé mentale des délinquants.)

Bureau de l'enquêteur correctionnel	80
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 348
Justice	779
Sécurité publique et Protection civile	340
Service correctionnel	3 979
Total	6 526

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants

(Ces fonds seront utilisés pour élaborer des stratégies communautaires de réintégration des délinquants, pour mettre en place des tribunes communautaires, pour créer des trousseaux d'information sur le système de justice pénale et pour élaborer des approches de traitement et de supervision communautaires.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	1 287
Sécurité publique et Protection civile	1 629
Service correctionnel	4 390
Total	7 306

Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida

(Ces fonds permettront de soutenir les collectivités des Premières nations et des Inuits, les organisations internationales et les partenaires intérieurs admissibles dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida; de verser des nouveaux crédits à Service correctionnel pour améliorer la recherche et les programmes (surveillance et soins) pour prévenir et traiter les cas de VIH/sida parmi les détenus des pénitenciers fédéraux; et de verser des subventions aux chercheurs et au personnel des hôpitaux universitaires et de recherche du pays pour ajouter aux connaissances sur le VIH/sida.)

Agence canadienne de la santé publique	6 466
Instituts de recherche en santé du Canada	2 905
Santé	1 863
Service correctionnel	885
Total	12 119

Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre)

(Ces fonds appuieront des initiatives comme l'amélioration du filtrage à l'étranger; une stratégie visant à déceler les demandeurs du statut de réfugié qui ont fait des déclarations trompeuses et à les exclure; le soutien aux activités d'application de la loi et aux enquêtes criminelles.)

Agence des services frontaliers du Canada	6 026
Citoyenneté et Immigration	1 848
Gendarmerie royale du Canada	620
Justice	4 628
Total	13 122

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques

(Ces fonds appuieront les activités visant à : améliorer les techniques cryptographiques destinées à rendre les informations et les télécommunications chiffrées plus compréhensibles; mettre au point des techniques et des technologies visant l'accès à des communications qui ne peuvent être interceptées par les voies normales; traiter et analyser les renseignements obtenus; intercepter les télécommunications à des fins de surveillance et d'enquête.)

Défense nationale	20 209
Gendarmerie royale du Canada	14 378
Industrie	244
Justice	2 368
Sécurité publique et Protection civile	157
Total	37 356

Fonds pour des programmes qui soutiennent de façon continue des initiatives visant à accélérer la circulation à la frontière de marchandises à faible risque (Initiatives de modernisation des douanes à la frontière)

(Ces fonds visent à soutenir des initiatives comme le Régime de sanctions administratives pécuniaires, qui favorise le respect des lois sur les douanes, ainsi qu'une initiative de modernisation des frontières liée à la collecte et à la diffusion de statistiques sur le commerce international.)

Agence des services frontaliers du Canada	658
Statistique Canada	289
Total	947

Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale

(Ces fonds appuieront l'élaboration de descriptions de travail génériques des classifications par profession Systèmes d'ordinateurs (CS) et Gestion du personnel (PE).)

Pêches et Océans	639
Travaux publics et Services gouvernementaux	995
Total	1 634

Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves

(Ces fonds permettront de soutenir les initiative suivantes : l'Initiative visant la garde d'enfants chez les Inuits et les Premières nations, qui a permis de créer des places en garderie; le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves, qui favorise le développement des jeunes enfants; l'élaboration d'un plan de formation permettant aux intervenants qui s'occupent de ces programmes d'obtenir un titre professionnel en éducation des jeunes enfants.)

Ressources humains et Développement des compétences	6 971
Santé	7 332
Total	14 303

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux

(Ces fonds appuieront des projets tels que l'assainissement de l'aquifère d'eau potable à la base des Forces canadiennes de Valcartier située près de Shannon (Québec) et la gestion des risques connexes; l'entretien de la mine Giant située près de Yellowknife (T.N.-O.) ainsi que les études techniques et l'évaluation environnementale d'un projet de nettoyage du site; l'assainissement du port public de Bushell.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	37 074
Agence canadienne d'inspection des aliments	34
Agence des services frontaliers du Canada	546
Agence Parcs Canada	1 383
Agriculture et Agroalimentaire	665
Défense nationale	28 606
Gendarmerie royale du Canada	232
Pêches et Océans	1 582
Ressources naturelles	227
Santé	2 468
Secrétariat du Conseil du Trésor	331
Service correctionnel	1 116
Transports	10 903
Total	85 167

Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie

(Ces fonds sont notamment affectés au soutien au développement économique pour aider la Première nation Deh Cho à étudier et à développer des possibilités commerciales, à accroître les niveaux de dotation du gouvernement fédéral pour soutenir le processus de négociation et à favoriser la participation aux études environnementales et aux examens de la réglementation.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	10 009
Agence Parcs Canada	234
Total	10 243

Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports

(Ces fonds sont destinés à des initiatives visant à évaluer les indicateurs de la qualité de l'air et de l'eau, à investir dans des instruments destinés à améliorer la mesure des polluants et à effectuer des sondages afin de favoriser une meilleure compréhension de la qualité de l'eau et des pressions que les activités humaines exercent sur les ressources en eau.)

Environnement	10 131
Santé	588
Statistique Canada	2 800
Total	13 519

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques)

(Ces fonds permettront de soutenir l'établissement d'une infrastructure visant à assurer la prévention et le contrôle rapide et efficace des maladies infectieuses en cas de flambée chez les animaux aquatiques et permettront au Canada de répondre à ses exigences commerciales sur les marchés internationaux et le marché intérieur.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	6 053
Pêches et Océans	6 262
Total	12 315

Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

(Ces fonds permettront de soutenir la planification et le déroulement d'un événement réussi, l'établissement et la promotion de la position de principe que le Canada doit présenter à la conférence, ainsi que les coûts liés à la sécurité.)

Environnement	45 245
Industrie	269
Santé	850
Sécurité publique et Protection civile	20 000
Total	66 364

Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires

(Ces fonds appuieront une stratégie unifiée sur la santé publique au moyen de la surveillance, de l'acquisition, de l'échange et de la diffusion de connaissances, la programmation communautaire le renforcement des capacités communautaires, l'information donnée au public, le leadership, la coordination et l'élaboration d'une politique stratégique, de même que le contrôle et l'évaluation.)

Agence canadienne de la santé publique	30 390
Santé	917
Total	31 307

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)

(Ces fonds seront consacrés à des projets interministériels visant à renforcer les mécanismes de gouvernance des responsabilités du Canada en matière de réglementation des produits biotechnologiques; cerner les besoins en matière de commercialisation; mettre au point les outils promotionnels nécessaires; évaluer les risques pour la santé humaine des produits biotechnologiques; mieux faire comprendre et favoriser l'application du Protocole de Cartagena sur la biosécurité, qui contribue à assurer un niveau adéquat de protection dans le domaine du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité d'organismes vivants modifiés issus de la biotechnologie moderne.)

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	210
Agence canadienne d'inspection des aliments	816
Agriculture et Agroalimentaire	285
Conseil national de recherches du Canada	197
Environnement	942
Industrie	4 536
Pêches et Océans	263
Ressources naturelles	200
Santé	842
Statistique Canada	412
Total	8 703

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (*Loi sur la modernisation de la fonction publique*)

(Ces fonds seront consacrés à des initiatives liées à la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique et aux préparatifs de la transition au régime de la nouvelle Loi sur l'emploi dans la fonction publique et de la nouvelle Loi sur les relations de travail dans la fonction publique. Comprend le soutien aux ministères et organismes pour l'élaboration des politiques, les systèmes de gestion des conflits, l'examen des questions de capacité interne et l'élaboration des activités et des programmes d'apprentissage liés à la Loi sur la modernisation de la fonction publique ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre du Système de ressourcement de la fonction publique, qui est un système de TI conçu pour appuyer le recrutement et la dotation.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	2 021
Affaires indiennes et du Nord canadien	125
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	172
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	13 818
Agence des services frontaliers du Canada	2 959
Agence spatiale canadienne	88
Agriculture et Agroalimentaire	676
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	205
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	67
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	94
Commission de la fonction publique	9 012
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	50
Commission des relations de travail dans la fonction publique	3 000
Défense nationale	2 285
Développement social	4 977
École de la fonction publique du Canada	7 711
Environnement	518
Industrie	855
Justice	1 437
Patrimoine canadien	181
Pêches et Océans	867
Ressources naturelles	655
Santé	609
Service correctionnel	3 383
Statistique Canada	547
Transports	502
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 555
Total	58 369

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador)

(Ces fonds appuieront des programmes traitant de problèmes comme la toxicomanie et la santé mentale, la santé maternelle et infantile, l'éducation, le soutien du revenu et les services aux enfants et aux familles dans les communautés innues de Mushuau et Sheshatshiu au Labrador.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	14 822
Santé	5 151
Total	19 973

Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation)

(Ces fonds aideront à payer les coûts directs et indirects de la recherche dans les universités, les collèges et les hôpitaux de recherche canadiens, dont la recherche fondamentale de haute qualité effectuée au Canada, la recherche destinée à faire de nouvelles découvertes, les projets menés par des chercheurs, la recherche sur les microsystemes et l'achat de matériel de recherche.)

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	25 782
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	31 603
Instituts de recherche en santé du Canada	31 628
Total	89 013

Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement *R. c. Powley* afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses

(Ces fonds permettront de soutenir : la capacité des groupes métis d'entamer un dialogue avec des partenaires fédéraux et provinciaux; la recherche et l'élaboration de politiques sur les droits des Métis autochtones; la recherche et les analyses juridiques exhaustives visant à mieux préciser les questions touchant les droits des Métis autochtones.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	13 519
Agence Parcs Canada	300
Environnement	289
Gendarmerie royale du Canada	210
Pêches et Océans	300
Total	14 618

Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales

(Ces ressources serviront au maintien du Programme des expositions du Canada, y compris du Pavillon du Canada, qui est utilisé lors de grands événements comme le Stampede de Calgary, le Festival des lumières à Charlottetown et les Grands voiliers à Halifax, à l'administration du Quai Canada au Harbourfront Centre à Toronto et au programme d'extension des services aux Canadiens vivant dans des secteurs ruraux et des localités isolées.)

Agriculture et Agroalimentaire	500
Travaux publics et Services gouvernementaux	4 635
Total	5 135

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus

(Ces fonds soutiendront l'engagement du gouvernement de traiter 12 000 demandes de plus par année au cours des deux prochaines années dans la catégorie des parents et des grands parents et d'étendre deux projets pilotes qui permettent aux étudiants étrangers partout au Canada de travailler hors campus pendant leurs études et de travailler au Canada pour une deuxième année après l'obtention du diplôme.)

Agence des services frontaliers du Canada	1 895
Citoyenneté et Immigration	54 219
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	243
Gendarmerie royale du Canada	1 875
Justice	2 133
Service administratif des tribunaux judiciaires	159
Total	60 524

Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités)

(Ces fonds permettent de soutenir les organisations communautaires sans but lucratif qui ont pour mission de faire progresser et de diversifier les économies locales afin de recruter du personnel clé, de le perfectionner et de le conserver, d'améliorer les services offerts aux régions isolées et aux communautés de langue officielle en situation minoritaire et de répondre à la demande de services aux entreprises qui réaffectent leurs excédents à la poursuite de leurs objectifs sociaux et communautaires.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	7 545
Agence de promotion économique du Canada atlantique	3 288
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	5 280
Industrie	9 382
Total	25 495

Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400^e anniversaire de Québec en 2008

(Ces fonds permettront de soutenir des projets comme : l'investissement de capitaux dans trois sites côtiers du fleuve Saint-Laurent (baie de Beauport, Pointe-à-Carcy et bassin Brown); l'expansion du centre d'interprétation au Vieux Port de Québec; amélioration des infrastructures autour du bassin Louise.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 987
Agence Parcs Canada	972
Total	2 959

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes

(Ces fonds permettront d'améliorer les capacités de surveillance du cycle de vie des médicaments et des instruments médicaux; d'élaborer, de contrôler et d'appliquer de nouveaux règlements visant les transfusions sanguines, les cellules, les tissus et les greffes d'organes.)

Agence canadienne de la santé publique	716
Santé	9 844
Total	10 560

Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie)

(Ces fonds permettront de soutenir les obligations en matière d'évaluation environnementale et de réglementation liées au Projet gazier du Mackenzie, y compris l'administration du processus de réglementation et des projets scientifiques visant à évaluer l'impact du pipeline, la participation à ce processus et à ces projets scientifiques d'évaluation de l'impact du pipeline et les conseils scientifiques connexes.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	9 195
Agence canadienne d'évaluation environnementale	737
Agence Parcs Canada	125
Environnement	4 911
Pêches et Océans	4 052
Ressources naturelles	4 902
Transports	1 909
Total	25 831

Fonds visant à créer et à maintenir un portail intégré, complet et national pour l'immigration par l'amélioration du site Web existant *Se rendre au Canada*

(Ces fonds permettront d'améliorer la disponibilité de renseignements détaillés et précis sur l'établissement, l'immigration, les carrières et l'emploi à l'intention des nouveaux immigrants et des immigrants éventuels au Canada et comprendront le soutien aux provinces (à l'exception du Québec) et aux territoires en vue de la création d'un contenu susceptible d'attirer et d'intégrer les nouveaux arrivants.)

Citoyenneté et Immigration	7 613
Ressources humains et du Développement des compétences	2 223
Total	9 836

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique

(Ces fonds seront utilisés pour soutenir un certain nombre de projets tels que : l'Initiative en génomique et en santé, qui met l'accent sur les efforts intégrés déployés sur une vaste échelle pour favoriser les percées commerciales dans les domaines de la science du génome et de la recherche en santé; le Projet canadien de génomique des plantes cultivées, qui met l'accent sur les gènes responsables de l'adaptation des plantes aux facteurs de stress, par exemple la résistance aux maladies et la tolérance au froid et à la sécheresse.)

Agriculture et Agroalimentaire	5 640
Conseil national de recherches du Canada	6 000
Environnement	960
Santé	4 000
Total	16 600

Fonds visant à promouvoir la paix et la stabilité dans des États fragiles et en déroute, tels que l'Afghanistan, Haïti et le Soudan (Fonds pour la paix et la sécurité)

(Ces fonds appuieront : la location et l'avitaillement des aéronefs destinés à soutenir la mission de l'Union africaine au Soudan; le processus de paix au Moyen Orient; les initiatives liées à la sécurité et aux élections prévues pour l'automne 2005 en Haïti; l'établissement du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) chargé de coordonner l'intervention du Canada en cas de crises dans des États non viables et fragiles.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	30 475
Agence canadienne de développement international	89 000
Total	119 475

Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité)

(Ces fonds couvriront les activités des douze unités mixtes des produits de la criminalité et comprennent la prestation de conseils juridiques et les activités liées aux poursuites.)

Agence des services frontaliers du Canada	294
Gendarmerie royale du Canada	13 515
Justice	4 783
Sécurité publique et Protection civile	134
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 412
Total	20 138

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale)

(Ces fonds permettront de soutenir des initiatives en matière de sécurité telles que : les réformes administratives du système de détermination du statut de réfugié; l'amélioration de la sécurité frontalière; l'accroissement de la collaboration avec les États Unis en ce qui a trait à l'harmonisation du traitement commercial du fret conteneurisé; le programme pilote NEXUS Autoroutes mené conjointement par le Canada et les États Unis, un programme visant à harmoniser les processus d'enregistrement des voyageurs et à faciliter le déplacement des voyageurs à faible risque préapprouvés qui traversent la frontière terrestre entre le Canada et les États Unis; CANPASS-Air, un programme qui permet aux voyageurs à faible risque préapprouvés de remplir rapidement les formalités des douanes grâce à la technologie de reconnaissance de l'iris qui vérifie leur identité; l'installation de matériel de détection de la radiation dans les conteneurs dans dix grands terminaux à conteneurs situés dans trois ports canadiens.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	11 884
Agence des services frontaliers du Canada	68 007
Citoyenneté et Immigration	2 018
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	3 617
Conseil privé	1 863
Défense nationale	5 536
Gendarmerie royale du Canada	37 210
Justice	949
Pêches et Océans	4 397
Ressources naturelles	5 642
Secrétariat du Conseil du Trésor	433
Sécurité publique et Protection civile	16 020
Service administratif des tribunaux judiciaires	708
Transports	4 667
Total	162 951

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct)

(Ces fonds appuieront la maintenance de la Voie de communication protégée, qui permet aux ministères fédéraux de mettre en œuvre des programmes aux termes desquels les citoyens canadiens et les entreprises canadiennes peuvent réaliser des transactions par voie électronique dans un environnement sûr et valide et d'accéder à de l'information et des services du gouvernement du Canada; les initiatives relatives aux passerelles et regroupements du gouvernement en direct, qui donneront aux auditoires canadiens, commerciaux et non-canadiens un accès unique et intégré à l'information et aux services gouvernementaux en « transcendant » les structures organisationnelles; l'initiative expérimentale du Système national d'acheminement des données, qui, lorsqu'il aura été complètement mis en œuvre, permettra aux Bureaux de la statistique de l'état civil d'envoyer par voie électronique des données sur l'état civil, en format standard, à leurs partenaires fédéraux et provinciaux qui sont autorisés à les recevoir; et le projet pilote PerLE, qui aidera les entreprises à déterminer les exigences relatives aux permis et aux licences d'entreprise au moyen d'une fenêtre de guichet unique.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	2 505
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	1 180
Agence canadienne d'inspection des aliments	20
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	55
Agence des douanes et du revenu du Canada (Revenu national)	334
Agriculture et Agroalimentaire	75
Anciens combattants	175
Bibliothèque et Archives du Canada	1 075
Citoyenneté et Immigration	675
Développement social	4 862
Environnement	664
Finances	50
Industrie	4 777
Pêches et Océans	30
Ressources naturelles	155
Secrétariat du Conseil du Trésor	168
Service correctionnel	50
Statistique Canada	533
Travaux publics et Services gouvernementaux	130 976
Tribunal canadien du commerce extérieur	68
Total	148 427

Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux

(Ces crédits reflètent les ententes négociées et conclues récemment, entre le 1 août 2004 et le 31 juillet 2005, avec diverses groupes participant à la négociation collective ou exclus (par exemple, Services des programmes et de l'administration, Vérification, Commerce et Achat, Services de l'exploitation, Services de santé, Agence du revenu du Canada, Agence des services frontaliers du Canada, certaines sociétés d'État et d'autres employeurs et organismes distincts).)

Conseil du Trésor	854 155
Total	854 155

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle

(Depuis 1993, les ministères et organismes peuvent recevoir par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses des crédits annuels d'un montant égal à l'ensemble des revenus tirés de la concession de licences sur la propriété intellectuelle appartenant à l'État et versées au Trésor par ces ministères et organismes l'exercice précédent. Par exemple, l'Agence des services frontaliers du Canada tire des revenus de la concession de licences pour la technologie IONSCAN qui permet de dépister la présence de quantités microscopiques de stupéfiants, alors que l'Agence spatiale canadienne tire des revenus liés aux travaux du centre de traitement des données Radarsat.)

Agence des services frontaliers du Canada	505
Agence spatiale canadienne	12
Agriculture et Agroalimentaire	4 499
Défense nationale	766
Environnement	565
Gendarmerie royale du Canada	563
Industrie	1 669
Pêches et Océans	567
Total	9 146

Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers

(Ces fonds permettront aux ministères ayant la garde de biens immobiliers de réinvestir le produit net dans l'immobilier, conformément au cadre d'investissement stratégique approuvé par le Conseil du Trésor (par exemple, le Plan d'immobilisations à long terme); en outre, les ministères pourront répondre aux exigences en matière de rapport.)

Gendarmerie royale du Canada	845
Service correctionnel	406
Travaux publics et Services gouvernementaux	979
Total	2 230

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement

(Il s'agit d'une pratique de gestion du Budget qui permet aux ministères de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à 5% de leur budget de fonctionnement inscrit dans le budget principal des dépenses. Cette mesure offre aux ministères une certaine flexibilité pour gérer ou mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années.)

Administration du pipe-line du Nord	63
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	51 142
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	6 823
Affaires indiennes et du Nord canadien	27 044
Agence canadienne d'évaluation environnementale	374
Agence canadienne d'inspection des aliments	36 889
Agence canadienne de développement international	10 014
Agence canadienne de la santé publique	8 524
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 109
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	3 313
Agence de promotion économique du Canada atlantique	4 096
Agence des services frontaliers du Canada	34 524
Agence spatiale canadienne	6 270
Agriculture et Agroalimentaire	29 356
Anciens combattants	9 262
Bibliothèque et Archives du Canada	4 156
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	1 144
Bureau de l'enquêteur correctionnel	128
Bureau de l'infrastructure du Canada	880
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats pour les Indiens	3 529
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	60
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1 368
Citoyenneté et Immigration	19 072
Comité des griefs des forces canadiennes	383
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	38
Commissaire à la magistrature fédérale	491
Commissaire aux langues officielles	814
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	257
Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 015
Commission canadienne des affaires polaires	18
Commission canadienne des grains	962
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	4 755
Commission de la fonction publique	3 931
Commission des champs de bataille nationaux	145
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	209
Commission des relations de travail dans la fonction publique	276
Commission des revendications des Indiens	257
Commission du droit du Canada	146
Commission mixte internationale	367
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 406
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	581

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement – Suite

Conseil canadien des relations industrielles	520
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	217
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	153
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 882
Conseil de recherches en sciences humaines	899
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 638
Conseil national de recherches du Canada	17 367
Conseil privé	5 120
Cour suprême du Canada	1 007
Défense nationale	199 999
Développement social	7 973
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 146
École de la fonction publique du Canada	2 604
Environnement	35 384
Finances	3 922
Gendarmerie royale du Canada	60 158
Gouverneur général	813
Industrie	22 633
Instituts de recherche en santé du Canada	1 808
Justice	23 524
Office des transports du Canada	1 061
Office national de l'énergie	844
Office national du film	2 661
Patrimoine canadien	7 532
Pêches et Océans	22 349
Ressources humains et du Développement des compétences	5 938
Ressources naturelles	30 082
Santé	79 415
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	106
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 113
Sécurité publique et Protection civile	5 096
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 310
Service correctionnel	30 197
Statistique Canada	23 172
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	235
Transports	29 250
Travaux publics et Services gouvernementaux	37 960
Tribunal canadien des droits de la personne	189
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	83
Tribunal canadien du commerce extérieur	417
Tribunal d'appel des transports du Canada	59
Tribunal de la concurrence	74
Vérificateur général	3 144
Total	954 245

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu

(Ces fonds seront utilisés pour améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi de s'attaquer aux crimes commis à l'aide d'armes à feu et à la contrebande et incluent de l'aide financière pour : le renouvellement de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes à feu; la mise sur pied d'un programme de collecte de renseignements sur les armes à feu; l'amélioration de la collecte de renseignements et l'accroissement de la capacité du Service canadien des renseignements criminels; l'accroissement des capacités du Système intégré d'identification balistique; l'affectation d'agents de renseignements régionaux auprès des Divisions du renseignement et de la contrebande de partout au pays; le développement des capacités d'élaboration de la politique à l'égard des armes à feu et de la criminalité.)

Agence des services frontaliers du Canada	1 078
Gendarmerie royale du Canada	7 563
Sécurité publique et Protection civile	186
Total	8 827

Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles)

(Ces ressources financeront les efforts visant à revitaliser le Programme d'innovation des langues officielles au sein de la fonction publique grâce à des initiatives comme la création d'un site Web à l'intention des coordonnateurs des langues officielles; l'aide à la prestation des services et au développement des capacités; l'examen des problèmes liés à l'apprentissage et aux acquis linguistiques dans les provinces de l'Atlantique; l'établissement de programmes d'échange offrant aux employés des occasions de travailler dans leur langue seconde; l'instauration de méthodes novatrices pour améliorer les compétences linguistiques; la fourniture d'aide à la Défense nationale afin de mener une étude de faisabilité sur la viabilité d'un projet de maintien des acquis dans la langue seconde; et la publication de renseignements et de travaux de recherche sur la sécurité publique dans les deux langues officielles.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	15
Agence canadienne de la santé publique	20
Agence de promotion économique du Canada atlantique	491
Agence des douanes et du revenu du Canada	306
Agence des services frontaliers du Canada	40
Agence Parcs Canada	23
Anciens combattants	30
Citoyenneté et Immigration	24
Défense nationale	27
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	607
Environnement	45
Gendarmerie royale du Canada	31
Santé	59
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	42
Service correctionnel	67
Transports	90
Travaux publics et Services gouvernementaux	784
Total	2 701

GRAND TOTAL **3 133 197**

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organisations à divers fins. Le tableau présente un résumé de ces opérations. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le Budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	6 070 000 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(4 885 000 \$)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(6 070 000 \$)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	4 885 000 \$

Afin d'assurer que les paquebots de croisière et les traversiers font leur entrée au bassin de façon sécuritaire (projet du Quai de Chandler)

Transports	Crédit 5 (Subventions et contributions)	155 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(155 000 \$)

Aide financière pour une première traduction, en français, en anglais ou dans une des langues autochtones, d'œuvres littéraires d'écrivains canadiens en vue de leur publication au Canada

Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	500 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(500 000 \$)

À l'appui de la Toronto Region Research Alliance dans la promotion de la région en tant que centre de calibre mondial pour l'industrie de la recherche et l'industrie axée sur la recherche

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 65 (Subventions et contributions)	750 000 \$
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(750 000 \$)

À l'appui des activités de mise en valeur et de promotion des technologies langagières

Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	150 000 \$
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	5 208 821 \$
Société Radio-Canada	Crédit 20 (Paiements à la Société Radio-Canada au titre des dépenses de fonctionnement)	2 000 000 \$
Office national du film	Crédit 75 (Fonds renouvelable –Dépenses de fonctionnement)	1 875 000 \$
Musée canadien des civilisations	Crédit 35 (Paiements au Musée canadien des civilisations au titre des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	1 554 250 \$
Anciens combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	975 000 \$
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	600 000 \$
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	355 523 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	351 000 \$
Musée national des sciences et de la technologie	Crédit 90 (Paiements au titre des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	148 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(13 067 594 \$)

Des autorisations de dépenser excédentaires en raison d'une charge de travail inférieure à ce que la Commission avait prévu au départ

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	759 000 \$
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	(759 000 \$)

En appui aux Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène

Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	100 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000 \$)

En vue d'accroître la participation des Premières nations dans la planification et à l'élaboration de projets d'aires marines nationales de conservation dans le cadre du plan d'action du bassin de la baie Georgienne

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	6 250 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	(6 250 \$)

En vue de l'achat de l'équipement de recherche et développement requis et de l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication en aérospatiale)

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses en capital)	5 000 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(5 000 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	20 000 000 \$
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	5 000 000 \$
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	850 000 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	269 000 \$
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 000 000 \$)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 119 000 \$)

Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne

Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 646 560 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 141 560 \$)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses de fonctionnement)	(125 000 \$)
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(91 000 \$)
Développement social	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(54 000 \$)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(45 000 \$)
Service correctionnel	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(35 000 \$)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(36 000 \$)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000 \$)
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Anciens combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 000 \$)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 000 \$)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 000 \$)

Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 303 096 \$
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	567 400 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	284 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	451 412 \$
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses de fonctionnement)	313 242 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	230 408 \$
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(3 149 558 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiement au Conseil des Arts du Canada)	800 000 \$
Téléfilm Canada	Crédit 120 (Paiements à Téléfilm Canada)	475 000 \$
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 10 (Subventions et contributions)	401 400 \$
Office national du film	Crédit 75 (Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement)	320 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 35 (Subventions et contributions)	298 196 \$
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	265 800 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	257 176 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	254 680 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	242 000 \$
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	Crédit 115 (Subventions et contributions)	227 184 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	215 969 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 10 (Subventions et contributions)	50 000 \$ 160 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	109 500 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(4 076 905 \$)

Fonds pour le bulletin Recherche sur les arts et pour la production de rapports statistiques

Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	44 013 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(44 013 \$)

Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc dans la vallée du Mackenzie et de l'exploitation connexe des ressources (projet gazier du Mackenzie)

Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 15 (Dépenses de programme)	167 000 \$
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(167 000 \$)

Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale)

Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	4 400 000 \$
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	133 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 533 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour accroître la compétitivité des industries canadiennes du textile and du vêtement

Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	450 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(450 000 \$)

Pour améliorer la capacité des institutions financières autochtones à l'échelle du pays et augmenter la disponibilité de capitaux pour des prêts au développement (Entreprise autochtone Canada)

Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	370 000 \$
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(70 000 \$)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)

Pour amener des ressources supplémentaires à l'École de la fonction publique du Canada destinées aux Formation linguistique Canada et Formation et perfectionnement Canada

École de la fonction publique du Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	145 000 \$
Commission de la fonction publique	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	(145 000 \$)

Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion à la frontière, de l'exécution de la loi et des services de renseignement de l'immigration

Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	1 967 893 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 967 893 \$)

Pour assurer la conservation des enregistrements de musique canadienne et faciliter l'accès à ceux-ci dans le cadre du Programme Souvenir de la musique canadienne

Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	360 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(360 000 \$)

Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils fédéraux régionaux

Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	402 000 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	349 000 \$
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(751 000 \$)

Pour constituer un groupe d'experts en matière de responsabilité à l'égard de l'égalité entre les hommes et les femmes

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	Crédit 110 (Dépenses de fonctionnement)	220 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(220 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour convier les acheteurs et les diffuseurs étrangers au festival Scène albertaine qui présente du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta

Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	10 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000 \$)

Pour couvrir les frais liés à l'audition de demandes et le prononcé d'ordonnances

Tribunal de la concurrence	Crédit 45 (Dépenses de programme)	200 000 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000 \$)

Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté

Développement social	Crédit 5 (Subventions et contributions)	290 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000 \$)
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(125 000 \$)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(40 000 \$)
Sécurité publique et Protection civile Canada	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(25 000 \$)

Pour des activités relatives à la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement

Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	7 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(7 000 \$)

Pour des projets de recherche qui feront la promotion de l'utilisation des deux langues officielles

Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 80 (Dépenses de fonctionnement)	20 000 \$
	Crédit 85 (Contributions)	500 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(20 000 \$)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(500 000 \$)

Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités du programme des douanes

Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	3 000 000 \$
Agence des douanes et du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 000 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour des ressources supplémentaires en raison du transfert des responsabilités de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique

Agence de santé publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	4 886 175 \$
	Crédit 35 (Subventions et contributions)	40 000 \$
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 886 175 \$)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(40 000 \$)

Pour des travaux liés au Système national d'information sur l'utilisation des médicaments prescrits et pour la présentation d'information sur le prix des médicaments non brevetés au Canada dans le cadre de la Stratégie nationale relative aux produits pharmaceutiques

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	Crédit 25 (Dépenses de programme)	1 650 000 \$
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 650 000 \$)

Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	45 000 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000 \$)
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000 \$)

Pour évaluer les métiers techniques militaires en regard des normes nationales d'apprentissage et en vue de faciliter la mobilité des ouvriers spécialisés partout au Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	164 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(164 000 \$)

Pour financer l'engagement du Canada à l'égard du Programme des Nations Unies pour les établissements humains relativement à la tenue du Forum urbain mondial de 2006, à Vancouver

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	2 927 000 \$
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement)	(2 927 000 \$)

Pour financer le fonctionnement des centres du commerce international

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	357 100 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(357 100 \$)

Pour fournir des fonds à l'appui d'un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à large bande dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec

Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	450 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(450 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour fournir un soutien administratif au personnel de l'ACDI dans les missions à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 500 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(2 500 000 \$)

Pour fournir un soutien administratif au personnel de la GRC dans les missions à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	352 000 \$
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses de fonctionnement)	(352 000 \$)

Pour implanter dans diverses régions du Québec de nouveaux écomusées, des entreprises artisanales ou agroalimentaires qui font la démonstration devant public d'une technique authentique ou d'un procédé de fabrication au moyen l'interprétation de la production

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	140 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(140 000 \$)

Pour intégrer le Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public fédéral à la Stratégie emploi jeunesse

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 032 600 \$
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	8 150 000 \$
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(1 032 600 \$)
	Crédit 35 (Contributions)	(8 150 000 \$)

Pour l'achat du revolver historique qui a servi à assassiner Thomas D'Arcy McGee

Musée canadien des civilisations	Crédit 35 (Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	62 060 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(62 060 \$)

Pour la conférence de l'Association internationale des Biologiques « Le vaccin antipoliomyélitique : Les premières années et au-delà »

Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	30 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000 \$)

Pour la conférence L'itinérance : à la recherche de solutions globales et communautaires

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000 \$
Développement social	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies

Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	400 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(400 000 \$)

Pour l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants, le programme de Subventions canadiennes pour l'épargne-études et d'autres initiatives conjointes

Développement social	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	4 686 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 686 000 \$)

Pour l'Administration régionale Kativik

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	704 126 \$
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(704 126 \$)

Pour la mise en œuvre de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Service administratif des tribunaux judiciaires	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	525 000 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(525 000 \$)

Pour la participation à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones qui se tiendra à Ottawa

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	10 000 \$
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	(10 000 \$)

Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto)

Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	116 800 000 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	863 000 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(863 000 \$)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(116 800 000 \$)

Pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situé dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah

Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	309 900 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(309 900 \$)

Pour la Convention définitive des Inuvialuit

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	599 600 \$
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(599 600 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour le Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales

Agence Parcs Canada	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	180 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(180 000 \$)

Pour le programme d'aviation – hélicoptères

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 033 100 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 033 100 \$)

Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada

Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	300 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)

Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C et pour mener des recherches visant à évaluer comment le programme universel de vaccination contre la grippe de l'Ontario se compare à d'autres programmes ciblés de vaccination du Canada et d'autres pays

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Contributions)	1 380 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(1 355 000 \$)

Pour le projet Renouvellement de l'ensemble des politiques qui vise à intégrer, à simplifier et à regrouper les politiques de l'ensemble du gouvernement élaborées par le Secrétariat du Conseil du Trésor

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	298 000 \$
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(298 000 \$)

Pour le Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 10 (Subventions et contributions)	530 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(530 000 \$)

Pour le transfert de ressources pour les coûts indirects relatifs au projet Gouvernement en direct

Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	225 000 \$
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(225 000 \$)

Pour le règlement et la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	3 123 000 \$
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 123 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour les paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres

Finances	Crédit 5 (Subventions et contributions)	35 057 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(35 057 000 \$)

Pour les services de publication sur le Web fournis au Secteur des relations de travail et opérations de la rémunération et au Secteur des pensions et avantages sociaux du Secrétariat du Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	47 075 \$
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(47 075 \$)

Pour les rajustements requis pour négocier et de mettre en œuvre certaines revendications

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	367 000 \$
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(367 000 \$)

Pour mener un recensement complet de la population en 2006

Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	2 500 000 \$
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 200 000 \$)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(700 000)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000 \$)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000 \$)

Pour offrir une aide financière en vue de la mise en branle d'un nouveau Musée des sciences et de la technologie

Musée national des sciences et de la technologie	Crédit 90 (Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	322 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(322 000 \$)

Pour soutenir divers projets lancés par le Conseil national Traverser les frontières visant à promouvoir une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	75 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(25 000 \$)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(25 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
---------------------	--------	------------

Pour soutenir les activités de promotion qui ont eu lieu pendant le Salon Aqua Nor 2005, où le Canada était à l'honneur

Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	18 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(18 000 \$)

Pour un développement économique stratégique au Nouveau-Brunswick (Initiative conjointe de développement économique)

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	300 000 \$
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)

Pour une contribution à l'International Association for Impact Assessment qui organise une conférence où seront discutées et évaluées des questions touchant l'éthique et les normes de qualité en matière d'évaluation des impacts environnementaux

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	12 500 \$
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(12 500 \$)

Pour une contribution destinée à des initiatives communautaires visant à rendre hommage aux entrepreneurs francophones dans les domaines de l'industrie touristique, du développement rural et de l'économie du savoir et de l'esprit d'entreprise chez les jeunes

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	30 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(30 000 \$)

Pour une subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta Arts remises dans le cadre des célébrations du centenaire de l'Alberta

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	1 000 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000 \$)

Pour la Première nation Miawpukek à Conne River

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	490 000 \$
	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	10 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(500 000 \$)

Soutien apporté au Commissaire aux plaintes relatives au transport aérien de même qu'à la fonction d'établissement des prix et des tarifs

Office des transports du Canada	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	2 182 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 182 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant \$
Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Metropolis)		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	348 750 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(348 750 \$)
TOTAL		0 \$

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le Budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant une demande de modification à la répartition des fonds déjà approuvés par le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, lorsqu'aucun nouveau financement n'est demandé par une organisation, les postes de 1 \$ inscrits dans la colonne « Rajustements des crédits » du Budget supplémentaire des dépenses sont des montants nominaux de référence indiquant que l'organisation demande une autorisation parlementaire par l'entremise des lois de crédits.

Par conséquent, ce tableau ne comprend que les crédits pour lesquels un poste de 1 \$ sont inscrit dans la colonne « Rajustements des crédits » dans le Sommaire du portefeuille.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à l'approbation de subventions, aux virements entre crédits, au sein des organisations et entre elles, ou à la modification d'une autorisation intégrée au libellé du crédit. Voici la description de chacun de ces éléments :

Approbation de subventions – Le libellé utilisé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute modification aux subventions inscrites doit être approuvée par le Parlement. Cette exigence admet une exception: l'Agence canadienne de développement international doit inscrire à la fois ses subventions et ses contributions à faire approuver par le Parlement.

Virements de crédits au sein d'une organisation – Les virements entre crédits au sein d'une organisation servent à réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires d'un crédit à un autre afin de réduire le total des autorisations de dépenses nécessaires dans le Budget supplémentaire des dépenses ou de réaligner le financement approuvé par suite des modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités ministérielles.

Virements entre organisations – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter le financement d'une organisation à une autre afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.

Modification de l'autorisation intégrée au libellé du crédit – Le Budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé du crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Pour le présent budget supplémentaire des dépenses :

Organisation	Numéro du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Agence canadienne de développement international	L25a	Pour modifier le libellé du crédit de manière à décroître le plafond des émissions et paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, aux comptes du fonds d'institutions financières internationales (de 193 500 000 \$ à 163 331 434 \$).
Bureau de l'infrastructure du Canada	7a	Pour autoriser le virement interne de 4 000 000 \$ de son crédit 1 pour effectuer des paiements à la Queens Quay West Land Corporation lié à une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre à Toronto.
	9a	Pour autoriser le virement interne au présent crédit de 16 325 000 \$ de son crédit 5 pour effectuer des paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. afin de reconstruire ses dépenses salariales et ses obligations contractuelles durant la saison du printemps et de l'automne.
	L13a	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. pour financer leurs activités ministérielles et leurs transactions immobilières existantes y compris l'amélioration des domaines à bail, la mise à niveau des édifices, la construction du parc, ainsi que le développement de nouvelles activités.
Défense nationale	3a	Pour autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 à la suite d'une erreur administrative et pour autoriser le virement interne au présent crédit de 1 766 \$ de son crédit 1 pour cette remise de dette .
	4a	Pour autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$.
Finances	1a	Pour autoriser le virement interne au présent crédit de 11 627 050 \$ de son crédit 10 afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro du crédit	Explication
	5a	Pour autoriser le virement interne au présent crédit de 16 143 000 \$ de son crédit 10 afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires, et de 35 057 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) pour les paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres.
	12a	Pour autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$.
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	15a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 607 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour les fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle), aide financière pour une première traduction, en français, en anglais ou dans une des langues autochtones, d'œuvres littéraires d'écrivains canadiens en vue de leur publication au Canada, pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada, et pour des activités relatives à la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement; ainsi que 44 013 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour le bulletin Recherche sur les arts et pour la production rapports statistiques.
Patrimoine canadien – Musée canadien des civilisations	35a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) et de 62 060 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour l'achat du revolver historique qui a servi à assassiner Thomas d'Arcy McGee.
Patrimoine canadien – Société du Centre national des Arts	55a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 610 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro du crédit	Explication
		projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) et pour convier les acheteurs et les diffuseurs étrangers au festival Scène albertaine qui présente du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta; et de 365 800 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour des fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) et en appui aux prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.
Patrimoine canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	115a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 227 184 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour des fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Patrimoine canadien – Téléfilm Canada	120a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 475 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour des fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Ressources humaines et Développement des compétences	7a	Pour radier des Comptes du Canada 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État et pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ de son crédit 1 pour radier ces dettes payables à la Couronne.
Travaux Publics et Services gouvernementaux	5a	Pour autoriser le virement interne au présent crédit de 3 308 000 \$ de son crédit 1 pour l'aménagement du complexe Skyline (Ottawa) afin de répondre aux besoins des clients occupant les locaux.

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les changements apportés à l'organisation et à la structure gouvernementale et les changements apportés aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses de 2005-2006.

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Généralités – Au cours de l'exercice 2005–2006, aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé que des réorganisations seraient apportées aux structures de certains ministères. Ces réorganisations ont entraîné les changements suivants au Budget supplémentaire des dépenses.

En vertu du décret C.P. 2005–1716, fixant au 3 octobre 2005 la date d'entrée en vigueur de la partie 13 (*Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions*) de la *Loi d'exécution du budget de 2005*, chapitre 30 des Lois du Canada (2005). Ces dispositions de la *Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions* comprennent l'établissement de l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions.

En vertu du décret C.P. 2005–0725, certaines sections de la *Loi sur la procréation assistée* sont entrées en vigueur le 12 janvier 2005. Ces dispositions de la *Loi sur la procréation assistée* comprennent l'établissement de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.

Le décret C.P. 2004–0858 désigne le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien comme ministre chargé de l'administration de la Commission des revendications particulières des Indiens.

En vertu du décret C.P. 2005–0273 du 1^{er} avril 2005, l'article 2 de la *Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (conseiller sénatorial en éthique et commissaire à l'éthique) et certaines lois en conséquence* est maintenant en vigueur.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles qui sont incluses dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses inscrites pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget principal des dépenses 2005-2006.

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère

Crédit 7a – Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 000 000 \$US (soit l'équivalent à 130 900 000 \$CAN au taux de change de 1,19 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants :

République du Cameroun.....	3 194 000 \$
République démocratique du Congo.....	1 670 000 \$
République de Madagascar	31 500 000 \$
République du Rwanda.....	4 362 000 \$
République-Unie de Tanzanie.....	62 775 000 \$
République de Zambie.....	27 399 000 \$

Affaires indiennes et du Nord canadien – Commission des revendications particulières des Indiens

Crédit 41a – Dépenses du Programme

Bureau de l'Infrastructure du Canada

Crédit 7a – Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital dont, étant entendu, le paiement d'une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre – Pour autoriser le virement de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006*

Crédit 9a – Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 325 000 \$ du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006*

Crédit L11a – Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.

Crédit L13a – Pour établir une autorisation d'emprunter d'un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 15a – Rajustement de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et des Forces canadiennes

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Défense nationale – Ministère

Crédit 3a – Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n°2 pour 2005-2006*

Crédit 4a – Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$

Environnement – Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions

Crédit 12a – Dépenses du Programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions*

Finances – Ministère

Crédit 12a – Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada le paiement d'au plus 90 % des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la *Loi de crédits n° 4 pour 2003-2004*

Parlement – Conseiller sénatorial en éthique

Crédit 17a – Dépenses du Programme

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 7a – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006*

Santé – Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Crédit 7a – Dépenses du Programme

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget principal des dépenses 2005-2006.

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Crédit 10a – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales, et autorisation de

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à 642 872 579 \$

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Agence canadienne de développement international

Crédit L25a – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 163 331 434 \$ (193 500 000 \$ - 30 168 566 \$), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales

Justice – Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Crédit 45a – Dépenses de fonctionnement et contributions

Patrimoine canadien – Commission de la fonction publique

Crédit 95a – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les revenus perçus au cours de l'exercice, afin de compenser les dépenses encourues durant l'exercice pour la prestation de services d'évaluation et de counselling et l'offre de produits connexes

Ressources naturelles – Ministère

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget principal des dépenses 2005-2006.

Par souci d'offrir une plus grande transparence et d'assurer une plus grande uniformité entre tous les documents du budget des dépenses, les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, qui sont touchées par la fusion ou le transfert de l'ensemble d'un organisme, seront indiquées comme de nouveaux postes législatifs dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Législatifs – Subventions au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador*

Agriculture et agroalimentaire – Ministère

Législatifs – Fonds spécial de la Canadian Cattlemen's Association

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Bureau de l'infrastructure du Canada

Législatifs – Financement du Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence

Conseil du Trésor – École de la fonction publique du Canada

Législatifs – Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*

Finances – Ministère

Législatifs – Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse

Législatifs – Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)

Industrie – Ministère

Législatifs – Obligations contractées pour des paiements de garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Législatifs – Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants

Législatifs – Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) et de 352 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	990 882 000	(4 464 831)	93 332 879	1 079 750 048
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 891 831 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	104 992 000	3 891 831	15 693 774	124 577 605

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, consister en de versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à 642 872 579 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de				
	3 425 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) et de 530 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	642 872 579	3 955 000	50 550 000	697 377 579
(L)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Paielements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	.....	.....	250 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 454 000	.....	.....	59 454 000
(L)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère.....	1 798 520 549	3 382 000	159 576 653	1 961 479 202
Agence canadienne de développement international					
15a	Dépenses de fonctionnement	204 083 000	.....	9 724 450	213 807 450
20a	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses	2 256 031 000	(38 087 000)	119 168 566	2 337 112 566
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	287 178 000	.....	.....	287 178 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 658 000	.....	.....	21 658 000
	Total du budgétaire	2 769 019 970	(38 087 000)	128 893 016	2 859 825 986

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence canadienne de développement international				
L25a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 163 331 434 \$ (193 500 000 \$ - 30 168 566 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	1	2
L30 Paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	4 600 000	.....	.....	4 600 000
L35a Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	1	.....	100 000 000	100 000 001
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	2 509 561	.....	.....	2 509 561
Total du non-budgetaire.....	7 109 563	.....	100 000 001	107 109 564
Total de l'organisme	2 776 129 533	(38 087 000)	228 893 017	2 966 935 550
Centre de recherches pour le développement international				
40a Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	116 086 000	.....	9 000 000	125 086 000
Total de l'organisme	116 086 000	.....	9 000 000	125 086 000
Commission mixte internationale				
45a Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	6 507 000	.....	346 909	6 853 909
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 000	.....	.....	609 000
Total de l'organisme	7 116 000	.....	346 909	7 462 909
Total du portefeuille.....	4 697 852 082	(34 705 000)	397 816 579	5 060 963 661

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	51 142	.....	.....	51 142
Fonds visant à promouvoir la paix et la stabilité dans des États fragiles et en déroute, tels que l'Afghanistan, Haïti et le Soudan (Fonds pour la paix et la sécurité) (<i>poste horizontal</i>)	18 355	1 790	10 330	30 475
Fonds à l'appui de la destruction des armes chimiques au centre de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye en Russie	1 750	.....	25 250	27 000
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	6 379	205	5 300	11 884
Fonds à l'appui des activités liées à la protection des civils, des activités de maintien de la paix, de prévention des conflits et de sécurité publique (Programme de la sécurité humaine)	1 293	.....	8 600	9 893
Fonds pour améliorer la sécurité dans les missions canadiennes à l'étranger	4 409	5 185	.....	9 594
Fonds destinés à des subventions pour améliorer le profil du Canada à l'étranger et pour la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de la place du Canada dans le monde (Programme de diplomatie ouverte)	3 845	.....	4 000	7 845
Fonds pour l'acquisition et la mise en œuvre de la technologie numérique de reconnaissance des visages (Stratégie de sécurité des passeports) .....	.....	3 287	.....	3 287
Fonds pour améliorer les mesures de sécurité liées aux services des passeports et accroître la capacité de gestion au sein de Passeport Canada	655	2 616	.....	3 271
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	295	2 210	.....	2 505
Fonds destinés à un projet pilote relatif à la production de passeports sécurisés (initiative du passeport électronique) .....	.....	2 201	.....	2 201
Fonds supplémentaires pour l'augmentation du personnel et des activités médico-légales relativement aux secours aux sinistrés du tsunami	2 199	.....	.....	2 199
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	2 021	.....	.....	2 021
Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique (<i>poste horizontal</i>)	1 199	.....	.....	1 199
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	1 136	.....	.....	1 136
Fonds pour l'administration de la subvention conditionnelle de 2004-2005 au Forum des fédérations	100	.....	.....	100
Fonds pour l'administration de subventions fournies à la Fondation Asie Pacifique afin de nouer des liens étroits entre la population et les établissements du Canada et la population et les établissements de la région d'Asie-Pacifique	100	.....	.....	100
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	40	.....	.....	40
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	15	.....	.....	15
Montant brut des crédits à adopter	94 933	17 494	53 480	165 907

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles	1 070	.....	2 930	4 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	530	1 800	.....	2 330
Total des fonds disponibles	1 600	1 800	2 930	6 330
Total des crédits à adopter	93 333	15 694	50 550	159 577
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir un soutien administratif au personnel de l'ACDI dans les missions à l'étranger	2 500	.....	.....	2 500
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour le Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	.....	.....	530	530
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour fournir un soutien administratif au personnel de la GRC dans les missions à l'étranger	352	.....	.....	352
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'aménagement et le mobilier de bureau des nouveaux locaux ainsi que les nouveaux logements du personnel dans diverses missions à l'étranger.....	(429)	429	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la Maison des étudiants canadiens afin de compenser les coûts d'amélioration des installations.....	(3 425)	.....	3 425	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'aménagement de la chancellerie canadienne et la construction de logements du personnel à Baghdad	(3 463)	3 463	.....	.....
Total des transferts	(4 465)	3 892	3 955	3 382
Présent budget supplémentaire des dépenses	88 868	19 586	54 505	162 959

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Politique mondiale et sécurité</i>		
Subventions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes.....	2 800 000	.....
Programme des Nations Unies pour le développement	1 500 000	.....
	4 300 000	.....
<i>Politique stratégique</i>		
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	800 000	.....
Subventions dans le domaine des relations culturelles.....	3 200 000	.....
	4 000 000	.....
Total des subventions brutes	8 300 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Politique mondiale et sécurité</i>		
Contribution au Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	530 000	.....
Contributions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes	2 500 000	.....
Centre de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye (programme concerté de réduction des menaces).....	25 250 000	.....
Programme de sécurité humaine.....	8 600 000	.....
Fonds pour la paix et la sécurité	8 830 000	.....
	45 710 000	.....
<i>Politique stratégique</i>		
Contribution pour la Maison des étudiants canadiens	3 425 000	.....
Total des contributions brutes	49 135 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	57 435 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 930 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert	54 505 000	.....

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Crédit L25	Crédit L35	Total
Subventions additionnelles telles qu'inscrites aux organisations internationales.....	.....	159 864	.....	.....	159 864
Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé*.....	.....	.....	.....	100 000	100 000
Fonds visant à promouvoir la paix et la stabilité dans des États fragiles et en déroute, tels que l'Afghanistan, Haïti et le Soudan (Fonds pour la paix et la sécurité) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	89 000	.....	.....	89 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	10 014	.....	.....	.....	10 014
Diminution du plafond de l'émission et des paiements aux comptes du fonds d'institutions financières internationales (Crédit L25).....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	10 014	248 864	.....	100 000	358 878
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	290	.....	.....	.....	290
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	129 695	.....	.....	129 695
Total des fonds disponibles	290	129 695	.....	.....	129 985
Total des crédits à adopter	9 724	119 169	.....	100 000	228 893
Transferts					
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Pour fournir un soutien administratif au personnel de l'ACDI dans les missions à l'étranger.....	.....	(2 500)	.....	.....	(2 500)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Pour le Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	.....	(530)	.....	.....	(530)
Transfert au ministère des Finances – Pour les paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres.....	.....	(35 057)	.....	.....	(35 057)
Total des transferts	.....	(38 087)	.....	.....	(38 087)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 724	81 082	.....	100 000	190 806

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 129 695 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoin en contribution pour l'aide internationale occasionnée par des délais dans la conception des programmes de reconstruction par les partenaires de l'ACDI dans le cadre du programme d'appariement du tsunami asiatique, par la restructuration de certains programmes géographiques afin de respecter les priorités énoncées dans la politique internationale et par des changements apportés aux programmes en cours dans le cadre du Programme Iraq.

* L'avance de fonds d'un montant de 29 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	129 695 000	.....
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	30 168 566	.....
	159 863 566	.....
Total des subventions brutes	159 863 566	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement.....	89 000 000	.....
Total des contributions brutes	89 000 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	248 863 566	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	129 695 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	38 087 000	.....
Paiements de transfert	81 081 566	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)
Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds supplémentaires pour établir de nouveaux programmes de recherche et améliorer les programmes existants.....	9 000

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	367
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	20
Présent budget supplémentaire des dépenses	347

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(COMMERCE INTERNATIONAL)**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	141 405 000	357 100	20 998 604	162 760 704
5a	Contributions	10 910 000	.....	21 000 000	31 910 000
7a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 000 000 \$US (soit l'équivalent à 130 900 000 \$CAN au taux de change de 1,19 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants :				
	République du Cameroun	3 194 000 \$;			
	République démocratique du Congo	1 670 000 \$;			
	République de Madagascar	31 500 000 \$;			
	République du Rwanda	4 362 000 \$;			
	République-Unie de Tanzanie	62 775 000 \$;			
	République de Zambie	27 399 000 \$....	.....	130 900 000	130 900 000
(L)	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 899 000	.....	.....	18 899 000
(L)	Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	18 980 000	.....	.....	18 980 000
	Total du budgétaire	190 263 970	357 100	172 898 604	363 519 674
(L)	Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	653 000 000	.....	.....	653 000 000
	Total du non-budgétaire.....	653 000 000	.....	.....	653 000 000
	Total du Ministère.....	843 263 970	357 100	172 898 604	1 016 519 674
Corporation commerciale canadienne					
10a	Dépenses du Programme.....	16 399 000	.....	(218 000)	16 181 000
	Total de l'organisme	16 399 000	.....	(218 000)	16 181 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne					
15a	Dépenses du Programme.....	2 750 000	.....	148 217	2 898 217
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	206 000	.....	.....	206 000
	Total de l'organisme	2 956 000	.....	148 217	3 104 217
	Total du portefeuille.....	862 618 970	357 100	172 828 821	1 035 804 891

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées proposées du projet de loi de crédits.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour fournir une aide à plusieurs pays pauvres très endettés en leur faisant grâce de certaines dettes souveraines (principal et intérêts) payables à la Couronne.....	.....	.....	130 900	130 900
Aide financière aux associations de l'industrie du bois d'œuvre pour aider à payer les frais juridiques encourus dans le cadre du différend sur le commerce du bois d'œuvre avec les États-Unis....	.....	20 000	.....	20 000
Fonds pour les frais de litige liés au différend sur le commerce du bois d'œuvre avec les États-Unis.....	13 979	.....	.....	13 979
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	6 823	.....	.....	6 823
Fonds versés aux bénéficiaires admissibles pour les coûts liés à la recherche et au développement relatifs aux nouvelles technologies d'entreprise (Programme de partenariats internationaux en science et technologie).....	212	1 000	.....	1 212
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>)	1 180	.....	.....	1 180
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontale</i>)	210	.....	.....	210
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	175	.....	.....	175
Montant brut des crédits à adopter	22 579	21 000	130 900	174 479
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 400	.....	.....	1 400
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	180	.....	.....	180
Total des fonds disponibles	1 580	.....	.....	1 580
Total des crédits à adopter	20 999	21 000	130 900	172 899
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour financer le fonctionnement des centres du commerce international.....	357	.....	.....	357
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 356	21 000	130 900	173 256

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Développement du Commerce international</i>		
Contributions en vertu du Programme de partenariats internationaux en science et technologie	1 000 000	.....
<i>Politique économique et commerciale</i>		
Aide aux associations de l'industrie du bois d'œuvre	20 000 000	.....
Total des paiements de transfert	21 000 000	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(COMMERCE INTERNATIONAL)
Corporation commerciale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Corporation commerciale canadienne – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 10
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles*.....	218

* Le montant des économies du Comité d'examen des dépenses est fourni à titre d'information seulement.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	106
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	42
Présent budget supplémentaire des dépenses	148

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 052 785 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 10 000 \$ du crédit 95 (Industrie) et de 10 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	568 828 000	601 785	55 496 196	624 925 981
5a Dépenses en capital.....	22 758 000	.....	1 986 500	24 744 500
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 489 854 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 089 600 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) et de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 977 915 900	2 372 543	172 863 778	5 153 152 221
15a Paiements à la Société canadienne des postes.....	27 600 000	.....	13 300 000	40 900 000
20a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement.....	4 958 000	.....	3 681 161	8 639 161
25a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....	14 844 000	.....	17 375 000	32 219 000
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	151 779 000	.....	28 073 426	179 852 426
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	51 898 000	.....	.....	51 898 000
(L) Subventions au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>.....	.....	.....	35 974 135	35 974 135
Total du budgétaire.....	5 825 537 870	2 974 328	328 750 196	6 157 262 394
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones.....	36 103 000	.....	.....	36 103 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique.....	42 942 000	.....	.....	42 942 000
Total du non-budgétaire.....	79 045 000	.....	.....	79 045 000
Total du Ministère.....	5 904 582 870	2 974 328	328 750 196	6 236 307 394

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission canadienne des affaires polaires				
40a Dépenses du Programme.....	895 000	.....	18 238	913 238
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 000	.....	.....	72 000
Total de l'organisme	967 000	.....	18 238	985 238
Commission des revendications particulières des Indiens				
41a Dépenses du Programme.....	.....	.....	6 361 016	6 361 016
Total de l'organisme .....	.....	.....	6 361 016	6 361 016
Total du portefeuille.....	5 905 549 870	2 974 328	335 129 450	6 243 653 648

Nota : Le décret C.P. 2004-0858 désigne le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien comme ministre chargé de l'administration de la Commission des revendications particulières des Indiens.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour atténuer les tensions liées à des questions de santé et de sécurité, pour soutenir les investissements prioritaires, liés par exemple aux coûts croissants du service aérien omnibus de colis destinés au Nord et pour réparer les maisons, les routes et les infrastructures communautaires qui ont été endommagées par les inondations au Manitoba et en Alberta.....	1 518	1 987	25 090	13 300	41 895
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	29 880	.....	7 194	.....	37 074
Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir (<i>poste horizontal</i>).....	376	.....	31 500	.....	31 876
Fonds visant à appuyer la mise en œuvre en cours de la Convention du Nord-Est québécois et de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	1 181	.....	27 808	.....	28 989
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	26 883	.....	.....	.....	26 883
Fonds supplémentaires pour apporter un soutien aux services aux enfants et à la famille des Premières Nations dans un contexte de développement social.....	96	.....	24 904	.....	25 000
Fonds consacrés à des investissements stratégiques dans le développement économique des trois territoires.....	1 713	.....	19 078	.....	20 791
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) (<i>poste horizontal</i>).....	1 410	.....	13 412	.....	14 822
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>) ⁽¹⁾	501	.....	9 508	.....	10 009
Fonds consacrés à l'exécution du Programme d'éducation spéciale afin de fournir des ressources supplémentaires, comme des professeurs et des outils technologiques, aux élèves habitant dans les réserves qui ont des besoins particuliers.....	731	.....	9 028	.....	9 759
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	8 284	.....	911	.....	9 195

⁽¹⁾ L'avance de fonds d'un montant de 5 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.....	270	.....	4 776	.....	5 046
Fonds destinés aux activités du Centre national pour la gouvernance des Premières nations.....	.....	.....	5 000	.....	5 000
Fonds à des organismes autochtones nationaux pour préparer et participer aux processus menant aux politiques gouvernementales.....	.....	.....	2 500	.....	2 500
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	44	.....	11 058	.....	11 102
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	1 285	.....	250	.....	1 535
Fonds pour établir et maintenir un secrétariat de relations avec les Inuits devant servir d'interlocuteur pour les groupes inuits auprès du gouvernement fédéral.....	1 442	.....	.....	.....	1 442
Fonds pour appuyer le travail sur la mise en œuvre future du Centre de règlement des revendications.....	661	.....	400	.....	1 061
Fonds destinés aux projets d'infrastructure des Premières nations, comme l'entretien de routes d'accès, dans le cadre du Programme Infrastructures Canada.....	.....	.....	1 007	.....	1 007
Paiements de subventions additionnelles pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse.....	.....	.....	392	.....	392
Paiements de subventions additionnelles pour le Programme de formation scientifique dans le Nord.....	.....	.....	364	.....	364
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	125	.....	.....	.....	125
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	.....	.....	81
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	.....	.....	75
Montant brut des crédits à adopter	76 556	1 987	194 180	13 300	286 023

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	20 000	.....	.....	.....	20 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	1 060	.....	.....	.....	1 060
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	21 317	.....	21 317
Total des fonds disponibles	21 060	.....	21 317	.....	42 377
Total des crédits à adopter	55 496	1 987	172 863	13 300	243 646
Transferts					
Transfert de Santé – Pour le règlement et la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	3 123	.....	3 123
Transfert de Pêches et Océans – Pour la Convention définitive des Inuvialuit.....	.....	.....	600	.....	600
Transfert de Pêches et Océans – Pour la Première nation de Miawpukek à Conne River.....	10	.....	490	.....	500
Transfert de Santé – Pour les rajustements requis pour négocier et mettre en œuvre certaines revendications .....	.....	.....	367	.....	367
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour un développement économique stratégique au Nouveau-Brunswick (Initiative conjointe de développement économique) .....	.....	.....	300	.....	300
Transfert de Statistique Canada – Pour la participation à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones qui se tiendra à Ottawa	10	.....	.....	.....	10
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une contribution au Programme de financement des causes types pour les Autochtones	(250)	.....	250	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la revendication spéciale des Premières nations de Rainy River	2 053	.....	(2 053)	.....	.....
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(21)	.....	.....	.....	(21)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour l'Administration régionale Kativik.....	.....	.....	(704)	.....	(704)
Transfert à Statistique Canada – Pour mener un recensement complet de la population en 2006 ...	(1 200)	.....	.....	.....	(1 200)
Total des transferts	602	.....	2 373	.....	2 975
Présent budget supplémentaire des dépenses	56 098	1 987	175 236	13 300	

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>) ⁽²⁾ ...	2 484	9 500	11 984
Fonds pour mettre en œuvre et élargir des projets pilotes dans le cadre de la Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain, dans un maximum de six villes supplémentaires, afin de mieux répondre à la diversité des besoins locaux des Autochtones en milieu urbain ⁽³⁾	1 036	7 375	8 411
Fonds à des organismes autochtones nationaux pour préparer et participer aux processus menant aux politiques gouvernementales .....	.....	500	500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	161	.....	161
Total des crédits à adopter	3 681	17 375	21 056
Crédits législatifs			
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales			28 073
Subventions au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>			35 974
Total des crédits législatifs			64 047
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 681	17 375	331 725

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 21 317 055 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'un report de fonds pour répondre aux coûts plus élevés que prévu pour les services de base; d'un changement au mode de financement, soit une subvention au lieu d'une contribution aux Inuits du Labrador; des négociations plus longues que prévu en matière de revendications globales; et le transfert du programme de contribution de la Première nation de Bear River (Nouvelle-Écosse) à une subvention pour l'éducation des Mi'kmaq.

⁽²⁾ L'avance de fonds d'un montant de 8 724 639 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

⁽³⁾ L'avance de fonds d'un montant de 7 418 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Les institutions</i>		
Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	10 224 998	.....
<i>L'éducation</i>		
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	392 239	.....
<i>Les terres et les ressources dans le Nord</i>		
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	364 000	.....
<i>L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique</i>		
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	.....	28 073 426
(L) Subvention au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i> .....	.....	35 974 135
Subvention aux Premières nations Deh Cho aux termes de l'accord de règlement extrajudiciaire (<i>Les fonds affectés à ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>)	5 000 000	.....
	5 000 000	64 047 561
<i>L'infrastructure communautaire</i>		
Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales ou des règlements de revendications territoriales globales	11 391 483	.....
Total des subventions brutes	27 372 720	64 047 561
<u>Contributions</u>		
<i>La gouvernance</i>		
Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	5 000 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	2 900 000	.....
	7 900 000	.....
<i>Les relations de coopération</i>		
Contributions pour les frais juridiques et connexes liés à des causes relatives à des Indiens pouvant créer un précédent jurisprudentiel	500 000	.....
<i>L'éducation</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines de l'éducation	10 622 135	.....
<i>Le développement social</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement social	25 000 000	.....
<i>Des collectivités nordiques en santé</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	1 500 000	.....
<i>Une gestion responsable des affaires fédérales</i>		
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	7 193 704	.....
<i>Les débouchés économiques et les possibilités d'emploi pour les Autochtones</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique	1 190 000	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique</i>		
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales.....	25 601 690	.....
<i>L'infrastructure communautaire</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	72 441 038	.....
<i>L'économie du Nord</i>		
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada.....	18 911 000	.....
Contributions à la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada.....	1 078 000	.....
	19 989 000	.....
<i>Bureau de l'Interlocuteur fédéral</i>		
Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral (<i>Les fonds d'un montant de 6 600 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>).....	10 000 000	.....
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain (<i>Les fonds d'un montant de 6 610 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>).....	7 375 000	.....
	17 375 000	.....
Total des contributions brutes	189 312 567	.....
Total des paiements de transfert bruts	216 685 287	64 047 561
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	21 317 055	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	2 756 911	.....
Paiements de transfert nets	192 611 321	64 047 561

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Commission canadienne des affaires polaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des affaires polaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	18

Commission des revendications particulières des Indiens

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des revendications des Indiens demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 41
Fonds pour la poursuite des activités de la Commission des revendications des Indiens	6 104
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	257
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 361

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES
RÉGIONS DU QUÉBEC**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement	34 128 000	.....	9 582 495	43 710 495
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 397 176 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	405 814 000	(5 682 824)	58 405 100	458 536 276
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 078 000	.....	.....	4 078 000
(L) Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
Total du portefeuille.....	444 089 970	(5 682 824)	67 987 595	506 394 741

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à des investissements stratégiques afin d'accroître la compétitivité des entreprises et la vitalité des collectivités dans les régions du Québec.....	5 836	41 564	47 400
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale (<i>poste horizontal</i>)	530	7 461	7 991
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>)	413	7 132	7 545
Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production (<i>poste horizontal</i>).....	291	4 819	5 110
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 109	.....	2 109
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	112	1 875	1 987
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	194	.....	194
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	172	.....	172
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	55	.....	55
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	21	.....	21
Montant brut des crédits à adopter	9 733	62 851	72 584
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	.....	4 446	4 446
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	60	.....	60
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	90
Total des fonds disponibles	150	4 446	4 596
Total des crédits à adopter	9 583	58 405	67 988
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	257	257
Transfert de Patrimoine canadien – Pour implanter dans diverses régions du Québec de nouveaux économusées, des entreprises artisanales et agroalimentaires qui font la démonstration devant le public d'une technique authentique ou d'un procédé de fabrication au moyen de l'interprétation des techniques de production .....	.....	140	140
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir divers projets lancés par le Conseil national Traverser les frontières visant à promouvoir une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication .....	.....	(25)	(25)
Transfert au ministère des Transports – Afin d'assurer que les paquebots de croisière et les traversiers font leur entrée au bassin de façon sécuritaire (projet du Quai de Chandler) .....	.....	(155)	(155)
Transfert à Industrie – Pour accroître la compétitivité des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	.....	(450)	(450)

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert à Industrie – Pour fournir des fonds à l'appui d'un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à très large bande dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec.....	.....	(450)	(450)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – En vue de l'achat de l'équipement de recherche et développement requis et de l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication en aérospatiale).....	.....	(5 000)	(5 000)
Total des transferts	.....	(5 683)	(5 683)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 583	52 722	62 305

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 90 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la suspension des droits perçus pour les bureaux régionaux des ministres en attendant les résultats d'un examen plus approfondi des modalités de financement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Amélioration de l'environnement économique des régions</i>		
Subvention à l'Administration portuaire de Québec afin de commémorer le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec en 2008.....	1 875 000	.....
Total des subventions brutes	1 875 000	.....
Contributions		
<i>Développement des entreprises</i>		
Contributions au Programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	32 062 000	.....
<i>Amélioration de l'environnement économique des régions</i>		
Contributions au Programme de développement des collectivités.....	7 132 000	.....
Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques	9 642 000	.....
Contributions au Programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	7 718 276	.....
	24 492 276	.....
<i>Prestation de mesures spéciales d'ajustement</i>		
Contributions au Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	4 819 000	.....
Total des contributions brutes	61 373 276	.....
Total des paiements de transfert bruts	63 248 276	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>4 446 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>6 080 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert	52 722 276	.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	78 811 000	402 000	4 438 256	83 651 256
5a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	350 119 000	(352 000)	56 593 000	406 360 000
(L)	Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 912 000	.....	.....	8 912 000
	Total du Ministère.....	437 911 970	50 000	61 031 256	498 993 226
Société d'expansion du Cap-Breton					
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 645 000	.....	.....	8 645 000
	Total de l'organisme	8 645 000	.....	.....	8 645 000
	Total du portefeuille.....	446 556 970	50 000	61 031 256	507 638 226

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour soutenir l'innovation et la transition des communautés à l'économie axée sur le savoir dans la région de l'Atlantique (Fond d'innovation de l'Atlantique).....	.....	46 000	46 000
Fonds consacrés au développement du potentiel des communautés et à la mise en place d'occasions réelles de développement économique (Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités).....	.....	12 800	12 800
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 096	.....	4 096
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>)	195	3 093	3 288
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	1 000	1 000
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	491	.....	491
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	349	.....	349
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	227	.....	227
Montant brut des crédits à adopter	5 358	62 893	68 251
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	700	6 300	7 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	130	.....	130
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	90
Total des fonds disponibles	920	6 300	7 220
Total des crédits à adopter	4 438	56 593	61 031
Transferts			
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils fédéraux régionaux (<i>poste horizontal</i>).....	402	.....	402
Transfert de Pêches et Océans – Pour soutenir les activités de promotion qui ont eu lieu pendant le Salon Aqua Nor 2005, où le Canada était à l'honneur.....	.....	18	18
Transfert à Industrie – Pour améliorer la capacité des institutions financières autochtones à l'échelle du pays et augmenter la disponibilité de capitaux pour des prêts au développement (Entreprise autochtone Canada).....	.....	(70)	(70)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour un développement économique stratégique au Nouveau-Brunswick (Initiative conjointe de développement économique) .....	.....	(300)	(300)
Total des transferts	402	(352)	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 840	56 241	61 081

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 90 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la suspension des droits perçus pour les bureaux régionaux des ministres pendant la période d'examen des modalités de financement.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Accès au capital</i>		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	1 018 000	.....
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique.....	46 000 000	.....
	47 018 000	.....
<i>Développement économique des collectivités</i>		
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	12 800 000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	3 093 000	.....
	15 893 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	62 911 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>6 300 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>370 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	56 241 000	.....

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement	2 449 540 281	(3 000 000)	18 341 000	2 464 881 281
5a Contributions	148 725 943	.....	1 000 000	149 725 943
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	20 535 000	.....	.....	20 535 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	408 400 000	.....	.....	408 400 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	167 000 000	.....	10 000 000	177 000 000
Total du Ministère.....	3 194 271 194	(3 000 000)	29 341 000	3 220 612 194
Société canadienne des postes				
10 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	172 210 000	.....	.....	172 210 000
Total de l'organisme	172 210 000	.....	.....	172 210 000
Total du portefeuille.....	3 366 481 194	(3 000 000)	29 341 000	3 392 822 194

Nota : Le budget des dépenses précédent comprend les montants de 131 649 281 \$ au crédit 1 et de 33 725 943 \$ au crédit 5, qui ont été votés en 2004-2005 et qui seront dépensés en 2005-2006.

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des douanes et du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2005.....	34 070	.....	34 070
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2004.....	17 401	1 000	18 401
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	3 100	.....	3 100
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	334	.....	334
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	306	.....	306
Montant brut des crédits à adopter	55 211	1 000	56 211
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	35 100	.....	35 100
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	1 680	.....	1 680
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	90
Total des fonds disponibles	36 870	.....	36 870
Total des crédits à adopter	18 341	1 000	19 341
Crédits législatifs			
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....			10 000
Total des rajustements des crédits			29 341
Transferts			
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités du programme des douanes.....	(3 000)	.....	(3 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	15 341	1 000	26 341

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 90 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la suspension des droits perçus pour les bureaux régionaux des ministres pendant la période d'examen des modalités de financement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Programmes de prestations</i>		
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	.....	10 000 000
Total des subventions	.....	10 000 000
Contributions		
<i>Aide à la clientèle</i>		
Programme d'aide et de partenariat de la Direction des organismes de bienfaisance.....	1 000 000	.....
Total des contributions	1 000 000	.....
Total des paiements de transfert	1 000 000	10 000 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	557 857 000	(25 000)	63 583 078	621 415 078
5a	Dépenses en capital.....	30 631 000	.....	563 200	31 194 200
10a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 401 400 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	371 227 000	401 400	73 600 000	445 228 400
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières.....	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse.....	1	.....	.....	1
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	451 538 000	.....	273 462 000	725 000 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Assurance-production.	404 790 000	.....	.....	404 790 000
(L)	Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	108 900 000	.....	27 600 000	136 500 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	.....	.....	65 500 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programmes provinciaux	84 827 667	.....	.....	84 827 667
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Projets de politiques agricoles	1 080 000	.....	.....	1 080 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 498 000	.....	.....	72 498 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds spécial de la Canadian Cattlemen's Association .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
Total du Ministère.....	2 153 118 639	376 400	443 808 278	2 597 303 317
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 202 000	.....	.....	3 202 000
Total de l'organisme	3 202 000	.....	.....	3 202 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement	406 624 000	.....	66 618 691	473 242 691
35a Dépenses en capital.....	14 494 000	.....	10 556 966	25 050 966
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	.....	.....	1 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 413 000	.....	.....	66 413 000
Total de l'organisme	489 031 000	.....	77 175 657	566 206 657
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	5 434 000	.....	21 472 250	26 906 250
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	587 000	.....	.....	587 000
Total de l'organisme	5 894 000	.....	21 472 250	27 366 250
Total du portefeuille.....	2 651 245 639	376 400	542 456 185	3 194 078 224

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	.....	.....	74 700	74 700
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>) ..	7 555	.....	23 500	31 055
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	29 356	.....	.....	29 356
Fonds pour des améliorations des systèmes de prestation des Programmes de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	9 415	.....	.....	9 415
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>)	5 640	.....	.....	5 640
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	4 499	.....	.....	4 499
Paievements connexes au Programme de paiements relatifs au revenu agricole.....	3 170	.....	.....	3 170
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement	1 948	.....	.....	1 948
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 390	.....	.....	1 390
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	676	.....	.....	676
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	102	563	.....	665
Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	.....	500
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	285	.....	.....	285
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	171	.....	.....	171
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	162	.....	.....	162
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	75	.....	.....	75
Montant brut des crédits à adopter	64 944	563	98 200	163 707
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles	400	.....	24 600	25 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	960	.....	.....	960
Total des fonds disponibles	1 360	.....	24 600	25 960
Total des crédits à adopter	63 584	563	73 600	137 747

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	273 462
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>) ..	32 600
Total des crédits législatifs	306 062
Total des rajustements des crédits	443 809

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	401	401
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne.....	(25)	.....	.....	(25)
Total des transferts	(25)	.....	401	376
Présent budget supplémentaire des dépenses	63 559	563	74 001	444 185

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Environnement</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement	31 896 000	.....
<i>Salubrité et qualité des aliments</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments.....	18 098 000	.....
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	.....	273 462 000
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	.....	27 600 000
(L) Fonds spécial de la Canadian Cattlemen's Association .....	.....	5 000 000
Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	23 500 000	.....
Contributions pour la gestion des risques agricoles – Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	18 778 000	.....
	42 278 000	306 062 000
<i>Innovation et renouvellement</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation.....	2 329 000	.....
<i>Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives</i>		
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives.....	2 726 400	.....
<i>Questions internationales</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – International.....	1 274 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	98 601 400	306 062 000
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	24 600 000	.....
Paiements de transfert	74 001 400	306 062 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	26 773	10 116	36 889
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	33 050	.....	33 050
Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques) (<i>poste horizontal</i>).....	6 053	.....	6 053
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	3 212	407	3 619
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	816	.....	816
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	400
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	325	.....	325
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	.....	34	34
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	20	.....	20
Montant brut des crédits à adopter	70 649	10 557	81 206
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	3 600	.....	3 600
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	430	.....	430
Total des fonds disponibles	4 030	.....	4 030
Présent budget supplémentaire des dépenses	66 619	10 557	77 176

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds visant à assurer la salubrité et la qualité des grains*.....	21 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	962
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	110
Montant brut des crédits à adopter	<u>22 072</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	550
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	<u>50</u>
Total des fonds disponibles	<u>600</u>
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>21 472</u>

* L'avance de fonds d'un montant de 21 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	788 291 000	953 000	37 505 871	826 749 871
5a Dépenses en capital.....	32 351 000	.....	1 665 000	34 016 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 986 807 000	.....	2 000 001	1 988 807 001
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement.....	8 660 000	.....	747 094	9 407 094
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 694 000	.....	.....	36 694 000
Total du portefeuille.....	2 853 069 970	953 000	41 917 966	2 895 940 936

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Frais administratifs pour la préparation de la mise en œuvre de la nouvelle charte des anciens combattants et des programmes et services conçus spécialement pour les membres et les vétérans des Forces canadiennes et leur famille	14 673	.....	.....	300	14 973
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	8 815	.....	.....	447	9 262
Fonds pour célébrer le 60 ^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'Année de l'ancien combattant.....	7 160	.....	1 000	.....	8 160
Fonds visant à renforcer les initiatives existantes de commémoration et à appuyer les collectivités pour la restauration des cénotaphes et des monuments (Programme Le Canada se souvient)	5 000	.....	1 000	.....	6 000
Fonds pour couvrir les frais juridiques liés au recours collectif concernant l'administration des comptes sous tutelle des anciens combattants (litige Authorsen)	4 905	.....	.....	.....	4 905
Fonds en capital essentiels pour des rénovations à l'Hôpital Sainte-Anne et pour la restauration et remise en état des monuments européens canadiens de la Première Guerre mondiale.....	.....	1 665	.....	.....	1 665
Fonds visant à prolonger, à vie, aux principaux dispensateurs de soins admissibles, les services d'entretien ménager et d'entretien de terrain dans le cadre de Programme pour l'autonomie des anciens combattants fournis à l'ancien combattant au moment de son décès ou lors de son admission dans un établissement de soins de santé, du 7 avril 1981 et après cette date.....	1 048	.....	.....	.....	1 048
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	400	.....	.....	.....	400
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	175	.....	.....	.....	175
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	30	.....	.....	.....	30
Augmentation de la subvention à l'Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni.....	.....	.....	4	.....	4
Montant brut des crédits à adopter	42 206	1 665	2 004	747	46 622

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	3 200	.....	.....	.....	3 200
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	1 410	.....	.....	.....	1 410
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	4	.....	94
Total des fonds disponibles	4 700	.....	4	.....	4 704
Total des crédits à adopter	37 506	1 665	2 000	747	41 918
Transferts					
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	975	.....	.....	.....	975
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction distribution des biens de la Couronne.....	(22)	.....	.....	.....	(22)
Total des transferts	953	.....	.....	.....	953
Présent budget supplémentaire des dépenses	38 459	1 665	2 000	747	42 871

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 90 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la suspension des droits perçus pour les bureaux régionaux des ministres pendant la période d'examen des modalités de financement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction de la subvention pour la formation professionnelle et universitaire, qui n'est plus nécessaire.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Le Canada se souvient</i>		
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	4 000	.....
Total des subventions brutes	4 000	.....
Contributions		
<i>Le Canada se souvient</i>		
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, pour les célébrations du 60 ^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'Année de l'ancien combattant	1 000 000	.....
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, pour la restauration des cénotaphes et des monuments	1 000 000	.....
Total des contributions brutes	2 000 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	2 004 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	4 000	.....
Paiements de transfert nets	2 000 000	.....

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 391 000 \$ du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	23 314 000	13 391 000	5 845 260	42 550 260
5a Contributions	769 119 000	(33 716 000)	273 982 778	1 009 385 778
<u>7a</u> Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital dont, étant entendu, le paiement d'une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre – Pour autoriser le virement de de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> .....	.....	4 000 000	1	4 000 001
<u>9a</u> Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 325 000 \$ du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>.....	.....	16 325 000	1	16 325 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 545 000	.....	.....	1 545 000
(L) Financement du Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence.....	.....	.....	600 000 000	600 000 000
Total du budgétaire	793 978 000	.....	879 828 040	1 673 806 040
L11a Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. ..	.....	.....	2 492 000	2 492 000
L13a Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. ....	.....	.....	1	1
Total du non-budgétaire.....	.....	.....	2 492 001	2 492 001
Total du Ministère.....	793 978 000	.....	882 320 041	1 676 298 041

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Crédit 9	Total
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	.....	196 823	.....	.....	196 823
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière.....	.....	37 951	.....	.....	37 951
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	5 000	22 582	.....	.....	27 582
Fonds pour une contribution relative à un accord d'aide conclu entre le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) et la Société du Vieux-Port de Montréal Inc ⁽¹⁾	16 325	.....	.....	16 325
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	880	.....	.....	.....	880
Fonds à l'appui de recherches évaluées par les pairs, d'études de faisabilité et d'activités d'acquisition de connaissances, de sensibilisation et de rayonnement portant sur l'infrastructure fédérale.....	.....	247	.....	.....	247
Contributions à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	.....	210	.....	.....	210
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5	.....	.....	.....	5
Montant brut des crédits à adopter	5 885	274 138	.....	.....	280 023
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	40	.....	.....	.....	40
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	155	.....	.....	155
Total des fonds disponibles	40	155	.....	.....	195
Total des crédits à adopter	5 845	273 983	.....	.....	279 828
Non-budgétaire					
Crédit L11 – Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour que la Défense nationale cède des terrains au Parc Downsview Park Inc. ⁽²⁾					2 492
Crédit L13 – Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. ....					.....

⁽¹⁾ L'avance de fonds d'un montant de 16 325 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

⁽²⁾ Ce montant représente la valeur comptable nette des terrains devant être cédés par la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. La valeur marchande des terrains est évaluée à 152 009 000 \$.

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence **600 000**

Total des rajustements des crédits **882 320**

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Crédit 9	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Afin d'atténuer les coûts supplémentaires attribuables à la croissance du programme	17 391	(17 391)	.....	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour effectuer des paiements à la Queens Quay West Land Corporation.....	(4 000)	.....	4 000	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour effectuer des paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. ....	.....	(16 325)	.....	16 325	.....
Total des transferts	13 391	(33 716)	4 000	16 325	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 236	240 267	4 000	16 325	882 320

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 154 875 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds mis de côté pour soutenir la gestion de contributions, approuvées dans le cadre du Fond canadien sur l'infrastructure stratégique, ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques visant à améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Programmes d'infrastructure</i>		
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	210 000	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	196 823 100	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	37 951 069	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	22 581 984	.....
Contributions dans le cadre du programme de recherches, connaissances et rayonnement....	246 500	.....
Contribution financière – Accord d'aide conclu avec la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	16 325 000	.....
Total des contributions brutes	274 137 653	.....
Autres paiements de transfert		
<i>Infrastructure et Collectivités</i>		
Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence.....	.....	600 000 000
Total des paiements de transfert bruts	274 137 653	600 000 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>154 875</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>33 716 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	240 266 778	600 000 000

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 438 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	376 517 000	(1 697 126)	103 406 467	478 226 341
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 193 483 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 116 800 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 215 969 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	422 653 577	114 908 452	65 109 000	602 671 029
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 683 000	.....	.....	34 683 000
Total du Ministère	833 923 547	113 211 326	168 515 467	1 115 650 340
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10a Dépenses du Programme	98 601 400	.....	8 629 350	107 230 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 394 600	.....	.....	13 394 600
Total de l'organisme	111 996 000	.....	8 629 350	120 625 350
Total du portefeuille	945 919 547	113 211 326	177 144 817	1 236 275 690

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	41 819	12 400	54 219
Fonds à l'appui d'un Accord Canada-Ontario sur l'immigration.....	3 517	23 949	27 466
Fonds d'établissement supplémentaires pour améliorer l'intégration des immigrants dans la société canadienne	1 677	18 110	19 787
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	19 072	.....	19 072
Fonds supplémentaires destinés au Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit des soins de santé temporaires aux réfugiés	16 000	.....	16 000
Fonds afin d'améliorer la prestation de services aux clients	9 630	.....	9 630
Fonds visant à créer et à maintenir un portail intégré, complet et national pour l'immigration par l'amélioration du site Web existant Se rendre au Canada (<i>poste horizontal</i>).....	2 013	5 600	7 613
Fonds pour intégrer des données relatives au traitement de cas à l'échelle du ministère grâce à la technologie de l'information (Système mondial de gestion des cas)	5 729	.....	5 729
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne .....	.....	3 000	3 000
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>)	887	2 050	2 937
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	2 018	.....	2 018
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	1 848	.....	1 848
Règlement d'un recours collectif devant la Cour fédérale (multiples mandamus).....	1 780	.....	1 780
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	675	.....	675
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	150	.....	150
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	24	.....	24
Montant brut des crédits à adopter	106 839	65 109	171 948
Fonds disponible			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 200	.....	1 200
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	930	.....	930
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 303	.....	1 303
Total des fonds disponibles	3 433	.....	3 433
Total des crédits à adopter	103 406	65 109	168 515

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto).....	.....	116 800	116 800
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	216	216
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto).....	1 438	(1 438)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir l'accord de contribution avec la province du Manitoba pour les services d'établissement.....	(193)	193	.....
Transfert à Statistique Canada – Pour mener un recensement complet de la population en 2006.....	(100)	.....	(100)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	(349)	.....	(349)
Transfert au Service administratif des tribunaux judiciaires – Pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	(525)	.....	(525)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto).....	.....	(863)	(863)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion à la frontière, de l'exécution de la loi et des services de renseignements de l'immigration.....	(1 968)	.....	(1 968)
Total des transferts	(1 697)	114 908	113 211
Présent budget supplémentaire des dépenses	101 709	180 017	281 726

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 302 610 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds pour la modernisation des douanes à la frontière dont l'Agence des services frontaliers du Canada a assumé la responsabilité.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Programme d'intégration</i>		
Subvention à l'Institut de la citoyenneté canadienne.....	3 000 000	.....
Total des subventions brutes	3 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Revitalisation du secteur riverain de Toronto</i>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	116 800 000	.....
<i>Programme d'intégration</i>		
Fonds à l'appui d'un Accord Canada-Ontario sur l'immigration	23 949 000	.....
Fonds d'établissement supplémentaires pour améliorer l'intégration des immigrants dans la société canadienne.....	18 110 000	.....
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus	12 400 000	.....
Fonds visant à créer et à maintenir un portail intégré, complet et national pour l'immigration par l'amélioration du site Web existant Se rendre au Canada.....	5 600 000	.....
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme	2 050 000	.....
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle	215 969	.....
Soutien dans le cadre de l'accord de contribution avec le Manitoba pour les services d'établissement.....	193 483	.....
	62 518 452	.....
Total des contributions brutes	179 318 452	.....
Total des paiements de transfert bruts	182 318 452	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>2 301 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	180 017 452	.....

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 755
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	3 617
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	243
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	94
Montant brut des crédits à adopter	8 709
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	80
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 629

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 269 000 \$ du crédit 10 (Conseil du Trésor), de 47 075 \$ du crédit 30 (Conseil du Trésor), de 25 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 25 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 25 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	140 551 000	117 075	13 977 415	154 645 490
5	Éventualités du gouvernement.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a	Initiatives pangouvernementales.....	16 050 000	(1 269 000)	(1 400 000)	13 381 000
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes .....	.....	.....	854 155 000	854 155 000
20	Assurances de la fonction publique	1 653 700 000	.....	.....	1 653 700 000
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 023 000	.....	.....	19 023 000
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	.....	.....	20 000
	Total du Secrétariat.....	2 579 413 970	(1 151 925)	866 732 415	3 444 994 460
École de la fonction publique du Canada					
25a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 145 000 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	48 670 000	145 000	22 342 301	71 157 301
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 790 000	.....	.....	4 790 000
(L)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>.....	.....	.....	22 632 208	22 632 208
	Total de l'organisme	53 460 000	145 000	44 974 509	98 579 509
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
30a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 298 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	62 084 000	(781 675)	22 014 240	83 316 565
35a	Contributions	16 200 000	(8 150 000)	(8 000 000)	50 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 436 000	.....	.....	8 436 000
	Total de l'organisme	86 720 000	(8 931 675)	14 014 240	91 802 565
	Total du portefeuille.....	2 719 593 970	(9 938 600)	925 721 164	3 635 376 534

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	5 475	.....	.....	5 475
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	5 113	.....	.....	5 113
Fonds relativement au lancement d'un nouvel appel d'offres, à la vérification et à l'examen des assurances collectives de la fonction publique et de l'ensemble du programme d'avantages sociaux	2 112	.....	.....	2 112
Fonds pour les coûts relatifs aux contestations judiciaires touchant les dispositions du surplus des régimes de retraite du secteur public et des lois sur les prestations supplémentaires de décès	535	.....	.....	535
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	433	.....	.....	433
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	331	.....	.....	331
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	168	.....	.....	168
Montant brut des crédits à adopter	14 167	.....	.....	14 167
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles .....	.....	1 400	.....	1 400
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	190	.....	.....	190
Total des fonds disponibles	190	1 400	.....	1 590
Géré à l'échelle du ministère				
Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	.....	854 155	854 155
Total des crédits à adopter	13 977	(1 400)	854 155	866 732

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (25 \$), de Ressources naturelles (25 \$) et de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (25 \$) – Pour soutenir divers projets lancés par le Conseil national Traverser les frontières visant à promouvoir une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication.....	75	.....	.....	75
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour les services de publication sur le Web fournis au Secteur des relations de travail et opérations de rémunération et au Secteur des pensions et avantages sociaux du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	47	.....	.....	47
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la gestion des Comités conjoints de transition de carrière, qui financent des projets visant à favoriser la coopération entre les syndicats et la gestion tout en fournissant des services de soutien professionnel aux employés	1 269	(1 269)	.....	.....
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le transfert des ressources pour les coûts indirects relatifs au projet Gouvernement en direct.....	(225)	.....	.....	(225)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour le projet Renouveau de l'ensemble des politiques qui vise à intégrer, à simplifier et à regrouper les politiques de l'ensemble du gouvernement élaborées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.....	(298)	.....	.....	(298)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (402 \$) et à Travaux publics et Services gouvernementaux (349 \$) – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils fédéraux régionaux (<i>poste horizontal</i>).....	(751)	.....	.....	(751)
Total des transferts	117	(1 269)	.....	(1 152)
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 094	(2 669)	854 155	865 580

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Rendement en matière de gestion et de dépenses : Normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales</i>		
Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche.....	75 000	.....

CONSEIL DU TRÉSOR
École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Législatif	Total
Fonds pour appuyer la mise en place de la formation et du développement en leadership nécessaires pour les employés, les gestionnaires et les cadres supérieurs de la fonction publique fédérale et pour promouvoir des pratiques de gestion à la fine pointe au sein du secteur public dans l'ensemble de l'administration fédérale grâce à la recherche et à l'éducation.....	12 226	.....	12 226
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (poste horizontal).....	7 711	.....	7 711
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 604	.....	2 604
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	402	.....	402
Montant brut des crédits à adopter	22 943	.....	22 943
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	500	.....	500
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	100	.....	100
Total des fonds disponibles	600	.....	600
Total des crédits à adopter	22 343	.....	22 343
Crédits législatifs			
Prévision des revenus disponibles dans le cadre des activités.....	.....	22 632	22 632
Total des crédits législatifs	.....	22 632	22 632
Total des rajustements des crédits			44 975
Transferts			
Transfert de la Commission de la fonction publique – Pour amener des ressources supplémentaires à l'École de la fonction publique du Canada destinées aux programmes Formation linguistique Canada et Formation et perfectionnement Canada	145	.....	145
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 488	22 632	45 120

CONSEIL DU TRÉSOR

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	13 818	.....	13 818
Fonds destinés à encourager des pratiques éthiques dans la fonction publique fédérale et un environnement favorable à la dénonciation des actes répréhensibles.....	4 241	.....	4 241
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 313	.....	3 313
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	797	.....	797
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	425	.....	425
Montant brut des crédits à adopter	22 594	.....	22 594
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	500	8 000	8 500
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	80	.....	80
Total des fonds disponibles	580	8 000	8 580
Total des crédits à adopter	22 014	(8 000)	14 014
Transferts			
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour le projet Renouvellement de l'ensemble des politiques qui vise à intégrer, à simplifier et à regrouper les politiques de l'ensemble du gouvernement élaborées par le Secrétariat du Conseil du Trésor	298	.....	298
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour les services de publication sur le Web fournis au Secteur des relations de travail et opérations de rémunération et au Secteur des pensions et avantages sociaux du Secrétariat du Conseil du Trésor..	(47)	.....	(47)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour intégrer le Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public fédéral à la Stratégie emploi jeunesse.....	(1 033)	(8 150)	(9 183)
Total des transferts	(782)	(8 150)	(8 932)
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 232	(16 150)	5 082

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses du Programme.....	125 413 000	.....	35 227 737	160 640 737
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	143 472	.....	.....	143 472
(L) Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	27 586	.....	.....	27 586
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 564 000	.....	.....	15 564 000
Total du Ministère.....	141 287 998	.....	35 227 737	176 515 735
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5a Dépenses du Programme.....	5 893 000	.....	(10 000)	5 883 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	423 000	.....	.....	423 000
Total de l'organisme	6 316 000	.....	(10 000)	6 306 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10a Dépenses du Programme.....	24 039 000	.....	2 330 452	26 369 452
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 563 000	.....	.....	3 563 000
Total de l'organisme	27 602 000	.....	2 330 452	29 932 452
Directeur général des élections				
15 Dépenses du Programme.....	20 231 000	.....	.....	20 231 000
(L) Traitement du directeur général des élections	219 000	.....	.....	219 000
(L) Dépenses d'élections.....	59 343 000	.....	.....	59 343 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 046 000	.....	.....	4 046 000
Total de l'organisme	83 839 000	.....	.....	83 839 000
Commissaire aux langues officielles				
20a Dépenses du Programme.....	16 279 000	.....	794 200	17 073 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 086 000	.....	.....	2 086 000
Total de l'organisme	18 365 000	.....	794 200	19 159 200

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
25a Dépenses du Programme.....	4 552 000	.....	498 782	5 050 782
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 000	.....	.....	439 000
Total de l'organisme	5 011 000	.....	498 782	5 509 782
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 000	.....	.....	296 000
Total de l'organisme	2 796 000	.....	.....	2 796 000
Total du portefeuille.....	285 216 998	.....	38 841 171	324 058 169

Nota : Le 14 juin 2005, conformément à la décision du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, le crédit 25 du Conseil privé a été réduit de 40 000 \$. Le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » a donc été rajusté pour rendre compte de cette décision.

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	14 324
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	8 999
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	5 120
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>)	2 641
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	2 299
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 863
Fonds pour les responsabilités du nouveau ministre du Commerce intérieur qui agit également à titre de leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes et de ministre responsable des langues officielles	809
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	653
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	534
Fonds destinés à renforcer et à améliorer la présence du gouvernement du Canada dans les régions, par l'augmentation des capacités des ministres régionaux concernés (<i>poste horizontal</i>).....	306
Montant brut des crédits à adopter	37 548
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	2 100
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	220
Total des fonds disponibles	2 320
Présent budget supplémentaire des dépenses	35 228

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Commissions d'enquête, groupes de travail et autres</i>		
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : Fonds pour les parties et intervenants.....	873 377	.....
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires : Fonds pour les parties et intervenants	774 000	.....
Total des paiements de transfert	1 647 377	.....

CONSEIL PRIVÉ

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 5
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement*	10

* Le montant des économies du Comité d'examen des dépenses est fourni à titre d'information seulement.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 144
Fonds pour couvrir les coûts liés aux enquêtes portant sur : l'accident de la MK Airlines lors du vol pour le transport de marchandises à l'Aéroport international d'Halifax (163 \$), le vol de passagers d'Air Transat qui a perdu une gouverne de direction à destination de Cuba en partance du Canada (391 \$), et le vol de passagers d'Air France qui a dépassé la piste d'atterrissage après l'atterrissage de ce dernier à l'Aéroport international Pearson à Toronto (467 \$)	1 021
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	205
Montant brut des crédits à adopter	2 370
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	40
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 330

CONSEIL PRIVÉ

Commissaire aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	814
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	20
Présent budget supplémentaire des dépenses	794

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds servant à définir, à élaborer et à évaluer des options pour un modèle de taxation avec remise pour véhicule qui allie une taxe prélevée à l'achat de véhicules présentant un rendement énergétique et moins élevé et un rabais à l'achat de véhicules à haut rendement énergétique.....	274
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	235
Montant brut des crédits à adopter	509
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	499

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 759 000 \$ du crédit 20 (Défense nationale) et de 164 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	9 861 479 000	(53 250 326)	1 279 383 705	11 087 612 379
3a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>.....	.....	1 766	1	1 767
4a	Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$.....	.....	.....	1	1
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 4 400 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 247 930 000	51 250 442	40 096 203	2 339 276 645
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	187 818 658	3 000 000	754 374	191 573 032
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	9 500 000	.....	.....	9 500 000
(L)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	2 100 000	.....	.....	2 100 000
(L)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	95 000	.....	.....	95 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	875 102 000	.....	.....	875 102 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	240 936 000	.....	.....	240 936 000
	Total du Ministère.....	13 425 030 628	1 001 882	1 320 234 284	14 746 266 794

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15a Dépenses du Programme.....	5 608 000	.....	373 050	5 981 050
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	602 000	.....	.....	602 000
Total de l'organisme	6 210 000	.....	373 050	6 583 050
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20a Dépenses du Programme.....	3 791 000	(759 000)	(10 000)	3 022 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	385 000	.....	.....	385 000
Total de l'organisme	4 176 000	(759 000)	(10 000)	3 407 000
Total du portefeuille.....	13 435 416 628	242 882	1 320 597 334	14 756 256 844

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 3	Crédit 4	Total
Fonds consacrés à la réparation d'infrastructure vétuste, à l'achat d'approvisionnement critique, à l'amélioration des soins de santé des militaires et à une formation accrue pour les besoins de disponibilité militaire.....	418 600	.....	.....	418 600
Hausses de la solde et des indemnités des membres des Forces canadiennes, y compris les médecins militaires et dentistes militaires, les officiers supérieurs et les juges militaires.....	322 094	.....	.....	322 094
Fonds pour pallier les coûts différentiels de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan.....	268 652	.....	.....	268 652
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	180 629	.....	.....	180 629
Fonds visant l'ajout de 5 000 membres aux Forces canadiennes régulières et de 3 000 membres à la réserve.....	62 900	.....	.....	62 900
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	28 606	.....	.....	28 606
Fonds pour couvrir les coûts partiels de la fourniture de véhicules blindés à la mission de l'Union africaine au Soudan dans le cadre de la réponse du gouvernement au conflit dans la région du Darfour.....	22 000	.....	.....	22 000
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	17 409	.....	.....	17 409
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	8 000	.....	.....	8 000
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	2 285	.....	.....	2 285
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 136	.....	.....	1 136
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	766	.....	.....	766
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	27	.....	.....	27
Remise de dettes dues par le Parc Downsview Park Inc., représentant les dépenses faites pour l'organisme de même que les revenus conservés par l'organisme.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	1 333 104	.....	.....	1 333 104
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	34 000	.....	.....	34 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	19 720	.....	.....	19 720
Total des fonds disponibles	53 720	.....	.....	53 720
Total des crédits à adopter	1 279 384	.....	.....	1 279 384

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 3	Crédit 4	Total
Transfert de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Des autorisations de dépenser excédentaires en raison d'une charge de travail inférieure à ce que la Commission avait prévu au départ.....	759	.....	.....	759
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour évaluer les métiers techniques militaires en regard des normes nationales d'apprentissage et en vue de faciliter la mobilité des ouvriers spécialisés partout au Canada	164	.....	.....	164
Réaffectation interne de ressources – Pour la remise de dette de M. R.P. Thompson à la suite d'une erreur administrative.....	(2)	2	.....	.....
Transfert à Environnement – Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé aux fins de la gestion de la fonction distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(1 142)	.....	.....	(1 142)
Réaffectation interne de ressources – Afin de financer en partie une hausse récemment approuvée au Programme d'aide à l'instruction militaire	(3 000)	.....	.....	(3 000)
Réaffectation interne de ressources – Afin de traduire le caractère de capital de certaines dépenses de fonctionnement conformément aux pratiques de comptabilité d'exercice.....	(50 000)	.....	.....	(50 000)
Total des transferts	(53 251)	2	.....	(53 249)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 226 133	2	.....

Crédits à adopter	Crédit 5	Crédit 10	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	18 617	754	19 371
Fonds pour pallier les coûts différentiels de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan.....	9 680	.....	9 680
Fonds visant l'ajout de 5 000 membres aux Forces canadiennes régulières et de 3 000 membres à la réserve	9 000	.....	9 000
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	2 800	.....	2 800
Augmentation du programme global de subvention destiné aux bureaux nationaux des ligues de cadets en raison de coûts de fonctionnement accrus découlant notamment des services d'hébergement et de télécommunications.....	.....	390	390
Augmentation de la subvention versée à l'Institut pour la Surveillance et la Recherche Environnementales afin de financer ses activités suivant des responsabilités accrues.....	.....	375	375
Augmentation de la subvention versée à la Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada afin de financer une hausse des loyers et un soutien en matière de télécommunications.....	.....	24	24
Augmentation de la subvention versée à M. R.P. Thompson pour rétablir ses prestations.....	.....	4	4
Montant brut des crédits à adopter	40 097	1 547	41 644
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	793	793
Total des fonds disponibles	.....	793	793
Total des crédits à adopter	40 097	754	40 851

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation interne de ressources – Afin de traduire le caractère de capital de certaines dépenses de fonctionnement conformément aux pratiques de comptabilité d'exercice.....	50 000	.....	50 000
Transfert de Transports – Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	4 400	.....	4 400
Réaffectation interne de ressources – Afin de financer en partie une hausse récemment approuvée au Programme d'aide à l'instruction militaire .....	.....	3 000	3 000
Transfert à Pêches et Océans (1 303 \$), à Environnement (851 \$), à Transports (451 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (313 \$), et à l'Agence Parcs Canada (230 \$) – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>)	(3 150)	.....	(3 150)
Total des transferts	51 250	3 000	54 250
Présent budget supplémentaire des dépenses	91 347	3 754	1 321 236

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 793 160 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de besoins moindres en matière de paiements de contribution à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Commandement maritime</i>		
Programme de subventions globales – Caisse de bienfaisance :		
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	24 660	.....
<i>Commandement aérien</i>		
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	375 000	.....
<i>*Paiements de transfert non alloués spécifiquement</i>		
Pensions et rentes versées à des civils :		
M. R.P. Thompson	3 500	.....
Programme de subventions globales pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :		
Ligue des cadets de l'air du Canada	130 000	.....
Ligue des cadets de l'armée du Canada	130 000	.....
Ligue navale du Canada	130 000	.....
	393 500	.....
Total des subventions brutes	793 160	.....
Contributions		
<i>*Paiements de transfert non alloués spécifiquement</i>		
Programme d'aide à l'entraînement militaire	3 754 373	.....
Total des contributions brutes	3 754 373	.....
Total des paiements de transfert bruts	4 547 533	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	793 160	.....
Paiements de transfert	3 754 373	.....

* Cela représente les programmes de subventions et de contributions qui ne peuvent pas être attribués à une seule activité.

DÉFENSE NATIONALE
Ministère

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2005-2006
(en milliers de dollars)		
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
Commandement maritime		
<i>Équipement</i>		
Connectivité pour les données à grande vitesse (HSDC)	18 167	3 510
Projet de modernisation des radars des navires de classe Halifax	630 978	2 340
Équipement de collecte de données	7 141	826
Prolongation de vie de l'équipement des frégates	1 076 920	6 404
Commandement de la Force terrestre		
<i>Construction</i>		
Garnison de Valcartier – Renforcement de la structure de la couverture en terrasse	35 560	8 996
Base des Forces canadiennes Gagetown – Rénover les quartiers de stagiaires Lignes H	36 420	708
Base des Forces canadiennes Gagetown – Construire un deuxième quartier pour stagiaires	32 600	603
Base des Forces canadiennes Gagetown – Construire des quartiers pour stagiaires	30 026	10 887
Base des Forces canadiennes Shilo – Projet des quartiers généraux de la base	7 074	360
Construire de nouvelle quartier d'habitation Wainwright	22 717	8 180
Commandement aérien		
<i>Construction</i>		
17e Escadre Winnipeg – Projet de réfection et transfert du chemin Whytefold	1 300	325
Construire une tour de contrôle d'aérodrome	9 771	932
<i>Équipement</i>		
Bottes pour temps froid et pluvieux	12 613	3 198
Projet omnibus de capacité de vision nocturne	54 246	10 129
Environnement intégré d'information et d'apprentissage de la Force aérienne	13 949	1 432
Opérations		
<i>Équipement</i>		
Polar Epsilon: Capacité inter-armées de surveillance de zones étendues à partir de l'espace et appui connexe	60 680	7 377
Sécurité des télécommunications		
<i>Équipement</i>		
Projet omnibus du programme canadien de modernisation des produits cryptographiques	838 607	19 878
Recherche et développement		
<i>Équipement</i>		
Révision de l'approbation préliminaire du projet de surveillance de l'espace	96 455	2 211
Gestion de l'information		
<i>Équipement</i>		
Système intégré d'information du service de répertoire	6 858	3 585
Ressources humaines		
<i>Construction</i>		
Quartiers de stagiaires – Base des Forces canadiennes Borden	37 485	11 495
Projet omnibus de réfection des dortoirs du Collège militaire royal	65 816	17 549
Nouvelles installations de soins de santé – Base des Forces canadiennes Kingston	23 555	968
Soutien et acquisition du matériel		
<i>Équipement</i>		
Planification des ressources de distribution	28 111	5 960
*Projets d'immo majeurs non alloués spécifiquement		
<i>Équipement</i>		
Modernisation du système central de calcul de la retraite et de la paie	15 013	7 468

* Cela représente les projets d'immobilisation majeurs qui ne peuvent pas être attribués à une seule activité

DÉFENSE NATIONALE

Comité des griefs des Forces canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité des griefs des Forces canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	383
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	373

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 20
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement*	10
Transferts	
Transfert à la Défense nationale – Des autorisations de dépenser excédentaires en raison d'une charge de travail inférieure à ce que la Commission avait prévu au départ	(759)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(769)

* Les économies du Comité d'examen des dépenses – Acquisitions sont fournies à titre d'information seulement.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 686 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	244 014 000	4 582 000	39 121 447	287 717 447
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 10 (Industrie), 100 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 40 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	280 767 000	290 000	14 625 000	295 682 000
(L) Ministre du Développement social – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9).....	22 209 000 000	.....	112 000 000	22 321 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9).....	6 233 000 000	.....	100 000 000	6 333 000 000
(L) Versements d’allocations (L.R. 1985, ch. O-9).....	451 000 000	.....	8 000 000	459 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l’article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	19 400 000	.....	.....	19 400 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	62 477 000	.....	.....	62 477 000
Total du portefeuille.....	29 499 727 970	4 872 000	273 746 447	29 778 346 417

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Développement social demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	7 973	.....	7 973
Fonds consacrés à des projets de recherche qui permettent de recueillir des renseignements propres aux communautés sur la maturité scolaire des enfants	4 272	3 425	7 697
Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles, afin d'améliorer l'accès à l'information et à la culture littéraire pour les Canadiens incapables de lire des imprimés ⁽¹⁾	6 000	6 000
Fonds destinés à la gestion du Programme canadien de prêts aux étudiants	5 419	.....	5 419
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	4 977	.....	4 977
Fonds pour favoriser une participation accrue des personnes âgées dans leurs communautés (programme Nouveaux Horizons pour les aînés)	981	3 900	4 881
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	4 862	.....	4 862
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	4 380	.....	4 380
Fonds pour mener un sondage auprès de Canadiens handicapés qui viendra s'ajouter aux renseignements recueillis au moyen du recensement de la population de 2006	2 900	.....	2 900
Fonds pour stimuler l'établissement de partenariats avec le secteur bénévole afin d'améliorer le bien-être économique et social des Canadiens	1 457	1 300	2 757
Fonds pour la création et le fonctionnement du Secrétariat national pour les aînés, qui sera le centre de coordination de tous les efforts du gouvernement fédéral relatifs aux préoccupations des aînés et qui donnera son appui à l'élaboration d'une approche concertée en ce qui concerne les défis auxquels les aînés sont confrontés	2 521	.....	2 521
Montant brut des crédits à adopter	39 742	14 625	54 367
Fonds disponibles⁽²⁾			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	621	.....	621
Total des crédits à adopter	39 121	14 625	53 746
Crédits législatifs			
Nouvelles prévisions s'appliquant aux versements de la Sécurité de la vieillesse en raison principalement de l'augmentation du nombre prévu de prestataires			112 000
Nouvelles prévisions s'appliquant aux paiements du Supplément de revenu garanti en raison principalement de l'augmentation des montants versés mensuellement			100 000
Nouvelles prévisions s'appliquant aux versements d'allocations en raison principalement de l'augmentation du nombre prévu de bénéficiaires			8 000
Total des crédits législatifs			220 000
Total des rajustements des crédits			273 746

⁽¹⁾ L'avance de fonds d'un montant de 4 600 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

⁽²⁾ Consultez la section « Sommaire des modifications apportées aux crédits votés » pour obtenir plus de renseignements concernant les économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles et les économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants, le programme de Subventions canadiennes pour l'épargne-études et d'autres initiatives conjointes ...	4 686	.....	4 686
Transfert d'Industrie (125 \$), de Ressources humaines et Développement des compétences (100 \$), de Patrimoine canadien (40 \$) et du Sécurité publique et Protection civile (25 \$) – Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté .....	.....	290	290
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour la conférence L'itinérance : à la recherche de solutions globales et communautaires ..	(50)	.....	(50)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontale</i>).....	(54)	.....	(54)
Total des transferts	4 582	290	4 872
Présent budget supplémentaire des dépenses	43 703	14 915	278 618

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Soutien du revenu</i>		
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	112 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	.....	100 000 000
(L) Versements d'allocations.....	.....	8 000 000
	.....	220 000 000
<i>Inclusion et participation</i>		
Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles	6 000 000	.....
<i>Collectivités dynamiques</i>		
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés.....	3 900 000	.....
Total des subventions	9 900 000	220 000 000
Contributions		
<i>Collectivités dynamiques</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	5 015 000	.....
Total des contributions	5 015 000	.....
Total des paiements de transfert	14 915 000	220 000 000

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement	39 958 000	.....	5 898 240	45 856 240
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 272 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	347 971 000	(1 053 000)	32 489 250	379 407 250
(L) Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 693 000	.....	.....	4 693 000
Total du portefeuille.....	392 691 970	(1 053 000)	38 387 490	430 026 460

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds à l'appui des activités entourant les célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005 (<i>poste horizontal</i>).....	898	11 950	12 848
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	10 801	10 801
Fonds visant à augmenter les partenariats communautaires, à améliorer la compétitivité internationale et à soutenir la commercialisation des technologies dans l'Ouest canadien	500	5 000	5 500
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>)	92	5 188	5 280
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 146	.....	2 146
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale (<i>poste horizontal</i>)	325	1 400	1 725
Fonds pour la subvention destinée à l'Administration portuaire de Prince-Rupert pour la transformation d'un terminal à conteneurs .....	.....	1 000	1 000
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	972	.....	972
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	687	.....	687
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	607	.....	607
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	31	.....	31
Montant brut des crédits à adopter	6 258	35 339	41 597
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	200	2 850	3 050
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	70	.....	70
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	90
Total des fonds disponibles	360	2 850	3 210
Total des crédits à adopter	5 898	32 489	38 387
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	242	242
Transfert de Patrimoine canadien – Pour une contribution destinée à des initiatives communautaires visant à rendre hommage aux entrepreneurs francophones dans le domaine de l'industrie touristique, du développement rural, de l'économie du savoir et de l'esprit d'entreprise chez les jeunes.....	.....	30	30
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir divers projets lancés par le Conseil national Traverser les frontières visant à promouvoir une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication .....	.....	(25)	(25)
Transfert à Industrie – Pour améliorer la capacité des institutions financières autochtones à l'échelle du pays et augmenter la disponibilité de capitaux pour des prêts au développement (Entreprise autochtone Canada).....	.....	(300)	(300)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour une subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta remises dans le cadre des célébrations du centenaire de l'Alberta.....	.....	(1 000)	(1 000)
Total des transferts	.....	(1 053)	(1 053)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 898	31 436	37 334

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 90 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la suspension des droits perçus pour les bureaux régionaux des ministres pendant la période d'examen des modalités de financement.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Subvention à l'Administration portuaire de Prince-Rupert.....	1 000 000	.....
Total des subventions brutes	1 000 000	.....
Contributions		
<i>Innovation</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	5 201 000	.....
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	21 616 250	.....
<i>Développement des entreprises et entrepreneuriat</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	7 794 000	.....
Total des contributions brutes	34 611 250	.....
Total des paiements de transfert bruts	35 611 250	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 850 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 325 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	31 436 250	.....

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 070 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 567 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	671 527 000	(16 573 700)	95 868 758	750 822 058
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	31 240 000	284 000	3 389 100	34 913 100
10a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 056 100 \$ du crédit 1 (Environnement), de 12 500 \$ du crédit 15 (Environnement), de 6 250 \$ du crédit 20 (Environnement), de 300 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles), de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 654 000	2 234 850	1 540 240	59 429 090
(L)	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 735 000	.....	.....	76 735 000
	Total du Ministère	835 225 970	(14 054 850)	100 798 098	921 969 218
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions					
12a	Dépenses du Programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> .....	.....	.....	9 375 300	9 375 300
	Total de l'organisme .....	.....	.....	9 375 300	9 375 300
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
15a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 309 900 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	15 744 000	464 400	974 946	17 183 346
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 826 000	.....	.....	1 826 000
	Total de l'organisme	17 570 000	464 400	974 946	19 009 346

Nota : En vertu du décret C.P. 2005-1716, fixant au 3 octobre 2005 la date d'entrée en vigueur de la partie 13 (*Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions*) de la *Loi d'exécution du budget de 2005*, chapitre 30 des Lois du Canada (2005).

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence Parcs Canada					
20a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 863 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 531 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 230 408 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	375 528 321	1 618 158	25 008 820	402 155 299
25	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	1 800 000	.....	.....	1 800 000
(L)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	95 000 000	.....	.....	95 000 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 146 000	.....	.....	43 146 000
	Total de l'organisme	515 474 321	1 618 158	25 008 820	542 101 299
	Total du portefeuille.....	1 368 270 291	(11 972 292)	136 157 164	1 492 455 163

Nota : La rubrique Budgets des dépenses précédents comprend un montant de 30 966 321 \$ au crédit 20 (Agence Parcs Canada) qui a été voté en 2004-2005 et qui sera dépensé en 2005-2006.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>).....	61 364	.....	.....	61 364
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	35 384	.....	.....	35 384
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>).....	7 509	2 132	490	10 131
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	4 911	.....	.....	4 911
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	1 890	1 257	.....	3 147
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontal</i>).....	1 722	.....	.....	1 722
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	1 051	.....	50	1 101
Fonds pour le contrôle de la qualité de l'eau et des organismes vivants dans les eaux détournées du lac Devils (Dakota du Nord) dans le réseau hydrographique du Canada.....	1 056	.....	.....	1 056
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	960	.....	.....	960
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	942	.....	.....	942
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	664	.....	.....	664
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	565	.....	.....	565
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	518	.....	.....	518
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	289	.....	.....	289
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	.....	81
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	45	.....	.....	45

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	35	.....	.....	35
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	23	.....	.....	23
Montant brut des crédits à adopter	119 009	3 389	1 540	123 938
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	4 300	.....	.....	4 300
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	970	.....	.....	970
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	17 870	.....	.....	17 870
Total des fonds disponibles	23 140	.....	.....	23 140
Total des crédits à adopter	95 869	3 389	1 540	100 798
Transferts				
Transfert de Ressources naturelles – Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	6 070	.....	(4 885)	1 185
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	567	284	.....	851
Transfert de la Défense nationale (30 \$) et Pêches et Océans (15 \$) – Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes.....	.....	.....	45	45
Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour une contribution à l'International Association for Impact Assessment qui organise une conférence où seront discutées et évaluées des questions touchant l'éthique et les normes de qualité en matière d'évaluation des impacts environnementaux.....	.....	.....	13	13
Transfert de l'Agence Parcs Canada – En vue d'accroître la participation des Premières nations dans la planification et l'élaboration de projets d'aires marines nationales de conservation dans le cadre du plan d'action du bassin de la baie Georgienne.....	.....	.....	6	6
Réaffectation interne de ressources – Pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>).....	(7 056)	.....	7 056	.....
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé aux fins de la gestion de la fonction distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(36)	.....	.....	(36)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile (20 000 \$), à Santé (850 \$), à Industrie (269 \$) et de Ressources naturelles (5 000 \$) – Financement permettant au Canada d'accueillir la première réunion des parties au Protocole de Kyoto à Montréal, de concert avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention sur le changement climatique (<i>poste horizontal</i>).....	(16 119)	.....	.....	(16 119)
Total des transferts	(16 574)	284	2 235	(14 055)
Présent budget supplémentaire des dépenses	79 295	3 673	3 775	86 743

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 17 869 524 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds réservés pour des activités liées à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Réduction des émissions de gaz à effet de serre</i>		
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	3 208 110	.....
<i>Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes</i>		
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	12 500	.....
<i>La diversité biologique est conservée</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	50 000	.....
<i>Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	460 240	.....
<i>Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	44 240	.....
Total des paiements de transfert	3 775 090	.....

ENVIRONNEMENT

Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 12
Fonds initiaux visant à créer une institution permanente pour l'achat de crédits attestant la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et leur absorption au nom du gouvernement du Canada.....	9 375

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	570
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	374
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	81
Montant brut des crédits à adopter	1 025
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	50
Total des crédits à adopter	975
Transferts	
Transfert de Travaux Publics et Services gouvernementaux – Pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontal</i>)	310
Transfert de Ressources naturelles – Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>)	167
Transfert à Environnement – Pour une contribution à l'International Association for Impact Assessment qui organise une conférence où seront discutées et évaluées des questions touchant l'éthique et les normes de qualité en matière d'évaluation des impacts environnementaux.....	(13)
Total des transferts	464
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 439

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Évaluation environnementale efficiente et efficace</i>		
Contribution à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale – Fonds d'aide financière aux participants	167 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	12 500	.....
Paiements de transfert nets	154 500	.....

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds consacrés à la mise en œuvre continue de l'Initiative des endroits historiques dont l'objectif est de préserver et de mettre en valeur les lieux historiques du Canada.....	11 650
Fonds affectés à réduire le risque de la perte irréversible de biens culturels d'importance nationale et à assurer la sécurité du public et du personnel.....	11 000
Fonds destinés à accroître la capacité de gérer l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada	4 934
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 383
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 121
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	972
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	300
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>).....	234
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	170
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	125
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>)	25
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	23
Montant brut des crédits à adopter	31 937
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	700
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 228
Total des fonds disponibles	6 928
Total des crédits à adopter	25 009
Transferts	
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto)	863
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	351
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	230
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales	180
Transfert à Environnement – En vue d'accroître la participation des Premières nations dans la planification et l'élaboration de projets d'aires marines nationales de conservation dans le cadre du plan d'action du bassin de la baie Georgienne	(6)
Total des transferts	1 618
Présent budget supplémentaire des dépenses	26 627

ENVIRONNEMENT
Agence Parcs Canada

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 6 228 009 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de rajustements liés au rapprochement de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de Parcs Canada qui s'énoncent comme suit : 5 111 609 \$ concernant des rajustements de fin d'année pour l'exercice 2004-2005 au titre des exigences du régime d'avantages sociaux des employés; et 1 116 400 \$ concernant des rajustements de fin d'année pour l'exercice 2004-2005 afin de couvrir les frais des services juridiques du ministère de la Justice.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Conserver les ressources patrimoniales</i>		
Programme de contributions à une catégorie de bénéficiaires pour l'Initiative des endroits historiques	9 000 000	.....

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 627 050 \$ du crédit 10 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	84 048 000	11 627 050	1	95 675 051
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 143 000 \$ du crédit 10 (Finances) et de 35 057 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	944 000 000	51 200 000	1	995 200 001
10a	Paievements de transfert aux gouvernements territoriaux	1 800 000 000	(27 770 050)	.....	1 772 229 950
<u>12a</u>	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada le paiement d'au plus 90 % des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2003-2004</i> .....	.....	.....	1	1
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement	239 740 000	.....	.....	239 740 000
(L)	Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	4 800 000	.....	.....	4 800 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 168 000	.....	.....	12 168 000
(L)	Achat de monnaie canadienne	82 200 000	.....	.....	82 200 000
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	35 887 000 000	.....	(799 000 000)	35 088 000 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9 510 000 000	.....	1 390 000 000	10 900 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13 000 000 000	.....	6 000 000 000	19 000 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 225 000 000	.....	.....	8 225 000 000
(L)	Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 500 000 000	.....	(3 500 000 000)	.....

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(611 000 000)	.....	(21 000 000)	(632 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(2 765 127 000)	.....	(108 873 000)	(2 874 000 000)
(L) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse .....	.....	.....	4 000 000	4 000 000
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	.....	2 029 500 000	2 029 500 000
Total du budgétaire	69 944 898 970	35 057 000	4 994 627 003	74 974 582 973
L15 Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
(L) Émission de billets à vue à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	9 346 000	.....	.....	9 346 000
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	15 577 000	.....	.....	15 577 000
(L) Émission de prêts à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	84 000 000	.....	.....	84 000 000
Total du non-budgétaire	108 923 001	.....	.....	108 923 001
Total du Ministère	70 053 821 971	35 057 000	4 994 627 003	75 083 505 974
Vérificateur général				
20a Dépenses du Programme.....	62 957 000	.....	3 083 500	66 040 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 844 000	.....	.....	8 844 000
Total de l'organisme	71 801 000	.....	3 083 500	74 884 500
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25a Dépenses du Programme.....	8 170 000	.....	474 650	8 644 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 382 000	.....	.....	1 382 000
Total de l'organisme	9 552 000	.....	474 650	10 026 650
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	27 663 000	.....	2 334 875	29 997 875
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 019 000	.....	.....	3 019 000
Total de l'organisme	30 682 000	.....	2 334 875	33 016 875
Bureau du surintendant des institutions financières				
35 Dépenses du Programme.....	755 000	.....	.....	755 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	755 001	.....	.....	755 001
Total du portefeuille.....	70 166 611 972	35 057 000	5 000 520 028	75 202 189 000

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds pour les paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres .....	.....	16 143	.....	.....	16 143
Fonds pour le Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires qui est chargé d'examiner le système actuel de péréquation et la formule de financement des territoires au Canada et de formuler des recommandations concernant sa pertinence, sa stabilité et sa prévisibilité	7 000	.....	.....	.....	7 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	3 922	.....	.....	.....	3 922
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontale</i>).....	775	.....	.....	.....	775
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>).....	50	.....	.....	.....	50
Pour autoriser le gouvernement à conclure des ententes relatives aux garanties d'assurance hypothécaire avec des assureurs privés reconnus par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada. ....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	11 747	16 143	.....	.....	27 890
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	120	.....	.....	.....	120
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	11 627	16 143	.....	.....	27 770
Total des fonds disponibles	11 747	16 143	.....	.....	27 890
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs					
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....					5 793 627
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)					5 000
Économies réalisées par le Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....					(1 400)
Révision des frais de la dette en raison des taux d'intérêt moins élevés que prévu					(802 600)
Total des crédits législatifs					4 994 627
Total des rajustements des crédits					4 994 627

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour les paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres.....	.....	35 057	.....	.....	35 057
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison de l'approbation du Parlement de l'état des crédits législatifs pour des paiements de transfert aux gouvernements territoriaux.....	11 627	16 143	(27 770)	.....	.....
Total des transferts	11 627	51 200	(27 770)	.....	35 057
Présent budget supplémentaire des dépenses	11 627	51 200	(27 770)	.....	5 029 684

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 11 627 050 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'un surplus des autorisations de dépenser approuvées pour les paiements de transfert aux territoires (maintenant un crédit législatif), qui sont utilisés à titre de compensation pour réduire les demandes d'autorisation de dépenser ayant trait à d'autres crédits.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 16 143 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'un surplus des autorisations de dépenser approuvées pour les paiements de transfert aux territoires (maintenant un crédit législatif), qui sont utilisés à titre de compensation pour réduire les demandes d'autorisation de dépenser ayant trait à d'autres crédits.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Finances et commerce internationaux</i>		
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres	51 200 000	.....
Total des subventions	51 200 000	.....
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements de transfert aux provinces et aux territoires</i>		
(L) Péréquation fiscale (Partie I – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	1 390 000 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	6 000 000 000
(L) Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	(3 500 000 000)
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	(21 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	(108 873 000)
(L) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse .....	.....	4 000 000
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	.....	2 029 500 000
Total des autres paiements de transfert	.....	5 793 627 000
Paiements de transfert	51 200 000	5 793 627 000

FINANCES

Vérificateur général

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Vérificateur général demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	3 144
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	60
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 084

Tribunal canadien du commerce extérieur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	417
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>).....	68
Montant brut des crédits à adopter	485
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	475

FINANCES

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds supplémentaires pour du matériel et du personnel en raison des tensions liées à la technologie et à la charge de travail afin de maintenir les activités courantes.....	1 447
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	1 368
Montant brut des crédits à adopter	<u>2 815</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	400
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	80
Total des fonds disponibles	<u>480</u>
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>2 335</u>

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses du Programme.....	16 702 000	.....	482 795	17 184 795
(L) Traitement du gouverneur général.....	114 000	.....	.....	114 000
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	354 000	.....	.....	354 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 890 000	.....	.....	1 890 000
Total du portefeuille.....	19 060 000	.....	482 795	19 542 795

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Gouverneur général demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	813
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	300
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	30
Total des fonds disponibles	330
Présent budget supplémentaire des dépenses	483

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 269 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	382 308 000	(133 100)	64 751 194	446 926 094
5a Dépenses en capital.....	3 851 000	.....	16 013 500	19 864 500
10a Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 300 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 160 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 70 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	774 926 000	555 000	186 792 000	962 273 000
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(15 622 000)	.....	.....	(15 622 000)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	8 300 000	.....	.....	8 300 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	109 390 000	.....	(26 190 000)	83 200 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 772 000	.....	.....	57 772 000
(L) Obligations contractées pour des paiements de garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>.....	.....	.....	230 000	230 000
Total du budgétaire	1 330 994 970	421 900	241 596 694	1 573 013 564
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total du non-budgétaire.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 331 794 970	421 900	241 596 694	1 573 813 564
Agence spatiale canadienne				
25a Dépenses de fonctionnement	173 408 000	.....	8 944 359	182 352 359
30a Dépenses en capital.....	105 386 000	.....	1 783 000	107 169 000
35 Subventions et contributions.....	53 275 000	.....	.....	53 275 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 545 000	.....	.....	9 545 000
Total de l'organisme	341 614 000	.....	10 727 359	352 341 359
Commission canadienne du tourisme				
40a Dépenses du Programme.....	78 823 000	.....	25 000 000	103 823 000
Total de l'organisme	78 823 000	.....	25 000 000	103 823 000

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Tribunal de la concurrence					
45a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 473 000	200 000	73 750	1 746 750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	161 000	.....	.....	161 000
	Total de l'organisme	1 634 000	200 000	73 750	1 907 750
Commission du droit d'auteur					
50	Dépenses du Programme.....	2 206 000	.....	.....	2 206 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	308 000	.....	.....	308 000
	Total de l'organisme	2 514 000	.....	.....	2 514 000
Conseil national de recherches du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement	356 428 000	(150 000)	43 980 234	400 258 234
60a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	53 919 000	5 000 000	8 712 000	67 631 000
65a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	113 760 000	750 000	28 800 000	143 310 000
(L)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	71 642 000	.....	.....	71 642 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 947 000	.....	.....	45 947 000
	Total de l'organisme	641 696 000	5 600 000	81 492 234	728 788 234
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70a	Dépenses de fonctionnement	32 761 000	.....	3 012 758	35 773 758
75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	792 740 000	.....	31 400 000	824 140 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 731 000	.....	.....	3 731 000
	Total de l'organisme	829 232 000	.....	34 412 758	863 644 758
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	18 491 000	20 000	1 908 150	20 419 150
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 348 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	526 627 000	848 750	24 752 600	552 228 350
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 166 000	.....	.....	2 166 000
	Total de l'organisme	547 284 000	868 750	26 660 750	574 813 500

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil canadien des normes				
90 Paiements au Conseil canadien des normes.....	6 924 000	.....	.....	6 924 000
Total de l'organisme	6 924 000	.....	.....	6 924 000
Statistique Canada				
95a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 055 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 500 000 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	442 199 000	2 845 523	42 070 563	487 115 086
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 507 000	.....	.....	68 507 000
Total de l'organisme	510 706 000	2 845 523	42 070 563	555 622 086
Total du portefeuille.....	4 292 221 970	9 936 173	462 034 108	4 764 192 251

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le ministère de l'Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés à un investissement stratégique dans les domaines du génie automobile, de la recherche et développement, de la modernisation des processus de fabrication canadiens en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques.....	.....	.....	140 000	140 000
Fonds affectés au développement économique régional dans le Nord de l'Ontario.....	5 816	.....	30 800	36 616
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	22 633	.....	.....	22 633
Fonds à l'appui d'investissements dans un certain nombre de projets prioritaires d'immobilisations dont ceux nécessaires pour faire face à des enjeux urgents en santé et en sécurité.....	.....	13 000	.....	13 000
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontale</i>).....	132	.....	9 250	9 382
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale (<i>poste horizontale</i>).....	321	.....	9 050	9 371
Fonds pour faciliter l'accès au spectre des radiofréquences.....	8 429	.....	.....	8 429
Fonds pour promouvoir et soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario.....	250	.....	7 950	8 200
Besoins de fonctionnement supplémentaires pour le Bureau de la concurrence afin de renforcer les dispositions de la <i>Loi sur la concurrence</i>	7 672	.....	.....	7 672
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>).....	4 777	.....	.....	4 777
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontale</i>).....	4 536	.....	.....	4 536
Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production (<i>poste horizontale</i>).....	132	.....	3 942	4 074
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	3 794	.....	.....	3 794
Fonds liés à la construction du laboratoire de photonique au Centre de recherches sur les communications du Canada.....	.....	3 014	.....	3 014
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontale</i>).....	2 351	.....	.....	2 351
Initiatives visant à réduire sensiblement les formalités administratives des petites et moyennes entreprises.....	1 875	.....	.....	1 875
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontale</i>).....	1 669	.....	.....	1 669
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontale</i>).....	855	.....	.....	855
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontale</i>).....	244	.....	.....	244

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)..	143	.....	.....	143
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	122	.....	.....	122
Montant brut des crédits à adopter	65 751	16 014	200 992	282 757
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles .....	.....	.....	14 200	14 200
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	1 000	.....	.....	1 000
Total des fonds disponibles	1 000	.....	14 200	15 200
Total des crédits à adopter	64 751	16 014	186 792	267 557
Crédits législatifs				
Paiements à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>				230
Paiements à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>				(26 190)
Total des crédits législatifs				(25 960)
Total des rajustements des crédits				241 597
Transferts				
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir des fonds à l'appui d'un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à large bande dans la région de l'Abitibi Témiscamingue au Québec .....	.....	.....	450	450
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour accroître la compétitivité des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	.....	.....	450	450
Transfert de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (300 \$) et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (70 \$) – Pour améliorer la capacité des institutions financières autochtones à l'échelle du pays et augmenter la disponibilité de capitaux pour des prêts au développement (Entreprise autochtone Canada).....	.....	.....	370	370
Transfert d'Environnement – Pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>)	269	.....	.....	269
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	160	210
Transfert du Conseil national de recherches du Canada – À l'appui des activités de mise en valeur et de promotion des technologies langagières	150	.....	.....	150

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(45)	.....	.....	(45)
Transfert à Développement social – Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté.....	.....	.....	(125)	(125)
Transfert au Tribunal de la concurrence – Pour couvrir les frais liés à l'audition de demandes et le prononcé d'ordonnances.....	(200)	.....	.....	(200)
Transfert aux Affaires étrangères et Commerce International (Commerce international) – Pour financer le fonctionnement des centres du commerce international.....	(357)	.....	.....	(357)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – À l'appui de la Toronto Region Research Alliance dans la promotion de la région en tant que centre de calibre mondial pour l'industrie de la recherche et l'industrie axée sur la recherche.....	.....	.....	(750)	(750)
Total des transferts	(133)	.....	555	422
Présent budget supplémentaire des dépenses	64 618	16 014	187 347	242 019

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial</i>		
Contributions en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques.....	140 000 000	.....
<i>Secteur des opérations – Développement économique</i>		
(L) Obligations contractées pour des paiements de garanties d'emprunt en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>.....	.....	230 000
Contributions dans le cadre du Fonds pour le développement de l'Est de l'Ontario.....	7 950 000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités.....	9 250 000	.....
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario..	30 800 000	.....
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	370 000	.....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>.....	.....	(26 190 000)
Contributions en vertu du Programme d'économie sociale pour l'Ontario.....	9 050 000	.....
	57 420 000	(25 960 000)
<i>Secteur de l'industrie – Développement économique</i>		
Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement..	4 392 000	.....
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique</i>		
Contributions pour le Développement économique des communautés minoritaires de langue officielle.....	160 000	.....
Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord.....	450 000	.....
	610 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	202 422 000	(25 960 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	14 200 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	875 000	.....
Paiements de transfert	187 347 000	(25 960 000)

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	6 270	.....	6 270
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1	3 164	.....	3 164
Fonds pour la poursuite de projets liés à l'Observation de la Terre depuis l'espace ainsi qu'aux Sciences et exploration spatiales, y compris la conception et l'achat d'instruments. ....	.....	1 783	1 783
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (poste horizontal).....	88	.....	88
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>)	12	.....	12
Montant brut des crédits à adopter	9 534	1 783	11 317
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	590	.....	590
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 944	1 783	10 727

Commission canadienne du tourisme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du tourisme demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds supplémentaires pour le déménagement de la Commission canadienne du tourisme à Vancouver	17 000
Fonds pour une nouvelle initiative de commercialisation qui vise à stimuler les exportations canadiennes	8 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 000

INDUSTRIE

Tribunal de la concurrence

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	74
Transferts	
Transfert d'Industrie – Pour couvrir les frais relatifs à l'audition des demandes et au prononcé d'ordonnances	200
Présent budget supplémentaire des dépenses	274

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Fonds consacrés à la poursuite des programmes de recherche de base en physique des particules subatomiques, en recherche sur les matériaux, en sciences de la vie et en thérapie médicale, et à la poursuite des opérations de la Tri-University Meson Facility.....	.....	.....	24 800	24 800
Fonds pour renforcer la capacité du Canada atlantique à innover et à soutenir la concurrence dans l'économie du savoir (projets des grappes technologiques du Canada atlantique).....	18 475	1 012	900	20 387
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	17 367	.....	.....	17 367
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	.....	6 000
Fonds supplémentaires consacrés à des stratégies d'innovation et de commercialisation régionales visant à faciliter l'accès des petites entreprises à la recherche et à l'expertise disponible.....	1 775	.....	3 000	4 775
Réinstallation de l'Institut d'innovation en piles à combustible à l'intérieur du campus de l'Université de la Colombie-Britannique	.....	4 650	.....	4 650
Fonds destinés à des projets liés à l'amélioration de l'infrastructure de base et à l'achat d'équipement nécessaire pour des projets de recherche et de développement déterminés.....	.....	3 050	.....	3 050
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	746	.....	.....	746
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	197	.....	.....	197
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	100	100
Montant brut des crédits à adopter	44 560	8 712	28 800	82 072
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	580	.....	.....	580
Total des crédits à adopter	43 980	8 712	28 800	81 492
Transferts				
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – En vue de l'achat de l'équipement de recherche et développement requis et de l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication en aérospatiale).....	.....	5 000	.....	5 000
Transfert d'Industrie – À l'appui de la Toronto Region Research Alliance dans la promotion de la région en tant que centre de calibre mondial pour l'industrie de la recherche et l'industrie axée sur la recherche.....	.....	.....	750	750
Transfert à Industrie – À l'appui des activités de mise en valeur et de promotion des technologies langagières.....	(150)	.....	.....	(150)
Total des transferts	(150)	5 000	750	5 600
Présent budget supplémentaire des dépenses	43 830	13 712	29 550	87 092

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Recherche et développement</i>		
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï.....	24 800 000	.....
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques.....	4 750 000	.....
Total des paiements de transfert	29 550 000	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2005-2006
	(en milliers de dollars)	
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
<i>Recherche et innovation technologique</i>		
QUÉBEC		
Animalerie	2 461	2 461
ONTARIO		
Réfection d'un bâtiment.....	2 500	2 500
Acquisition d'un spectromètre de masse à plasma inductif à détecteurs multiples.....	1 200	1 200
Regroupement des activités liées à l'information quantique dans l'immeuble M-50	1 000	1 000

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	1 203	30 400	31 603
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 638	.....	1 638
Fonds pour améliorer la capacité de fonctionnement de l'installation du Centre canadien de rayonnement Synchrotron, afin d'accroître la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale contemporaine du savoir.....	.....	1 000	1 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	222	.....	222
Montant brut des crédits à adopter	3 063	31 400	34 463
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	50	.....	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 013	31 400	34 413

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Attirer et garder en poste des membres du corps professoral</i>		
Subventions et bourses.....	300 000	.....
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....	28 400 000	.....
<i>Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement</i>		
Subventions et bourses.....	2 700 000	.....
Total des paiements de transfert	31 400 000	.....

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	1 029	24 753	25 782
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	899	.....	899
Montant brut des crédits à adopter	1 928	24 753	26 681
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	20	.....	20
Total des crédits à adopter	1 908	24 753	26 661
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche qui feront la promotion de l'utilisation des deux langues officielles	20	500	520
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	.....	349	349
Total des transferts	20	849	869
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 928	25 602	27 530

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)</i>		
Subventions et bourses.....	6 119 600	.....
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses.....	848 750	.....
<i>Développement de la recherche stratégique</i>		
Subventions et bourses.....	500 000	.....
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>		
Subventions et bourses.....	3 500 000	.....
<i>Coûts indirects de la recherche</i>		
Coûts indirects de la recherche	14 633 000	.....
Total des paiements de transfert	25 601 350	.....

INDUSTRIE

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	23 172
Fonds restants pour mener un recensement complet de la population en 2006.....	14 645
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>)	2 800
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	547
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	533
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	412
Fonds pour des programmes qui soutiennent de façon continue des initiatives visant à accélérer la circulation à la frontière de marchandises à faible risque (Initiatives de modernisation des douanes à la frontière) (<i>poste horizontal</i>).....	289
Fonds pour améliorer la collecte de renseignements sur les personnes handicapées	87
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	45
Montant brut des crédits à adopter	42 530
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	460
Total des crédits à adopter	42 070
Transferts	
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien (1 200 \$), de Patrimoine canadien (700 \$), de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (500 \$) et de Citoyenneté et Immigration (100 \$) – Pour mener un recensement complet de la population en 2006	2 500
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	356
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la participation à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones qui se tiendra à Ottawa	(10)
Total des transferts	2 846
Présent budget supplémentaire des dépenses	44 916

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement	517 577 000	(8 517 000)	54 033 250	563 093 250
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 517 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	329 228 000	8 517 000	36 914 415	374 659 415
(L)	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 990 000	.....	.....	77 990 000
	Total du Ministère.....	924 864 970	.....	90 947 665	1 015 812 635
Commission canadienne des droits de la personne					
10a	Dépenses du Programme.....	20 089 000	.....	(20 000)	20 069 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 291 000	.....	.....	2 291 000
	Total de l'organisme	22 380 000	.....	(20 000)	22 360 000
Tribunal canadien des droits de la personne					
15a	Dépenses du Programme.....	4 324 000	.....	178 644	4 502 644
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	.....	.....	374 000
	Total de l'organisme	4 698 000	.....	178 644	4 876 644
Commissaire à la magistrature fédérale					
20a	Dépenses de fonctionnement	7 186 000	.....	312 250	7 498 250
25a	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 575 000	.....	211 750	1 786 750
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	342 104 000	.....	.....	342 104 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	866 000	.....	.....	866 000
	Total de l'organisme	351 731 000	.....	524 000	352 255 000
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 525 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	47 175 000	525 000	9 645 283	57 345 283
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 361 000	.....	.....	6 361 000
	Total de l'organisme	53 536 000	525 000	9 645 283	63 706 283
Commission du droit du Canada					
35a	Dépenses du Programme.....	2 970 000	.....	135 666	3 105 666
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	172 000	.....	.....	172 000
	Total de l'organisme	3 142 000	.....	135 666	3 277 666

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40a Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	4 813 000	.....	122 837	4 935 837
45a Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement et contributions	3 925 000	.....	6 142 900	10 067 900
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 471 000	.....	.....	1 471 000
Total de l'organisme	10 209 000	.....	6 265 737	16 474 737
Cour suprême du Canada				
50a Dépenses du Programme.....	20 127 000	.....	1 750 150	21 877 150
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 653 000	.....	.....	4 653 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 373 000	.....	.....	2 373 000
Total de l'organisme	27 153 000	.....	1 750 150	28 903 150
Total du portefeuille.....	1 397 713 970	525 000	109 427 145	1 507 666 115

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour bonifier les ententes de contributions avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de continuer à soutenir la mise en œuvre conjointe de l'Initiative sur le renouvellement du système de justice pour les jeunes.....	.....	40 552	40 552
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	23 524	.....	23 524
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	4 783	.....	4 783
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	4 628	.....	4 628
Fonds en vue de soutenir et d'améliorer les initiatives et les programmes fédéraux d'aide aux victimes (Initiative fédérale sur les victimes d'actes criminels)	2 592	2 000	4 592
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	4 113	.....	4 113
Fonds consacrés aux engagements et aux contributions dans le domaine du droit de la famille et du soutien aux enfants (Stratégie du droit de la famille axée sur l'enfant).....	.....	4 000	4 000
Fonds destinés à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion du litige portant sur les droits des Métis et des Indiens non inscrits	3 486	.....	3 486
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 600	.....	2 600
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	2 368	.....	2 368
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	2 133	.....	2 133
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	1 717	.....	1 717
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	1 437	.....	1 437
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>)	1 171	100	1 271
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	949	.....	949
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>).....	287	492	779
Fonds supplémentaires pour la prestation de services juridiques à l'Agence des douanes et du revenu du Canada.....	774	.....	774
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	162	.....	162
Montant brut des crédits à adopter	56 724	47 144	103 868
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	2 000	10 230	12 230
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	670	.....	670
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	20	.....	20
Total des fonds disponibles	2 690	10 230	12 920
Total des crédits à adopter	54 034	36 914	90 948

JUSTICE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'acquittement de la dette liée au transfert du Centre national de prévention du crime à Sécurité publique et Protection civile Canada	(3 600)	3 600	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'implantation de l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	(3 847)	3 847	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la Stratégie de renouvellement de la justice pour les jeunes	(1 070)	1 070	.....
Total des transferts	(8 517)	8 517	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	45 517	45 431	90 948

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 20 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des ressources à l'interne pour la Stratégie de renouvellement de la justice pour les jeunes

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Exécuter des programmes</i>		
Subventions appuyant le Fonds juridique de partenariats et d'innovation	50 000	.....
Subventions en vertu du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels.....	350 000	.....
Total des subventions brutes	400 000	.....
Contributions		
<i>Exécuter des programmes</i>		
Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale	647 000	.....
Contributions à l'appui de l'aide juridique – Sécurité publique et lutte contre le terrorisme..	1 500 000	.....
Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes	1 070 000	.....
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	44 152 415	.....
Contributions en vertu du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	1 650 000	.....
Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	4 000 000	.....
Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	50 000	.....
Contributions visant à appuyer l'Initiative pour améliorer la sécurité communautaire	492 000	.....
Fonds de réserve des Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	1 700 000	.....
Total des contributions brutes	55 261 415	.....
Total des paiements de transfert bruts	55 661 415	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>10 230 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	45 431 415	.....

JUSTICE

Commission canadienne des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 10
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement*	20

* Les économies approuvées par le Comité d'examen des dépenses – Acquisitions sont fournies à titre d'information seulement.

Tribunal canadien des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	189
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	179

JUSTICE

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	412	79	491
Coûts relatifs à une enquête disciplinaire visant un juge de la Cour supérieure de justice de l'Ontario.....	.....	133	133
Montant brut des crédits à adopter	412	212	624
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	100	.....	100
Présent budget supplémentaire des dépenses	312	212	524

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour l'aménagement du Centre de la magistrature fédérale de Toronto, nouvellement construit	4 000
Fonds nécessaire pour le traitement supplémentaire des juges suppléants et des protonotaires, pour le soutien administratif et pour faire face au nombre croissant de causes touchant des Autochtones	2 518
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 310
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	708
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	159
Montant brut des crédits à adopter	9 695
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	50
Total des crédits à adopter	9 645
Transferts	
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	525
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 170

JUSTICE

Commission du droit du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	146
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	136

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Renouvellement des fonds accordés pour remplir les obligations législatives relatives à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>* .....	.....	5 962	5 962
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	61	196	257
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	67	.....	67
Montant brut des crédits à adopter	128	6 158	6 286
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	5	15	20
Présent budget supplémentaire des dépenses	123	6 143	6 266

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Questions liées à la protection de la vie privée – Politiques et recherche</i>		
Contributions à l'appui d'activités de recherche et de promotion liées à la protection des renseignements personnels	500 000	.....

* L'avance de fonds d'un montant de 2 900 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

JUSTICE

Cour suprême du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 007
Fonds consacrés à améliorer la sécurité et l'accessibilité à l'entrée Est de l'édifice de la Cour suprême du Canada	773
Montant brut des crédits à adopter	<u>1 780</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	30
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>1 750</u>

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1a	Dépenses du Programme.....	50 950 550	.....	1 449 600	52 400 150
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	23 567 700	.....	.....	23 567 700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 087 200	.....	.....	6 087 200
	Total de l'organisme	80 605 450	.....	1 449 600	82 055 050
Chambre des communes					
5a	Dépenses du Programme.....	241 595 340	.....	7 795 201	249 390 541
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	106 464 576	.....	3 050 125	109 514 701
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 160 774	.....	.....	35 160 774
	Total de l'organisme	383 220 690	.....	10 845 326	394 066 016
Bibliothèque du Parlement					
10	Dépenses du Programme.....	27 733 000	.....	.....	27 733 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	.....	.....	4 372 000
	Total de l'organisme	32 105 000	.....	.....	32 105 000
Commissariat à l'éthique					
15	Dépenses du programme.....	4 089 000	.....	.....	4 089 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	586 000	.....	.....	586 000
	Total de l'organisme	4 675 000	.....	.....	4 675 000
Conseiller sénatorial en éthique					
17a	Dépenses du Programme.....	.....	.....	843 600	843 600
	Total de l'organisme .....	.....	.....	843 600	843 600
	Total du portefeuille.....	500 606 140	.....	13 138 526	513 744 666

Nota : En vertu du décret C.P. 2005-0273 du 1^{er} avril 2005, l'article 2 de la *Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada* (conseiller sénatorial en éthique et commissaire à l'éthique) et certaines lois en conséquence est maintenant en vigueur.

PARLEMENT

Sénat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Sénat demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1
Coûts de fonctionnement supplémentaires	1 450

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires	7 795	.....	7 795
Crédits législatifs			
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	3 050	3 050
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 795	3 050	10 845

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Administration de la Chambre</i> Contributions aux associations parlementaires et de procédure	8 000	.....

Conseiller sénatorial en éthique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseiller sénatorial en éthique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 17
Fonds pour l'installation et le fonctionnement du bureau du Conseiller sénatorial en éthique*	844

* L'avance de fonds d'un montant de 775 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement	227 800 000	(15 323 607)	26 043 578	238 519 971
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	862 626 000	(4 755 965)	200 007 042	1 057 877 077
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 030 000	.....	.....	1 030 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 697 000	.....	.....	25 697 000
	Total du budgétaire	1 118 041 970	(20 079 572)	226 050 620	1 324 013 018
L10	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	.....	.....	10 000
	Total du Ministère.....	1 118 051 970	(20 079 572)	226 050 620	1 324 023 018
Conseil des Arts du Canada					
15a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 44 013 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 607 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	150 173 250	1 651 013	1	151 824 264
	Total de l'organisme	150 173 250	1 651 013	1	151 824 264
Société Radio-Canada					
20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	886 904 000	2 000 000	80 000 000	968 904 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion....	91 510 000	.....	6 000 000	97 510 000
	Total de l'organisme	982 414 000	2 000 000	86 000 000	1 070 414 000
Musée canadien des civilisations					
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 62 060 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	58 698 000	1 616 310	1	60 314 311
	Total de l'organisme	58 698 000	1 616 310	1	60 314 311

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien de la nature				
40 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	55 569 000	.....	.....	55 569 000
Total de l'organisme	55 569 000	.....	.....	55 569 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant :				
a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ;				
b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	.....	1 881 600	1 881 601
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 696 000	.....	.....	5 696 000
Total de l'organisme	5 696 001	.....	1 881 600	7 577 601
Bibliothèque et Archives du Canada				
50a Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 968 821 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	81 608 000	5 968 821	10 179 856	97 756 677
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 286 000	.....	.....	11 286 000
Total de l'organisme	92 894 000	5 968 821	10 179 856	109 042 677
Société du Centre national des Arts				
55a Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 610 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 365 800 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	31 224 000	975 800	1	32 199 801
Total de l'organisme	31 224 000	975 800	1	32 199 801
Commission des champs de bataille nationaux				
60a Dépenses du Programme.....	6 867 000	.....	135 033	7 002 033
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 450 000	.....	.....	1 450 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394 000	.....	.....	394 000
Total de l'organisme	8 711 000	.....	135 033	8 846 033

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission de la capitale nationale				
65a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	66 494 000	.....	3 500 000	69 994 000
70a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	22 063 000	.....	4 500 000	26 563 000
Total de l'organisme	88 557 000	.....	8 000 000	96 557 000
Office national du film				
75a Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 875 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 320 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	62 948 000	2 195 000	2 551 182	67 694 182
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	62 948 000	2 195 000	2 551 182	67 694 182
Musée des beaux-arts du Canada				
80 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	36 469 000	.....	.....	36 469 000
85 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	44 469 000	.....	.....	44 469 000
Musée national des sciences et de la technologie				
90a Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	24 446 000	470 000	1 489 000	26 405 000
Total de l'organisme	24 446 000	470 000	1 489 000	26 405 000
Commission de la fonction publique				
95a Dépenses du Programme <u>et, aux termes du</u> paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours de l'exercice, afin de compenser les dépenses encourues durant l'exercice pour la prestation de services d'évaluation et de counselling et l'offre de produits connexes	76 791 000	(145 000)	12 863 365	89 509 365
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 736 000	.....	.....	11 736 000
Total de l'organisme	88 527 000	(145 000)	12 863 365	101 245 365
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100a Dépenses du Programme.....	9 269 000	.....	3 266 150	12 535 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 301 000	.....	.....	1 301 000
Total de l'organisme	10 570 000	.....	3 266 150	13 836 150

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105 Dépenses du Programme.....	3 776 000	.....	.....	3 776 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	337 000	.....	.....	337 000
Total de l'organisme	4 113 000	.....	.....	4 113 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
110a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	11 278 000	220 000	561 150	12 059 150
115a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 227 184 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	10 750 000	227 184	1	10 977 185
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 375 000	.....	.....	1 375 000
Total de l'organisme	23 403 000	447 184	561 151	24 411 335
Téléfilm Canada				
120a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 475 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	123 874 000	475 000	1	124 349 001
Total de l'organisme	123 874 000	475 000	1	124 349 001
Total du portefeuille.....	2 974 338 221	(4 425 444)	352 977 961	3 322 890 738

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour améliorer le développement du sport au Canada, l'excellence et la participation	7 193	61 500	68 693
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	3 441	35 730	39 171
Fonds à l'appui du renforcement de la culture autochtone au sein de la société canadienne (Programme des Autochtones).....	1 787	30 425	32 212
Subvention au Centre mondial du pluralisme pour l'établissement d'une institution qui aura pour mission de promouvoir le pluralisme en tant que fondement pour une saine gouvernance, la paix et le développement humain, et ce grâce à la recherche et au dialogue portant sur la diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.....	.....	30 000	30 000
Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	10 000	10 000
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	3 500	6 500	10 000
Subvention au programme du Prix humanitaire Terry Fox Inc., un programme de bourses d'études qui vise à encourager les jeunes Canadiens à poursuivre les idéaux que Terry Fox personnifiait.....	.....	10 000	10 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	7 532	.....	7 532
Subventions pour appuyer le programme Présentation des arts Canada (volets soutien à la programmation et développement) afin de faciliter la gestion du programme et l'accès à celui-ci.....	.....	7 000	7 000
Fonds à l'appui des activités entourant les célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005 (<i>poste horizontal</i>).....	1 700	4 900	6 600
Fonds visant à permettre aux jeunes Canadiens de créer des liens les uns avec les autres et de découvrir la diversité du Canada (programme Échanges Canada).....	294	5 082	5 376
Contribution au Conseil de l'unité canadienne pour le Centre de recherche et d'information sur le Canada, qui offre de l'information sur le Canada et la fédération canadienne par l'entremise d'activités de recherche, d'analyse, de communication et d'activités éducatives.....	182	4 300	4 482
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux.....	.....	4 000	4 000
Contributions pour l'achat de matériel et la conduite d'études de faisabilité visant améliorer les infrastructures (programme Espaces culturels Canada).....	.....	3 000	3 000
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>)	1 536	143	1 679
Fonds destinés au Programme du multiculturalisme afin de favoriser l'instauration d'une société plus inclusive.....	419	777	1 196
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	804	.....	804
Subvention à la Fondation Hnatyshyn pour soutenir les artistes canadiens et susciter l'intérêt du public face aux arts.....	.....	650	650
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Montant brut des crédits à adopter	28 569	214 007	242 576
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	2 000	.....	2 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	400	.....	400
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	125	14 000	14 125
Total des fonds disponibles	2 525	14 000	16 525
Total des crédits à adopter	26 044	200 007	226 051

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour une subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta remises dans le cadre des célébrations du centenaire de l'Alberta .....	.....	1 000	1 000
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour des activités relatives à la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.....	.....	(7)	(7)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour convier les acheteurs et les diffuseurs étrangers au festival Scène albertaine qui présente du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta	(10)	.....	(10)
Transfert à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour une contribution destinée à des initiatives communautaires visant à rendre hommage aux entrepreneurs francophones dans le domaine de l'industrie touristique, du développement rural, de l'économie du savoir et de l'esprit d'entreprise chez les jeunes .....	.....	(30)	(30)
Transfert à Développement social – Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté.....	.....	(40)	(40)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour le bulletin Recherche sur les arts et pour la production de rapports statistiques	(44)	.....	(44)
Transfert au Musée canadien des civilisations – Pour l'achat du revolver historique qui a servi à assassiner Thomas d'Arcy McGee .....	.....	(62)	(62)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – En appui aux prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour implanter dans diverses régions du Québec de nouveaux économusées, des entreprises artisanales ou agroalimentaires qui font la démonstration devant public d'une technique authentique ou d'un procédé de fabrication au moyen de l'interprétation des techniques de production .....	.....	(140)	(140)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour le Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales.....	(180)	.....	(180)
Transfert à Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Pour constituer un groupe d'experts en matière de responsabilité à l'égard de l'égalité entre les hommes et les femmes.....	(220)	.....	(220)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada .....	.....	(300)	(300)
Transfert au Musée national des sciences et de la technologie – Pour offrir une aide financière en vue de la mise en branle d'un nouveau Musée des sciences et de la technologie.....	(322)	.....	(322)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour assurer la conservation des enregistrements de musique canadienne et faciliter l'accès à ceux-ci dans le cadre du Programme Souvenir de la musique canadienne	(360)	.....	(360)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies.....	(400)	.....	(400)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Aide financière pour une première traduction, en français, en anglais ou dans une des langues autochtones, d'œuvres littéraires d'écrivains canadiens en vue de leur publication au Canada.....	.....	(500)	(500)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche qui feront la promotion de l'utilisation des deux langues officielles	(20)	(500)	(520)
Transfert à Statistique Canada – Pour mener un recensement complet de la population en 2006.....	(700)	.....	(700)

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert au Conseil des Arts du Canada (800 \$), à Téléfilm Canada (475 \$), à Agriculture et Agroalimentaire (401 \$), à l'Office national du film (320 \$), à l'Agence de santé publique du Canada (298 \$), à la Société du Centre national des Arts (266 \$), à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (257 \$), à Ressources humaines et développement des compétences (255 \$), à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (242 \$), à Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice (227 \$), à Citoyenneté et Immigration (216 \$), à Industrie (210 \$) et à Pêches et Océans (110 \$) – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(4 077)	(4 077)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada (5 209 \$), à la Société Radio-Canada (2 000 \$), à l'Office national du film (1 875 \$), au Musée canadien des civilisations (1 554 \$), à Anciens Combattants (975 \$), à la Société du Centre national des Arts (600 \$), à Statistique Canada (356 \$), à l'Agence Parcs Canada (351 \$) et au Musée national des sciences et de la technologie (148 \$) – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	(13 068)	.....	(13 068)
Total des transferts	(15 324)	(4 756)	(20 080)
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 720	195 251	205 971

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 125 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un rajustement aux revenus relatifs aux Championnats du monde de la Fédération Internationale de Natation (FINA) 2005, à Montréal.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 14 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en subventions et contributions en ce qui a trait au programme Présentation des arts Canada, au Fonds de la musique du Canada, au programme Espaces culturels Canada et au Programme des Autochtones.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>		
Subvention pour la recherche et le développement	750 000	.....
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>		
Subvention à la Fondation Hnatyshyn.....	650 000	.....
Subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta.....	1 000 000	.....
	1 650 000	.....
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>		
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	4 000 000	.....
Subventions au programme Espaces culturels Canada	3 000 000	.....
Subventions pour appuyer le programme Présentation des arts Canada.....	7 000 000	.....
	14 000 000	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Subventions à l'appui du Programme des Autochtones	500 000	.....
Subvention au Centre mondial du pluralisme	30 000 000	.....
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme.....	455 150	.....
Subvention au programme du Prix humanitaire Terry Fox Inc.....	10 000 000	.....
	40 955 150	.....
Total des subventions brutes	57 355 150	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>		
Contributions au programme Culture canadienne en ligne	9 250 000	.....
Contributions au Programme de soutien au sport	56 900 000	.....
	66 150 000	.....
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>		
Contributions au Programme d'accueil des jeux	35 330 000	.....
<i>Préservation du patrimoine canadien</i>		
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones.....	4 925 128	.....
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>		
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones.....	2 000 000	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Contributions à l'appui du Programme d'information et de recherche sur le Canada	4 300 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	11 400 000	.....
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones.....	23 000 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	464 764	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	5 082 000	.....
Contributions au Programme de soutien au sport	5 000 000	.....
	49 246 764	.....
Total des contributions brutes	157 651 892	.....
Total des paiements de transfert bruts	215 007 042	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	14 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	5 755 965	.....
Paiements de transfert nets	195 251 077	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 15
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	800
Transfert de Patrimoine canadien – Aide financière pour une première traduction, en français, en anglais ou dans une des langues autochtones, d'œuvres littéraires d'écrivains canadiens en vue de leur publication au Canada.....	500
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada.....	300
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le bulletin Recherche sur les arts et pour la production de rapports statistiques.....	44
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des activités relatives à la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.....	7
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 651

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 30	Total
Fonds pour rendre meilleure la programmation de la télévision anglaise et française, de la radio et des nouveaux médias.....	60 000	.....	60 000
Réalignement des montants compensatoires pour les négociations collectives affectés à cet usage en 2004-2005.....	20 000	.....	20 000
Réalignement des fonds en capital en raison de délais dans la livraison du matériel utilisé dans le cadre de grands projets d'immobilisations.....	.....	6 000	6 000
Total des crédits à adopter	80 000	6 000	86 000
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	82 000	6 000	88 000

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 35
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	1 554
Transfert de Patrimoine canadien – Pour l'achat du revolver historique qui a servi à assassiner Thomas d'Arcy McGee.....	62
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 616

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 882

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 156
Fonds pour préparer les locaux du quartier général de Bibliothèque et Archives du Canada, à Place de la Cité à Gatineau	3 500
Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada (<i>poste horizontal</i>)	2 184
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	1 075
Montant brut des crédits à adopter	10 915
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	110
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	625
Total des fonds disponibles	735
Total des crédits à adopter	10 180
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	5 209
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies	400
Transfert de Patrimoine canadien – Pour assurer la conservation des enregistrements de musique canadienne et faciliter l'accessibilité à ceux-ci dans le cadre du Programme Souvenir de la musique canadienne	360
Total des transferts	5 969
Présent budget supplémentaire des dépenses	16 149

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 625 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un excédent des autorisations disponibles en regard des objectifs en matière de revenus établis dans le cadre de la phase 1 de l'exercice d'examen des programmes.

Paiements de transfert (dollars)

Contributions	Crédit	Législatif
<i>Services</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation.....	1 330 419	.....

PATRIMOINE CANADIEN
Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 55
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	600
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	266
Transfert de Patrimoine canadien – En appui aux prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.....	100
Transfert de Patrimoine canadien – Pour convier les acheteurs et les diffuseurs étrangers au festival Scène albertaine qui présente du théâtre, de la musique et de la danse de l'Alberta	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	976

Commission des champs de bataille nationaux

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	145
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	135

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds destinés à l'entretien et à la réhabilitation des résidences officielles.....	3 500	4 500	8 000

PATRIMOINE CANADIEN

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 661
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	110
Total des crédits à adopter	2 551
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	1 875
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>)	320
Total des transferts	2 195
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 746

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 90
Fonds destinés au fonctionnement des nouvelles installations au Musée canadien de l'aviation	1 475
Fonds pour la contribution de l'employeur au Régime de soins de santé de la fonction publique	14
Total des crédits à adopter	1 489
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour offrir un aide financière en vue de la mise en branle d'un nouveau Musée des sciences et de la technologie	322
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	148
Total des transferts	470
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 959

PATRIMOINE CANADIEN

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	9 012
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 931
Autorisation de crédit net relative à des services d'évaluation et de counselling et à l'offre de produits connexes .....	. . . . .
Montant brut des crédits à adopter	12 943
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	80
Total des crédits à adopter	12 863
Transferts	
Transfert à l'École de la fonction publique du Canada – Pour amener des ressources supplémentaires à l'École de la fonction publique du Canada destinées aux programmes Formation linguistique Canada et Formation et perfectionnement Canada.....	(145)
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 718

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 100
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	3 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	276
Montant brut des crédits à adopter	3 276
Fonds disponible	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 266

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 110	Crédit 115	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	581	.....	581
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	20	.....	20
Total des crédits à adopter	561	.....	561
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	227	227
Transfert de Patrimoine canadien – Pour constituer un groupe d'experts en matière de responsabilité à l'égard de l'égalité entre les hommes et les femmes	220	.....	220
Total des transferts	220	227	447
Présent budget supplémentaire des dépenses	781	227	1 008

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
<i>Promouvoir des politiques gouvernementales équitables</i>		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	227 184	.....

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 120
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	475

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 303 096 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 1 033 100 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 029 432 000	886 196	104 938 276	1 135 256 472
5a Dépenses en capital.....	175 293 000	(500 000)	13 500 000	188 293 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 326 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	119 785 000	835 900	31 428 500	152 049 400
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 472 000	.....	.....	115 472 000
Total du portefeuille.....	1 440 051 970	1 222 096	149 866 776	1 591 140 842

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement de base comme les activités de la Garde côtière canadienne, les activités de conservation et de protection et la recherche scientifique	42 667	11 000	.....	53 667
Paievements aux Premières nations dans le cadre d'un programme de licences de pêche, de navires et d'attirail de pêche afin de leur donner accès au pêches de l'Atlantique .....	.....	.....	41 664	41 664
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	22 349	.....	.....	22 349
Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique (<i>poste horizontal</i>)	17 927	.....	.....	17 927
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>)	6 385	.....	640	7 025
Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques) (<i>poste horizontal</i>)	6 262	.....	.....	6 262
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	4 397	.....	.....	4 397
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>)	4 052	.....	.....	4 052
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>)	4 000	.....	.....	4 000
Définition de projet pour l'acquisition de huit navires de patrouille semi-côtière pour assurer la sûreté maritime du réseau de la Voie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs .....	.....	2 500	.....	2 500
Définition de projet pour un projet d'infrastructure de la technologie de l'information qui permettra d'améliorer la gestion de la technologie de l'information et le matériel de traitement des données du ministère	2 016	.....	.....	2 016
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>)	1 582	.....	.....	1 582
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	867	.....	.....	867
Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>)	639	.....	.....	639
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>)	567	.....	.....	567
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>)	300	.....	.....	300
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>)	267	.....	.....	267
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	263	.....	.....	263
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	252	.....	.....	252
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	81	.....	.....	81

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	30	.....	.....	30
Montant brut des crédits à adopter	114 903	13 500	42 304	170 707
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles	7 774	.....	10 876	18 650
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	2 190	.....	.....	2 190
Total des fonds disponibles	9 964	.....	10 876	20 840
Total des crédits à adopter	104 939	13 500	31 428	149 867
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 303	.....	.....	1 303
Transfert de Transports – Pour le programme d'aviation – hélicoptères	1 033	.....	.....	1 033
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	110	110
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une contribution à l'Université maritime mondiale en Suède et au Lake Winnipeg Research Consortium.....	(525)	.....	525	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la prestation de services bénévoles de recherche et de sauvetage par la Garde côtière auxiliaire canadienne.....	(401)	.....	401	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le Programme de contribution à la recherche universitaire, qui appuie la recherche et le développement à vocation scientifique grâce à des partenariats avec l'Université Dalhousie, l'Université Simon Fraser, l'Université de Windsor et l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard	(300)	.....	300	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(100)	.....	100	.....
Transfert à Environnement – Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes	(15)	.....	.....	(15)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour soutenir les activités de promotion qui ont eu lieu pendant le Salon Aqua Nor 2005, où le Canada était à l'honneur.....	(18)	.....	.....	(18)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(91)	.....	.....	(91)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la Première nation de Miawpukek à Conne River .....	.....	(500)	.....	(500)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la Convention définitive des Inuvialuit.....	.....	.....	(600)	(600)
Total des transferts	886	(500)	836	1 222
Présent budget supplémentaire des dépenses	105 825	13 000	32 264	151 089

PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gestion des pêches</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	100 000	.....
Total des subventions brutes	100 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	401 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	525 000	.....
	926 000	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches	40 342 500	.....
Contributions en vertu des initiatives pour mentorat en mer et pour la gestion de l'exploitation des pêches.....	1 321 500	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	9 526	.....
	41 673 526	.....
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Programme de contribution à la recherche universitaire	300 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	52 232	.....
	352 232	.....
<i>Gestion des océans</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	687 742	.....
Total des contributions brutes	43 639 500	.....
Total des paiements de transfert bruts	43 739 500	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>10 875 500</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>599 600</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	32 264 400	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2005-2006
	(en milliers de dollars)	
<u>Nouveaux grands projets d'immobilisations</u>		
<i>(À titre d'information seulement)</i>		
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Navires hauturiers de science halieutique – Régions des Maritimes et du Pacifique.....	187 000	1 000
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Navires de patrouille semi-côtière – National	146 500	2 500

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 032 600 \$ du crédit 30 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	266 045 000	(3 878 962)	55 095 730	317 261 768
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 927 000 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 8 150 000 \$ du crédit 35 (Conseil du Trésor), de 704 126 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 254 680 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 50 000 \$ du crédit 1 (Développement social) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	839 664 000	(104 814 194)	113 410 365	848 260 171
7a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits no 2 pour 2005-2006</i> .....	.....	61 562	1	61 563
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	263 800 000	.....	12 231 000	276 031 000
(L)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	100 000	.....	9 000	109 000
(L)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	11 700 000	.....	5 692 000	17 392 000
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	70 600 000	.....	2 789 000	73 389 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	83 000 000	.....	34 398 000	117 398 000
(L)	Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	430 000 000	.....	(430 000 000)	.....
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région.....	22 000	.....	.....	22 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	51 000 000	.....	.....	51 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170 255 000	.....	.....	170 255 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants .....	.....	.....	505 000 000	505 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	.....	.....	9 000 000	9 000 000
Total du budgétaire	2 186 505 940	(108 631 594)	307 625 096	2 385 499 442
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 040 800 000	.....	189 790 000	1 230 590 000
Total du non-budgétaire.....	1 040 800 000	.....	189 790 000	1 230 590 000
Total du Ministère.....	3 227 305 940	(108 631 594)	497 415 096	3 616 089 442
Conseil canadien des relations industrielles				
10a Dépenses du Programme.....	10 344 000	.....	509 650	10 853 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 562 000	.....	.....	1 562 000
Total de l'organisme	11 906 000	.....	509 650	12 415 650

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15a Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 224 712 000	(3 427 000)	2 194 500	2 223 479 500
Total du budgétaire	2 224 712 000	(3 427 000)	2 194 500	2 223 479 500
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(199 622 000)	.....	.....	(199 622 000)
Total du non-budgétaire.....	(199 622 000)	.....	.....	(199 622 000)
Total de l'organisme	2 025 090 000	(3 427 000)	2 194 500	2 023 857 500
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20a Dépenses du Programme.....	1 665 000	.....	83 250	1 748 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 000	.....	.....	162 000
Total de l'organisme	1 827 000	.....	83 250	1 910 250
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25a Dépenses du Programme.....	3 498 000	.....	50 029	3 548 029
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 042 000	.....	.....	1 042 000
Total de l'organisme	4 540 000	.....	50 029	4 590 029
Total du portefeuille.....	5 270 668 940	(112 058 594)	500 252 525	5 658 862 871

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour des activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri.....	.....	36 392	.....	36 392
Fonds à l'appui d'une variété de programmes d'emploi dispensés par des organisations autochtones au nom du ministère dans le cadre des Ententes sur le développement des ressources humaines autochtones	2 500	22 500	.....	25 000
Fonds destinés à des projets pilotes fondés sur des partenariats qui mettent à l'essai et évaluent des approches novatrices de perfectionnement des compétences pour les employés canadiens..	3 838	13 818	.....	17 656
Fonds visant à encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants et à appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	15 345	1 700	.....	17 045
Fonds afin d'appuyer le développement du potentiel des communautés, le développement des ressources humaines, la croissance économique et la création d'emplois dans les communautés minoritaires de langue officielle	1 615	12 000	.....	13 615
Fonds pour un projet pilote comprenant des contributions à des consortiums de syndicats et d'employeurs pour du matériel de formation neuf ou mis à niveau, afin de déterminer si les fonds fédéraux peuvent donné lieu à un investissement accru des syndicats et des employeurs en matière de formation	895	9 026	.....	9 921
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7 194	.....	.....	7 194
Fonds supplémentaires liés à l'engagement du Canada à l'égard du Programme des Nations Unies pour les établissements humains relativement à la tenue du Forum urbain mondial de 2006, à Vancouver.....	2 195	4 915	.....	7 110
Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves (<i>poste horizontal</i>)	203	6 768	.....	6 971
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	5 938	.....	.....	5 938
Fonds destinés à une série de mesures coordonnées visant à stimuler l'apprentissage grâce à une collaboration accrue avec les provinces, les territoires et les intervenants	3 778	1 150	.....	4 928
Fonds visant à améliorer la capacité du Secrétariat national à l'alphabétisation d'établir d'autres partenariats et d'accroître l'alphabétisation et l'acquisition des compétences essentielles.....	2 752	2 116	.....	4 868
Dépenses de fonctionnement supplémentaires pour permettre au Programme du travail de poursuivre l'amélioration de l'intégrité de l'exécution des activités de base liées au <i>Code canadien du travail</i>	4 421	.....	.....	4 421
Entente de financement avec l'Administration régionale Kativik pour l'établissement de programmes d'emploi pour les Inuits .....	.....	3 025	.....	3 025
Fonds visant à créer et à maintenir un portail intégré, complet et national pour l'immigration par l'amélioration du site Web existant <i>Se rendre au Canada (poste horizontal)</i>	2 223	.....	.....	2 223
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>).....	1 967	.....	.....	1 967
Fonds visant à promouvoir l'accès à l'éducation postsecondaire pour les personnes ayant un besoin financier par l'entremise de prêts et de subventions.....	1 149	.....	.....	1 149
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	92	.....	.....	92

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds destinés à renforcer et à améliorer la présence du gouvernement du Canada dans les régions, par l'augmentation des capacités des ministres régionaux concernés (<i>poste horizontal</i>).....	77	.....	.....	77
Montant brut des crédits à adopter	56 182	113 410	.....	169 592
Fonds disponibles*				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	402	.....	.....	402
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	684	.....	.....	684
Total des fonds disponibles	1 086	.....	.....	1 086
Total des crédits à adopter	55 096	113 410	.....	168 506
Crédits législatifs				
Dépenses accrues pour les prêts d'études canadiens consentis en vertu des modalités de financement direct en raison des remboursements de prêts plus élevés que prévus et des changements inscrits dans le Budget fédéral de 2004				189 790
Dépenses accrues pour le programme Subvention canadienne pour l'épargne-études en raison du nombre plus élevé que prévu de subventions demandées et des subventions supplémentaires disponibles, tel qu'annoncé dans le Budget fédéral de 2004				75 000
Dépenses accrues pour le Programme canadien de prêts aux étudiants en raison des mesures et des améliorations apportées aux méthodes de prévision dans le Budget fédéral de 2004				55 119
Dépenses accrues pour les Bons d'études canadiens en raison d'un nouveau programme pour les fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu				9 000
Total des crédits législatifs				328 909
Total des rajustements des crédits				497 415
Transferts				
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour intégrer le Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public fédéral à la Stratégie emploi jeunesse.....	1 033	8 150	.....	9 183
Transfert de la Société canadienne d'hypothèques et de logement – Pour financer l'engagement du Canada à l'égard du Programme des Nations Unies pour les établissements humains relativement à la tenue du Forum urbain mondial de 2006, à Vancouver .....	.....	2 927	.....	2 927
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour l'Administration régionale Kativik.....	.....	704	.....	704
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	255	.....	255
Transfert de Développement social – Pour la conférence L'itinérance : à la recherche de solutions globales et communautaires.....	.....	50	.....	50

* Consultez la section « Sommaire des modifications apportées aux crédits votés » pour obtenir plus de renseignements concernant les économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles et les économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour radier des dettes payables à la Couronne	(62)	.....	62	.....
Transfert à Développement social – Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté .....	.....	(100)	.....	(100)
Transfert à la Défense nationale – Pour évaluer les métiers techniques militaires en regard des normes nationales d'apprentissage et en vue de faciliter la mobilité des ouvriers spécialisés partout au Canada	(164)	.....	.....	(164)
Transfert à Développement social – Pour l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants, le programme de Subventions canadiennes pour l'épargne-études et d'autres initiatives conjointes	(4 686)	.....	.....	(4 686)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto).....	.....	(116 800)	.....	(116 800)
Total des transferts	(3 879)	(104 814)	62	(108 631)
Présent budget supplémentaire des dépenses	51 217	8 596	62	388 784

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 684 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un examen indépendant mené par un tiers et d'une diminution des besoins pour le Programme canadien de prêts aux étudiants

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Apprentissage</i>		
(L) Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> .....	.....	(430 000 000)
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants. ....	.....	505 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	.....	9 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	34 398 000
	.....	118 398 000
<i>Sans-abri</i>		
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	312 901	.....
Total des subventions brutes	312 901	118 398 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Programmes d'emploi</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	41 147 326	.....
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle.....	12 000 000	.....
	53 147 326	.....
<i>Lieu de travail</i>		
Contributions aux conseils sectoriels, aux conseils intersectoriels, consortiums nationaux, gouvernements provinciaux/territoriaux, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps et associations spéciales afin de soutenir le développement et l'amélioration des processus et outils d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétences étrangers	23 994 000	.....
<i>Apprentissage</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 700 000	.....
Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation.....	2 370 680	.....
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>.....	.....	9 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	5 692 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	2 789 000
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	18 659 000
	4 070 680	27 149 000
<i>Sans-abri</i>		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri.....	36 129 264	.....
Contributions à des entreprises à but lucratif pour des activités non-commerciales et à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande/tribaux et d'autres organisations autochtones pour des activités à l'appui du Forum urbain mondial de 2006 et à des organismes de recherches et des instituts de recherche pour mener de la recherche qui aidera à comprendre et à résoudre les enjeux liés au Forum urbain mondial	7 842 000	.....
	43 971 264	.....
Total des contributions brutes	125 183 270	27 149 000
Total des paiements de transfert bruts	125 496 171	145 547 000
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	116 900 000	.....
Paiements de transfert nets	8 596 171	145 547 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Conseil canadien des relations industrielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	520
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	510

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir (<i>poste horizontal</i>)	8 000
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)	195
Montant brut des crédits à adopter	8 195
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles	6 000
Total des crédits à adopter	2 195
Transferts	
Transfert à Statistique Canada – Pour mener un recensement complet de la population en 2006	(500)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour financer l'engagement du Canada à l'égard du Programme des Nations Unies pour les établissements humains relativement à la tenue du Forum urbain mondial de 2006, à Vancouver	(2 927)
Total des transferts	(3 427)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 232)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	83

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	60
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	50

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de <u>produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration</u> dans le cadre des activités du Ministère	587 104 000	(11 283 000)	63 875 143	639 696 143
5	Dépenses en capital.....	7 701 000	.....	.....	7 701 000
10a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 185 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	297 989 000	4 885 000	507 970	303 381 970
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 663 000	.....	.....	58 663 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers.....	3 900 000	.....	.....	3 900 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	2 700 000	.....	.....	2 700 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	60 000 000	.....	.....	60 000 000
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	69 360 000	.....	.....	69 360 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	(2 356 000)	.....	.....	(2 356 000)
	Total du Ministère.....	1 085 630 970	(6 398 000)	64 383 113	1 143 616 083
Énergie atomique du Canada limitée					
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	98 838 000	.....	60 000 000	158 838 000
	Total de l'organisme	98 838 000	.....	60 000 000	158 838 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
20a	Dépenses du Programme.....	58 713 000	.....	12 296 159	71 009 159
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 617 000	.....	.....	7 617 000
	Total de l'organisme	66 330 000	.....	12 296 159	78 626 159

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Société de développement du Cap-Breton				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	56 905 000	.....	.....	56 905 000
Total de l'organisme	56 905 000	.....	.....	56 905 000
Office national de l'énergie				
30a Dépenses du Programme.....	33 341 000	.....	813 500	34 154 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 945 000	.....	.....	4 945 000
Total de l'organisme	38 286 000	.....	813 500	39 099 500
Administration du pipe-line du Nord				
35a Dépenses du Programme.....	1 252 000	.....	62 600	1 314 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 000	.....	.....	103 000
Total de l'organisme	1 355 000	.....	62 600	1 417 600
Total du portefeuille.....	1 347 344 970	(6 398 000)	137 555 372	1 478 502 342

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	30 082	.....	30 082
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada (<i>poste horizontal</i>)	1 000	22 433	23 433
Fonds consacrés au maintien et à l'expansion de la base de données existante qui sert à fournir aux Canadiens de l'information basée sur la localisation au moyen de l'Internet (Programme GéoConnexions).....	7 384	3 450	10 834
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 997	.....	5 997
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	5 642	.....	5 642
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>)	4 902	.....	4 902
Fonds destinés à l'amélioration de la qualité et de la quantité d'information liée à la cartographie géologique.....	4 900	.....	4 900
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>)	1 978	.....	1 978
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	1 699	115	1 814
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	655	.....	655
Fonds pour des activités liées à la perception de droits en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i>	433	.....	433
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	400
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	227	.....	227
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	200	.....	200
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	155	.....	155
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	81	.....	81
Montant brut des crédits à adopter	65 735	25 998	91 733
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 000	25 490	26 490
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	860	.....	860
Total des fonds disponibles	1 860	25 490	27 350
Total des crédits à adopter	63 875	508	64 383

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Total
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontale</i>).....	(21)	.....	(21)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir divers projets lancés par le Conseil national Traverser les frontières visant à promouvoir une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication	(25)	.....	(25)
Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontale</i>).....	(167)	.....	(167)
Transfert à Environnement – Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada (<i>poste horizontale</i>).....	(6 070)	4 885	(1 185)
Transfert à Environnement – Pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontale</i>).....	(5 000)	.....	(5 000)
Total des transferts	(11 283)	4 885	(6 398)
Présent budget supplémentaire des dépenses	52 592	5 393	57 985

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Sciences de la Terre</i>		
Contributions à l'appui des organismes associés aux recherches sur l'impact et l'adaptation ayant trait au changement climatique	3 450 000	.....
<i>Énergie</i>		
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	2 300 000	.....
Contributions à l'appui du changement climatique : l'Enveloppe des nouvelles possibilités	25 317 970	.....
	27 617 970	.....
<i>Forêt</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère.....	115 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	31 182 970	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	25 490 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	300 000	.....
Paiements de transfert	5 392 970	.....

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds supplémentaires pour la poursuite du développement et l'examen préalable du nouveau réacteur nucléaire avancé CANDU	60 000

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour faire face aux demandes actuelles et aux augmentations prévues de la charge de travail en matière de réglementation en raison de la croissance de l'industrie	6 064
Fonds visant à répondre aux demandes accrues pour un examen réglementaire de la conception d'un réacteur nucléaire devant servir à produire de l'énergie.....	4 287
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	2 015
Montant brut des crédits à adopter	12 366
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	70
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 296

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	844
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	30
Présent budget supplémentaire des dépenses	814

Administration du pipe-line du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration du pipe-line du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	63

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 30 000 \$ du crédit 30 (Santé) et de 850 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 552 618 475	(4 256 175)	150 543 043	1 698 905 343
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 201 793 555	(4 929 854)	78 042 357	1 274 906 058
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 203 000	.....	.....	101 203 000
	Total du Ministère.....	2 855 685 000	(9 186 029)	228 585 400	3 075 084 371
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
7a	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – Dépenses du Programme .....	.....	.....	1 580 400	1 580 400
	Total de l'organisme .....	.....	.....	1 580 400	1 580 400
Instituts de recherche en santé du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 910 000	600 000	3 340 880	41 850 880
15a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 30 (Santé) et de 1 355 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	734 660 000	780 000	32 940 000	768 380 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 278 000	.....	.....	4 278 000
	Total de l'organisme	776 848 000	1 380 000	36 280 880	814 508 880
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
20a	Dépenses du Programme.....	2 897 000	.....	236 997	3 133 997
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494 000	.....	.....	494 000
	Total de l'organisme	3 391 000	.....	236 997	3 627 997
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
25a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 650 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 848 000	1 650 000	216 800	5 714 800
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	525 000	.....	.....	525 000
	Total de l'organisme	4 373 000	1 650 000	216 800	6 239 800

Nota : En vertu du décret C.P. 2005-0725, certaines sections de la *Loi sur la procréation assistée* entreront en vigueur le 12 janvier 2006. Ces dispositions de la *Loi sur la procréation assistée* comprennent l'établissement de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence de santé publique du Canada					
30a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 886 175 \$ du crédit 1 (Santé) et de 5 310 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	234 719 000	10 141 175	47 853 853	292 714 028
35a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 298 196 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	164 009 000	(6 326 804)	22 784 699	180 466 895
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 391 000	.....	.....	24 391 000
	Total de l'organisme	423 119 000	3 814 371	70 638 552	497 571 923
	Total du portefeuille.....	4 063 416 000	(2 341 658)	337 539 029	4 398 613 371

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	79 415	.....	79 415
Fonds supplémentaires à l'appui des services de santé des Autochtones à la suite de la rencontre spéciale entre les premiers ministres et les dirigeants autochtones le 13 septembre 2004	21 367	19 842	41 209
Fonds supplémentaires aux territoires pour les coûts de transport pour raisons médicales et la réforme des systèmes de santé .....	.....	30 000	30 000
Fonds supplémentaires pour des initiatives liées au Plan décennal pour consolider les soins de santé, comme la réduction des temps d'attente, l'intégration des professionnels de la santé formés à l'étranger et l'amélioration des rapports sur le rendement du système de santé à la population canadienne	2 195	25 164	27 359
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	13 200	.....	13 200
Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes (<i>poste horizontal</i>)	9 844	.....	9 844
Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves (<i>poste horizontal</i>)	1 282	6 050	7 332
Fonds supplémentaires pour les évaluations des risques pour la santé et les mesures de protection liées à la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i>	6 525	.....	6 525
Fonds pour élaborer et mettre en œuvre le régime de réglementation relatif à la procréation assistée et pour appuyer les activités liées à l'établissement de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	6 201	.....	6 201
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	5 403	.....	5 403
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) (<i>poste horizontal</i>)	1 635	3 516	5 151
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	4 000	.....	4 000
Fonds supplémentaires destinés au Programme Accès aux médicaments qui fournit un accès abordable aux produits pharmaceutiques brevetés au Canada pour le traitement du VIH/sida, du paludisme, de la tuberculose et d'autres épidémies, dans les pays les moins développés et les pays en développement	2 944	.....	2 944
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>)	2 468	.....	2 468
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	898	965	1 863
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une éventuelle pandémie de grippe et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>)	1 168	.....	1 168
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontal</i>)	999	.....	999
Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires (<i>poste horizontal</i>)	917	.....	917
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	842	.....	842
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	609	.....	609

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>).....	588	.....	588
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	400
Fonds destinés au Programme international de l'Organisation mondiale de la Santé sur la sécurité chimique qui établit le fondement scientifique pour l'utilisation sécuritaire des produits chimiques.....	.....	100	100
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	81
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	59	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	163 040	85 637	248 677
Fonds disponible			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	8 957	7 495	16 452
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	3 540	.....	3 540
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	100	100
Total des fonds disponibles	12 497	7 595	20 092
Total des crédits à adopter	150 543	78 042	228 585
Transferts			
Transfert d'Environnement – Pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>).....	850	.....	850
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada – Pour la conférence de l'Association internationale des Biologistes « Le vaccin antipoliomyélique : Les 50 premières années et au-delà ».....	30	.....	30
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison de la diminution des besoins en subvention pour les propositions de recherche approuvées par les Instituts de recherche en santé du Canada afin d'appuyer les activités de recherche sur l'utilisation de la marijuana à des fins médicinales.....	1 400	(1 400)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les rajustements requis pour négocier et mettre en œuvre certaines revendications.....	.....	(367)	(367)
Transfert au Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Pour des travaux liés au Système national d'information sur l'utilisation des médicaments prescrits (1 350 \$) et pour la présentation d'information sur le prix des médicaments non brevetés au Canada dans le cadre de la Stratégie nationale relative aux produits pharmaceutiques (300 \$).....	(1 650)	.....	(1 650)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le règlement et la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(3 123)	(3 123)
Transfert à l'Agence de santé publique du Canada – Pour des ressources supplémentaires en raison du transfert des responsabilités de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	(4 886)	(40)	(4 926)
Total des transferts	(4 256)	(4 930)	(9 186)
Présent budget supplémentaire des dépenses	146 287	73 112	219 399

SANTÉ

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 100 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'abolition du programme de subvention intitulé « Organisation mondiale de la santé ».

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	815 000	.....
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé.....	15 000 000	.....
	15 815 000	.....
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	100 000	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut	10 200 000	.....
Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest	3 200 000	.....
Fonds de transport pour raison médicale du Yukon	1 600 000	.....
Gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel.....	6 333 333	.....
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333	.....
Gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 334	.....
	30 000 000	.....
Total des subventions brutes	45 915 000	.....
Contributions		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	10 164 407	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites.....	3 666 000	.....
Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe.....	4 700 000	.....
Contribution au programme d'aide préscolaire des Autochtones dans les réserves.....	1 350 000	.....
Contributions pour la gouvernance en santé et le soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits.....	4 761 968	.....
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits.....	15 080 282	.....
	29 558 250	.....
Total des contributions brutes	39 722 657	.....
Total des paiements de transfert bruts	85 637 657	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>7 595 300</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>4 929 854</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert	73 112 503	.....

SANTÉ

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Fonds pour l'aménagement et les activités à la suite de l'établissement de l'Agence le 12 janvier 2006	<u>Crédit 7</u> 1 580
--	--

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	1 128	30 500	31 628
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	465	2 440	2 905
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 808	.....	1 808
Montant brut des crédits à adopter	3 401	32 940	36 341
Fonds disponible			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	60	.....	60
Total des crédits à adopter	3 341	32 940	36 281
Transferts			
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada – Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C (1 355 \$) et pour mener des recherches visant à évaluer comment le programme universel de vaccination contre la grippe de l'Ontario se compare à d'autres programmes ciblés de vaccination contre la grippe du Canada et d'autres pays (25 \$) .....	.....	1 380	1 380
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison de la diminution des besoins de subventions de soutien des instituts et de l'augmentation des besoins de fonctionnement afin d'appuyer l'évaluation quinquennale mandatée des 13 instituts de recherche qui forment les Instituts de recherche en santé du Canada	600	(600)	.....
Total des transferts	600	780	1 380
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 941	33 720	37 661

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Financer la recherche en santé</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	21 321 000	.....
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	4 159 000	.....
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	2 936 000	.....
<i>Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	351 000	.....
<i>Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	117 000	.....
<i>Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	3 585 000	.....
<i>Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 851 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	34 320 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	600 000	.....
Paiements de transfert	33 720 000	.....

SANTÉ

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	153
Fonds pour rembourser les droits versés au cours des années précédentes par des entreprises qui ont retiré depuis leur demande d'exemption aux exigences réglementaires du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail	84
Présent budget supplémentaire des dépenses	237

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	217
Transferts	
Transfert de Santé – Pour des travaux liés au Système national d'information sur l'utilisation des médicaments prescrits (1 350 \$) et pour la présentation d'information sur le prix des médicaments non brevetés au Canada dans le cadre de la Stratégie nationale relative aux produits pharmaceutiques (300 \$)	1 650
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 867

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires (<i>poste horizontal</i>)	26 225	4 165	30 390
Prolongation d'une année du Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C	4 530	5 490	10 020
Fonds à l'appui de la Fondation Terry Fox pour la recherche contre le cancer pour souligner le 25e anniversaire du Marathon de l'espoir Terry Fox .....	.....	10 000	10 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	8 524	.....	8 524
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	3 686	2 780	6 466
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une éventuelle pandémie de grippe et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>)	6 417	.....	6 417
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	750	.....	750
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	774	.....	774
Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes (<i>poste horizontal</i>)	366	350	716
Fonds destinés à une étude de faisabilité sur l'agrandissement du Laboratoire national de microbiologie à Winnipeg	500	.....	500
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	20	.....	20
Montant brut des crédits à adopter	51 792	22 785	74 577
Fonds disponible			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles	3 548	.....	3 548
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	390	.....	390
Total des fonds disponibles	3 938	.....	3 938
Total des crédits à adopter	47 854	22 785	70 639
Transferts			
Transfert de Santé – Pour des ressources supplémentaires en raison du transfert des responsabilités de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique	4 886	40	4 926
Transfert de Patrimoine canadien – Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	298	298
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaligner les fonds reçus de Santé afin d'établir l'Agence de santé publique du Canada en fonction des besoins en contribution et de fonctionnement afin de mieux refléter les nouvelles priorités et les besoins opérationnels de l'Agence	5 310	(5 310)	.....
Transfert à Santé – Pour la conférence de l'Association internationale des Biologiques « Le vaccin antipoliomyélitique : Les 50 premières années et au-delà »	(30)	.....	(30)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C (1 355 \$) et pour mener des recherches visant à évaluer comment le programme universel de vaccination contre la grippe de l'Ontario se compare à d'autres programmes ciblés de vaccination contre la grippe du Canada et d'autres pays (25 \$)	(25)	(1 355)	(1 380)
Total des transferts	10 141	(6 327)	3 814
Présent budget supplémentaire des dépenses	57 995	16 458	74 453

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Subvention à la Fondation Terry Fox de recherche sur le cancer en reconnaissance du 25 ^e anniversaire de la fin du Marathon de l'espoir Terry Fox	10 000 000	.....
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	5 415 000	.....
Total des subventions brutes	15 415 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	350 000	.....
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	4 538 395	.....
Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada.....	40 000	.....
Contribution à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	2 779 500	.....
Total des contributions brutes	7 707 895	.....
Total des paiements de transfert bruts	23 122 895	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>6 665 000</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert	16 457 895	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 24 691 314 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 20 000 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	85 968 000	44 666 314	49 515 676	180 149 990
5a	Contributions	(24 691 314)	21 042 908	331 788 594
(L)	Ministre de la Sécurité publique et Protection civile – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	69 970
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 343 000	.....	9 343 000
	Total du Ministère	430 817 970	70 558 584	521 351 554
Agence des services frontaliers du Canada				
10a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada), de 1 967 893 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 133 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	863 931 000	5 100 893	183 290 568	1 052 322 461
15a	Dépenses en capital	32 297 000	4 010 850	36 307 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 516 000	.....	125 516 000
	Total de l'organisme	1 021 744 000	187 301 418	1 214 146 311
Centre canadien des armes à feu				
20	Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement			
	49 564 000	.....	.....	49 564 000
25	Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement			
	14 550 000	.....	.....	14 550 000
30	Contributions			
	14 000 000	.....	.....	14 000 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 170 000	.....	4 170 000
	Total de l'organisme	82 284 000	.....	82 284 000
Service canadien du renseignement de sécurité				
35a	Dépenses du Programme			
	259 097 000	.....	61 498 150	320 595 150
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 995 000	.....	32 995 000
	Total de l'organisme	292 092 000	61 498 150	353 590 150
Service correctionnel				
40a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement			
	1 296 362 000	(35 000)	44 642 439	1 340 969 439
45a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital			
	138 217 000	.....	405 609	138 622 609
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 659 000	.....	162 659 000
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	1 597 238 000	45 048 048	1 642 251 048

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
50a Dépenses du Programme.....	27 506 000	.....	14 536 367	42 042 367
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 261 000	.....	.....	4 261 000
Total de l'organisme	31 767 000	.....	14 536 367	46 303 367
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
55a Dépenses du Programme.....	115 095 000	.....	31 928 750	147 023 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 975 000	.....	.....	5 975 000
Total de l'organisme	121 070 000	.....	31 928 750	152 998 750
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
60a Dépenses du Programme.....	2 558 000	.....	207 900	2 765 900
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	361 000	.....	.....	361 000
Total de l'organisme	2 919 000	.....	207 900	3 126 900
Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 258 951 000	(163 758)	192 660 827	1 451 448 069
70a Dépenses en capital.....	197 988 000	.....	23 624 373	221 612 373
75 Subventions et contributions.....	43 645 880	.....	.....	43 645 880
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	288 557 430	.....	.....	288 557 430
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 144 570	.....	.....	51 144 570
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	.....	.....	23 000 000
Total de l'organisme	1 863 286 880	(163 758)	216 285 200	2 079 408 322
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
80a Dépenses du Programme.....	772 000	.....	38 450	810 450
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 000	.....	.....	107 000
Total de l'organisme	879 000	.....	38 450	917 450
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
85a Dépenses du Programme.....	4 164 000	.....	2 087 154	6 251 154
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	521 000	.....	.....	521 000
Total de l'organisme	4 685 000	.....	2 087 154	6 772 154
Total du portefeuille.....	5 448 782 850	24 877 135	629 490 021	6 103 150 006

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime (<i>poste horizontal</i>).....	6 634	20 543	27 177
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	16 020	.....	16 020
Rajustement à la contribution du ministère pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement en raison des besoins croissants en matière de sécurité.....	9 664	.....	9 664
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 500	.....	5 500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	5 096	.....	5 096
Fonds pour examiner le dossier de l'attentat à la bombe perpétré contre l'avion d'Air India, pour l'érection d'un monument commémoratif permanent à la mémoire des victimes et pour couvrir les frais de voyage de la délégation, composée des membres des familles des victimes de la tragédie et de représentants du gouvernement, qui a participé aux cérémonies de commémoration du 20 ^e anniversaire qui ont eu lieu à Cork, en Irlande.....	3 162	.....	3 162
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>).....	1 129	500	1 629
Fonds pour entreprendre une étude de faisabilité et les activités connexes relativement à l'évaluation d'un mécanisme d'acquisition et de comparaison des données sur les passagers aériens.....	1 000	.....	1 000
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>).....	340	.....	340
Augmentation des salaires des membres de la GRC qui participent au Programme des services de police des Premières nations.....	334	.....	334
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	240	.....	240
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	186	.....	186
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	157	.....	157
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	134	.....	134
Montant brut des crédits à adopter	49 596	21 043	70 639
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	80	.....	80
Total des crédits à adopter	49 516	21 043	70 559
Transferts			
Réaffectation interne des ressources – Pour des versements à la GRC relativement aux services de police des Premières nations.....	24 666	(24 666)	.....
Transfert d'Environnement – Pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>).....	20 000	.....	20 000
Transfert à Développement social – Pour créer un guichet unique dans le Web afin d'aider les organismes bénévoles à utiliser la technologie pour atteindre leurs objectifs et augmenter la vitalité de la communauté.....	.....	(25)	(25)
Total des transferts	44 666	(24 691)	19 975
Présent budget supplémentaire des dépenses	94 182	(3 648)	90 534

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Sécurité de la population et partenariats</i>		
Stratégie nationale pour la prévention du crime	20 542 908	.....
Programme de subventions et de contributions du ministère	500 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	21 042 908	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>24 691 314</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert	(3 648 406)	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	67 874	.....	67 874
Fonds consacrés à l'augmentation de la capacité opérationnelle afin d'améliorer la sécurité à la frontière.....	66 605	.....	66 605
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	34 524	.....	34 524
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	6 026	.....	6 026
Fonds destinés à la mise à niveau du Système automatisé de surveillance à la ligne d'inspection primaire, utilisé pour vérifier les plaques d'immatriculation des véhicules automobiles qui entrent en territoire canadien.....	1 758	4 011	5 769
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	2 959	.....	2 959
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	1 895	.....	1 895
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	1 078	.....	1 078
Fonds pour des programmes qui soutiennent de façon continue des initiatives visant à accélérer la circulation à la frontière de marchandises à faible risque (Initiatives de modernisation des douanes à la frontière) (<i>poste horizontal</i>)	658	.....	658
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	654	.....	654
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>)	546	.....	546
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>)	505	.....	505
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	294	.....	294
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	273	.....	273
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	81	.....	81
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	40	.....	40
Montant brut des crédits à adopter	185 770	4 011	189 781
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 700	.....	1 700
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	780	.....	780
Total des fonds disponibles	2 480	.....	2 480
Total des crédits à adopter	183 290	4 011	187 301
Transferts			
Transfert de l'Agence des douanes et du revenu du Canada – Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités du programme des douanes.....	3 000	.....	3 000
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion à la frontière, de l'exécution de la loi et des services de renseignements de l'immigration.....	1 968	.....	1 968
Transfert de Transports – Pour les initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale).....	133	.....	133
Total des transferts	5 101	.....	5 101
Présent budget supplémentaire des dépenses	188 391	4 011	192 402

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Coûts de fonctionnement supplémentaires	61 498

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	30 197	.....	30 197
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>).....	4 390	.....	4 390
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>).....	3 979	.....	3 979
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	3 383	.....	3 383
Fonds pour la conception d'un nouveau système afin d'accroître la capacité à évaluer la qualité des soins et d'améliorer le partage des renseignements médicaux des délinquants entre diverses unités internes de services de santé et les intervenants de la santé.....	1 195	.....	1 195
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 116	.....	1 116
Fonds pour les établissements correctionnels fédéraux au Nouveau-Brunswick qui logent des délinquants provinciaux.....	1 000	.....	1 000
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	885	.....	885
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	406	406
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	67	.....	67
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	50
Montant brut des crédits à adopter	46 262	406	46 668
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	1 620	.....	1 620
Total des crédits à adopter	44 642	406	45 048
Transferts			
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>)	(35)	.....	(35)
Présent budget supplémentaire des dépenses	44 607	406	45 013

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds supplémentaires à l'appui du programme relatif à la mise en liberté sous condition, du traitement des demandes de réhabilitation, des pratiques de gestion de l'organisme et de l'utilisation stratégique des technologies de l'information	6 274
Fonds pour le développement en cours d'un système automatisé pour la gestion des mises en liberté sous condition et pour l'entretien qu'il nécessite	2 378
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 406
Financement pour préparer, prendre et superviser les décisions relatives aux libérations conditionnelles.....	1 381
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	1 348
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>)	1 287
Fonds pour combler les besoins croissants en matière d'aménagement et de locaux attribuables à l'augmentation de l'effectif qui, elle, est rendue nécessaire en raison de la nature de plus en plus complexe des dossiers des délinquants	492
Montant brut des crédits à adopter	14 566
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	30
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 536

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Fonds supplémentaires pour le règlement des demandes de réparation concernant les pensionnats autochtones	30 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 529
Montant brut des crédits à adopter	33 529
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 600
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 929

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	128
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	80
Présent budget supplémentaire des dépenses	208

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds visant à combler le manque à gagner relatif aux frais engendrés par la prestation de services de police contractuelle.....	57 577	2 385	59 962
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	60 158	.....	60 158
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	21 150	16 060	37 210
Montant compensatoire pour les négociations collectives.....	14 681	.....	14 681
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques(<i>poste horizontal</i>).....	14 378	.....	14 378
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)....	13 300	215	13 515
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	7 444	119	7 563
Construction d'installations d'entraînement au Polygone de Connaught.....	.....	4 000	4 000
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	2 148	.....	2 148
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	1 875	.....	1 875
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	1 196	.....	1 196
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	845	845
Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime (<i>poste horizontal</i>)).....	645	.....	645
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	620	.....	620
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	563	.....	563
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	232	.....	232
Fonds provisoires pour rédiger la réponse au jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R. c. Powley</i> afin de financer la recherche, les discussions multilatérales et l'établissement de la capacité des organisations de Métis (<i>poste horizontal</i>).....	210	.....	210
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation..	162	.....	162
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	31	.....	31
Montant brut des crédits à adopter	196 370	23 624	219 994
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	1 009	.....	1 009
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	2 700	.....	2 700
Total des fonds disponibles	3 709	.....	3 709
Total des crédits à adopter	192 661	23 624	216 285

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Transferts	Crédit 65	Crédit 70	Total
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	313	.....	313
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d’un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(125)	.....	(125)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Pour fournir un soutien administratif au personnel de la GRC dans les missions à l’étranger	(352)	.....	(352)
Total des transferts	(164)	.....	(164)
Présent budget supplémentaire des dépenses	192 497	23 624	216 121

Comité externe d’examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d’examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	38

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 85
Fonds consacrés à une enquête d’intérêt public relative à des plaintes contre la GRC, qui porte sur l’enquête de la GRC sur des allégations d’agressions sexuelles qui auraient eu lieu au centre de formation de Kingsclear	1 532
Fonds pour l’amélioration des capacités dans le domaine des communications, de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines	263
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	209
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	50
Fonds à l’appui des activités relatives à la Commission d’enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	33
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 087

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 451 412 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	197 377 000	(7 326 688)	88 605 889	278 656 201
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 155 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	74 790 000	155 000	3 830 000	78 775 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	417 299 000	.....	63 533 000	480 832 000
15a	Paievements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	32 188 000	.....	(900 000)	31 288 000
20a	Paievements à Marine Atlantique S.C.C.	24 533 000	.....	45 700 000	70 233 000
25	Paievements à VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	.....	.....	169 001 000
30	Paievements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	438 400 000	.....	.....	438 400 000
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 671 000	.....	.....	64 671 000
(L)	Paievements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	17 900 000	.....	.....	17 900 000
(L)	Paievement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	53 050 000	.....	.....	53 050 000
	Total du Ministère.....	1 492 578 970	(7 171 688)	200 768 889	1 686 176 171
Office des transports du Canada					
35a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 182 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 971 000	2 182 000	1 120 260	24 273 260
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 412 000	.....	.....	3 412 000
	Total de l'organisme	24 383 000	2 182 000	1 120 260	27 685 260
Tribunal d'appel des transports du Canada					
40a	Dépenses du Programme.....	1 173 000	.....	58 650	1 231 650
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	130 000	.....	.....	130 000
	Total de l'organisme	1 303 000	.....	58 650	1 361 650
	Total du portefeuille.....	1 518 264 970	(4 989 688)	201 947 799	1 715 223 081

Nota: Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le ministère des Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés à un règlement extrajudiciaire négocié avec l'Administration portuaire de Toronto ⁽¹⁾	35 000	.....	.....	35 000
Fonds supplémentaires pour la cession des ports à des intérêts locaux.....	.....	.....	35 000	35 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	29 250	.....	.....	29 250
Fonds destinés à plusieurs lignes de chemin de fer régionales et éloignées de transport ferroviaire voyageurs dans tout le Canada..	.....	.....	19 200	19 200
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontale</i>).....	10 903	.....	.....	10 903
Fonds supplémentaires pour appuyer des projets d'infrastructure routière dans la région de l'Outaouais.....	.....	.....	9 333	9 333
Fonds pour compenser la diminution des revenus provenant de la location d'aéroport à la suite de la transition à la nouvelle formule de calcul des loyers des aéroports et la remise des autres paiements liés aux biens immobiliers des administrations aéroportuaires.....	7 300	.....	.....	7 300
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontale</i>).....	4 617	50	.....	4 667
Fonds destinés à la construction du hangar de l'aéroport de Moncton au Nouveau-Brunswick.....	.....	3 010	.....	3 010
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontale</i>).....	1 670	730	.....	2 400
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	2 121	.....	.....	2 121
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontale</i>).....	1 869	40	.....	1 909
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontale</i>)..	565	.....	.....	565
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontale</i>).....	502	.....	.....	502
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontale</i>).....	162	.....	.....	162
Fonds pour une subvention à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour appuyer le projet de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et du maintien de la navigabilité qui vise à promouvoir la sécurité aérienne.....	.....	.....	130	130
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontale</i>).....	90	.....	.....	90
Montant brut des crédits à adopter	94 049	3 830	63 663	161 542

⁽¹⁾ L'avance de fonds d'un montant de 35 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	4 463	.....	.....	4 463
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement.....	980	.....	.....	980
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	130	130
Total des fonds disponibles	5 443	.....	130	5 573
Total des crédits à adopter	88 606	3 830	63 533	155 969
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	451	.....	.....	451
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Afin d'assurer que les paquebots de croisière et les traversiers font leur entrée au bassin de façon sécuritaire (projet du Quai de Chandler).....	.....	155	.....	155
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>).....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Pêches et Océans – Pour le programme d'aviation – hélicoptères.....	(1 033)	.....	.....	(1 033)
Transfert à l'Office des transports du Canada – Soutien apporté au Commissaire aux plaintes relatives au transport aérien de même qu'à la fonction d'établissement des prix et des tarifs.....	(2 182)	.....	.....	(2 182)
Transfert à la Défense nationale (4 400 \$) et à l'Agence des services frontaliers du Canada (133 \$) – Pour les initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	(4 533)	.....	.....	(4 533)
Total des transferts	(7 327)	155	.....	(7 172)
Présent budget supplémentaire des dépenses	81 279	3 985	63 533	

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Total
Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement ⁽²⁾	45 700	45 700
Fonds disponible			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	900	.....	900
Total des crédits à adopter	(900)	45 700	44 800
Présent budget supplémentaire des dépenses	(900)	45 700	193 597

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 130 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contribution à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location de wagons-trémies pour le transport de céréales dans l'Ouest canadien.

⁽²⁾ Les avances de fonds d'un montant de 32 000 000 \$ proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

TRANSPORTS

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Politiques, réglementations, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire</i>		
Subvention à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour appuyer le projet de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et du maintien de la navigabilité qui vise à promouvoir la sécurité aérienne (COSCAP).....	130 000	.....
Total des subventions brutes	130 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché</i>		
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	19 200 000	.....
Fonds de cession des ports.....	35 000 000	.....
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :		
Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	9 333 000	.....
Total des contributions brutes	63 533 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	63 663 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	130 000	.....
Paiements de transfert	63 533 000	.....

TRANSPORTS

Office des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 061
Fonds supplémentaires consacrés aux services de communication	47
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	32
Montant brut des crédits à adopter	<u>1 140</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	20
Total des crédits à adopter	<u>1 120</u>
Transferts	
Transfert de Transports – Soutien apporté au Commissaire aux plaintes relatives au transport aérien de même qu'à la fonction d'établissement des prix et des tarifs	2 182
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>3 302</u>

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	<u>59</u>

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 141 560 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 574 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 125 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile), de 91 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 54 000 \$ du crédit 1 (Développement social), de 45 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 36 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 35 000 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile), de 30 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 25 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 22 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 21 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 21 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 078 348 000	(1 397 340)	161 511 905	2 238 462 565
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 308 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2005-2006</i>	327 924 000	3 308 000	(4 921 000)	326 311 000
10 Subventions et contributions.....	7 632 000	.....	.....	7 632 000
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 069 000	.....	.....	79 069 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(9 000 000)	.....	.....	(9 000 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(358 000)	.....	.....	(358 000)
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	6 960 020	6 960 020
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du portefeuille.....	2 483 684 970	1 910 660	163 550 925	2 649 146 555

Nota : Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	130 976	.....	130 976
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	37 960	.....	37 960
Fonds pour la poursuite de projets approuvés compris dans la vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire.....	.....	22 900	22 900
Report du budget de fonds en capital pour la construction de l'Édifice Bel-Air (Montréal) et l'Édifice du gouvernement du Canada (Charlottetown).....	.....	15 200	15 200
Fonds à l'appui du projet de réforme visant à transformer le processus d'achat du gouvernement.....	12 100	.....	12 100
Fonds à l'appui de la capacité du ministère d'assurer la prestation de services communs au grand public et au gouvernement du Canada en général.....	11 900	.....	11 900
Fonds à l'appui de la mise au point d'un nouveau modèle de services de base liés au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement.....	6 780	.....	6 780
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	6 672	.....	6 672
Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	.....	6 000	6 000
Fonds consacrés à l'étape de validation de principe afin d'offrir un service de marché en ligne qui permettra aux utilisateurs autorisés du gouvernement de choisir et d'acheter des produits et des services, d'effectuer les paiements requis et de réaliser des transactions connexes par voie électronique (Marché en direct du gouvernement du Canada)	5 000	.....	5 000
Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales (<i>poste horizontal</i>)	4 635	.....	4 635
Fonds pour la mise en place d'un site de sauvegarde et de reconstitution après sinistre à l'appui des systèmes de gestion bancaire, de paiement et de comptabilité essentiels à la mission du gouvernement	2 029	.....	2 029
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	1 555	.....	1 555
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	1 412	.....	1 412
Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>).....	995	.....	995
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	979	979
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	784	.....	784
Fonds pour mettre en œuvre le Régime québécois d'assurance parentale et modifier les exigences du régime d'assurance-emploi dans les Systèmes de traitement de la paie de la fonction publique et applications Web	770	.....	770
Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontal</i>)	518	.....	518
Fonds consacrés à la réparation et à la mise en application des modifications apportées au logiciel des Systèmes de traitement de la paie de la fonction publique	513	.....	513
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	225	.....	225
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	168	.....	168
Montant brut des crédits à adopter	224 992	45 079	270 071

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Initiatives ministérielles.....	8 000	.....	8 000
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	5 480	.....	5 480
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses – Gestion des biens.....	50 000	50 000	100 000
Total des fonds disponibles	63 480	50 000	113 480
Total des crédits à adopter	161 512	(4 921)	156 591
Crédits législatifs			
Investissement dans le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique afin de faire avancer certaines activités à l'appui de la restructuration de la Direction générale des services d'infotechnologie.....			6 960
Total des rajustements des crédits			163 551
Transferts			
Transferts de la Défense nationale (1 142 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (125 \$), de Pêches et Océans (91 \$), de Développement social (54 \$), d'Industrie (45 \$), d'Environnement (36 \$), de Service correctionnel (35 \$), de Transports (30 \$), d'Agriculture et Agroalimentaire (25 \$), d'Anciens Combattants (22 \$), d'Affaires indiennes et du Nord canadien (21 \$), et de Ressources naturelles (21 \$) – Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (<i>poste horizontale</i>)..	1 647	.....	1 647
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils fédéraux régionaux (<i>poste horizontale</i>).....	349	.....	349
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour le transfert des ressources pour les coûts indirects relatifs au projet Gouvernement en direct	225	.....	225
Réaffectation de ressources à l'interne – Pour l'aménagement du complexe Skyline (Ottawa) afin de répondre aux besoins des clients occupant les locaux	(3 308)	3 308	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontale</i>).....	(310)	.....	(310)
Total des transferts	(1 397)	3 308	1 911
Présent budget supplémentaire des dépenses	160 115	(1 613)	165 462

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2005-2006
(en milliers de dollars)		
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
ATLANTIQUE		
Halifax – édifice public Dominion – restauration de la tour et amélioration des systèmes de l'immeuble de base	7 705	243
Caraquet – immeuble du gouvernement du Canada – réaménagement	1 329	391
QUÉBEC		
Montréal – Immeuble du gouvernement du Canada – remplacement du refroidisseur et augmentation de la capacité	4 026	288
CITÉ PARLEMENTAIRE		
Ottawa – Complexe de la Cité parlementaire – réinstallation de la distribution multimédia interne et externe	2 904	1 000
Ottawa – Complexe de la Cité parlementaire – installation d'un système d'information d'alerte d'incendie	1 850	115
Ottawa – Rénovations de l'édifice de l'Ouest	769 200	7 500
CAPITALE NATIONALE		
Angliers – barrage Les Quinze – remplacement du tablier du pont	2 639	100
Gatineau – Place Vincent-Massey – exercice de l'option d'acheter l'immeuble en août 2006 ..	10 295	5
Gatineau – 140 Promenade du Portage, phase IV – restauration de tous les planchers des toilettes	4 953	30
Gatineau – Place du Portage, phase IV – remplacement du refroidisseur	2 091	40
Ottawa – édifice Lester B. Pearson – mise à niveau du système d'alimentation en eau réfrigérée	6 186	1 452
Ottawa – Conseil national de recherches du Canada – achat et installation de deux refroidisseurs	2 750	1 915
Ottawa – Buttes de la Confédération – reconstruction totale de la conduite principale	3 772	1 640
Ottawa – Tilley/Edward Drake – achat et installation d'éléments modulaires	9 525	8 300
Ottawa – édifice Sir-William-Logan – modernisation des ascenseurs	1 984	713
Ottawa – 1, rue Fleet – mise à niveau du tableau de contrôle moyenne tension à la centrale de refroidissement	4 177	511
ONTARIO		
Toronto – 4905, rue Dufferin – réparations structurales extérieures	2 024	1 422
Toronto – 25 – 55 St. Clair – rénovation du cinquième étage	1 700	4
OUEST		
Calgary – édifice Harry Hays – conception et rénovation du cinquième étage; mise à niveau du système de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air	6 057	1 163
PACIFIQUE		
Kamloops – immeuble fédéral Kamloops – rénovations	3 663	178
Surrey – Gendarmerie royale du Canada, Division «E», administration centrale – achat d'un terrain et construction d'un immeuble de l'État	202 350	3 995